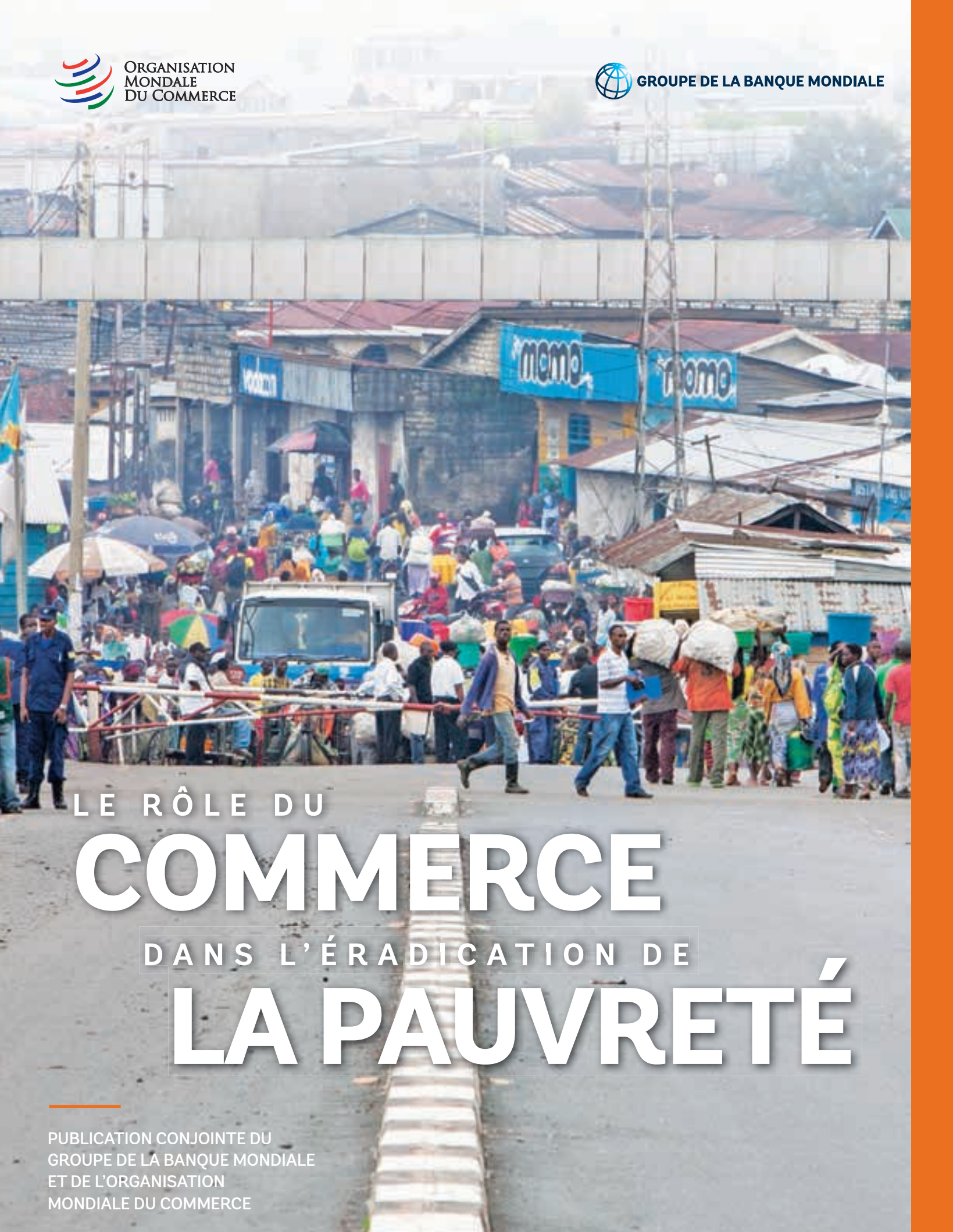




LE RÔLE DU
COMMERCE
DANS L'ÉRADICATION DE
LA PAUVRETÉ

PUBLICATION CONJOINTE DU
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
ET DE L'ORGANISATION
MONDIALE DU COMMERCE

Avertissement

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Banque mondiale, du Conseil des administrateurs de la Banque, des gouvernements qu'ils représentent ou de l'Organisation mondiale du commerce aucune prise de position quant au statut juridique des pays, zones ou territoires, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières. La présente publication n'engage que ses auteurs et ne signifie pas que la Banque mondiale ou l'Organisation mondiale du commerce souscrivent aux opinions exprimées. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commerciale n'implique de la part de la Banque mondiale ou de l'Organisation mondiale du commerce aucune appréciation favorable ou défavorable.

La présente publication est copublée par la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce.

Attribution—Veuillez citer la publication comme suit: Groupe de la Banque mondiale et Organisation mondiale du commerce, 2015. *Le rôle du commerce dans l'éradication de la pauvreté*. Organisation mondiale du commerce: Genève.

Copyright © Organisation mondiale du commerce 2015

Image de couverture: Poste-frontière Goma-Rubavu entre le Rwanda et la République démocratique du Congo (Photo: Simone D. McCourtie/Banque mondiale)

TABLE DES MATIÈRES

3 AVANT-PROPOS

4 REMERCIEMENTS

5 ABRÉVIATIONS ET SIGLES

7 RÉSUMÉ ANALYTIQUE

12 CHAPITRE 1: Croissance mondiale, commerce et pauvreté: liens macroéconomiques

13 L'économie mondiale

15 Le défi de la pauvreté

19 Commerce et pauvreté: théorie et faits

19 Croissance et stabilité macroéconomique

21 Impacts sur les ménages et les marchés

21 Effets sur les salaires et l'emploi

24 Incidence sur les recettes publiques

25 Conclusion

26 CHAPITRE 2: Difficultés rencontrées par les pauvres

27 Régions rurales

31 Zones fragiles et en conflit

34 Secteur informel

35 Les femmes, le commerce et la pauvreté

39 Conclusion

40 CHAPITRE 3: Politiques destinées à maximiser les gains liés aux possibilités commerciales pour les pauvres et à limiter les risques

42 Intégration des marchés et création d'un environnement plus favorable

43 Mesures tarifaires et non tarifaires

45 Infrastructure et facilitation des échanges

45 Accès aux technologies liées au commerce et au financement du commerce

46 Environnement favorable

48 Intégration plus poussée et atténuation des risques pour maximiser les effets positifs pour les pauvres

48 Intégration plus poussée pour maximiser les gains pour les pauvres

53 Comprendre et gérer les risques

54 Comprendre les liens entre le commerce et la pauvreté en améliorant les données et les analyses

57 L'OMC et le Groupe de la Banque mondiale soutiennent le commerce comme moyen de réduire la pauvreté

59 Conclusion: Renforcement du programme de politique commerciale en faveur des pauvres

62 NOTES

67 BIBLIOGRAPHIE

AVANT-PROPOS

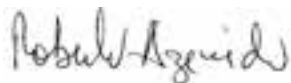
Cette année est cruciale pour l'effort de collaboration mondial visant à éradiquer la pauvreté dans le monde et à accroître les revenus des plus pauvres. Nous allons souscrire aux Objectifs de développement durable, élaborer un plan pour le financement du développement et tenter de parvenir à un accord majeur en vue d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter. Si nous voulons éradiquer l'extrême pauvreté d'ici à 2030, nous devons faire tout notre possible, dans cette dernière ligne droite, pour accroître les revenus des plus pauvres. La présente publication, *Le rôle du commerce dans l'éradication de la pauvreté*, explique comment le commerce peut contribuer à la réalisation de cet objectif ambitieux.

Les progrès que nous ferons cette année pour réduire les obstacles au commerce mondial et renforcer le système commercial mondial donneront une vigoureuse impulsion aux efforts que nous avons engagés pour mettre fin à la pauvreté. Notre meilleure chance d'aller de l'avant sera la Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Nairobi en décembre, où les participants s'efforceront de nouveau d'achever les négociations commerciales multilatérales dans de nombreux domaines. Il sera difficile de faire des progrès, mais il y a des raisons d'être optimiste. La Conférence ministérielle de Bali en 2013 a abouti à un résultat historique, avec la signature de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges et l'adoption de décisions importantes, dont beaucoup profiteront aux pays les moins avancés.

Pour poursuivre sur cette lancée, nous devons remédier aux coûts du commerce qui font obstacle à l'intégration plus complète des marchés. À cette fin, il sera essentiel d'assurer la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges, de faire avancer les négociations multilatérales, de poursuivre les réformes des politiques publiques et de veiller à la fourniture de l'Aide pour le commerce par le Groupe de la Banque mondiale, l'OMC et les autres partenaires.

En outre, les politiques visant à augmenter la contribution du commerce à la croissance devront s'accompagner d'un nouvel effort en vue de maximiser les gains du commerce pour les personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Pour cela, il faudra s'attaquer aux principaux problèmes qui touchent les plus pauvres comme la pauvreté en milieu rural, les inégalités hommes-femmes, la fragilité et les conflits, et la nature de l'économie informelle.

La présente publication définit un cadre d'action dans ces domaines. Une coordination plus étroite entre le Groupe de la Banque mondiale et l'OMC et des partenariats avec d'autres acteurs de la communauté internationale seront nécessaires pour que nos efforts aboutissent. Bien que nos deux organisations aient des mandats et des membres différents, elles sont unies par une volonté commune de contribuer au développement économique et d'améliorer les conditions de vie des populations dans le monde entier. À ce tournant critique de notre histoire, nous devons faire en sorte que le commerce profite à tous, en particulier aux plus pauvres, car notre ambition est d'éradiquer l'extrême pauvreté en l'espace d'une génération.



Roberto Azevêdo
Directeur général
Organisation mondiale du commerce



Jim Yong Kim
Président
Groupe de la Banque mondiale

REMERCIEMENTS

Cette publication a été préparée conjointement par le personnel du Groupe de la Banque mondiale (GBM) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Marcus Bartley Johns (GBM), Paul Brenton (GBM) et Roberta Piermartini (OMC) ont coordonné la réalisation de la publication, dont les différentes parties ont été rédigées par Marcus Bartley Johns, Paul Brenton, Massimiliano Cali, Mombert Hoppe et Roberta Piermartini. D'autres membres du personnel du GBM et de l'OMC ont apporté de précieuses contributions, notamment Joan Apecu, Marc Auboin, Marc Bacchetta, Cosimo Beverelli, Michael Ferrantino, Christian Henn, Alexander Keck, Shaun Mann, Juan Marchetti, José-Antonio Monteiro, Gaurav Nayyar, Coleman Nee, Mikiko Olsen, Robert Teh et Thomas Verbeet. Les coordonnateurs tiennent à remercier ceux qui les ont aidés par leurs commentaires fort utiles aux différents stades de l'élaboration de la publication, notamment Dobromir Christow, Diwakar Dixit, Selina Jackson, Charles Kunaka, Nora Neufeld, Ana Revenga, Bob Rijkers, Michael Roberts, Michele Ruta, Sebastian Saez, Carmine Soprano, Melvin Spreij, Gretchen Stanton, David Tinline, Alina Truhina, Tara Vishwanath, Christian Wolff et Tim Yeend.

Ils remercient aussi vivement Julian Clarke, Vasco Molini et Raju Singh pour les conseils et les suggestions qu'ils ont formulés au cours de l'examen par les pairs.

La publication a été préparée sous la supervision de Robert Koopman (OMC) et de Bill Maloney et Anabel González (GBM).

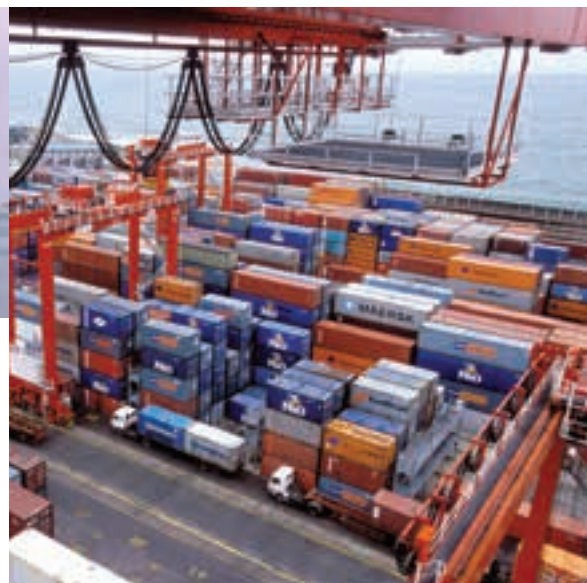
Les coordonnateurs tiennent à remercier Paulette Planchette et Aakriti Mathur pour leur assistance dans ce travail.

Les activités de la diffusion et la communication ont été assurées par Kristina Nwazota et Julia Oliver. La production de la publication a été gérée par Anthony Martin et Helen Swain de l'OMC et par Mayya Revzina et d'autres membres du Bureau des publications de la Banque mondiale. Steve Francis et son équipe ont assuré la conception et la mise en page de la publication, dont le texte a été mis au point par Bill Shaw.

ABRÉVIATIONS et SIGLES

AGCS	Accord général sur le commerce des services
CESAP	Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique
CIR	Cadre intégré renforcé
CVM	Chaîne de valeur mondiale
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
R-D	Recherche-développement
SPS	Normes sanitaires et phytosanitaires
TIC	Technologies de l'information et de la communication
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

*Ce rapport indique
cinq domaines d'action
interdépendants et
complémentaires pour
maximiser les gains du
commerce pour les pauvres:*



1

RÉDUIRE LES COÛTS DU
COMMERCE POUR
ASSURER L'INTÉGRATION
PLUS PROFONDE DES
MARCHÉS



2

CRÉER UN
ENVIRONNEMENT
PLUS FAVORABLE

3

ACCROÎTRE L'EFFET DES
POLITIQUES D'INTÉGRATION
SUR LA PAUVRETÉ

4

GÉRER ET
ATTÉNUER LES
RISQUES AUXQUELS
SONT EXPOSÉES
LES PERSONNES
VIVANT DANS
L'EXTRÊME
PAUVRETÉ



5

AMÉLIORER LES DONNÉES ET LES
ANALYSES POUR FORMULER DE
MEILLEURES POLITIQUES

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'expansion du commerce international a été un facteur essentiel pour le développement et la réduction de la pauvreté.

L'économie d'aujourd'hui est incontestablement mondiale. La part du commerce dans le PIB mondial a pratiquement doublé depuis 1975. Les marchés de biens et de services sont de plus en plus intégrés du fait de la diminution des obstacles au commerce, et la technologie contribue à la réduction des coûts du commerce. Cependant, le commerce n'est pas une fin en soi. Sa valeur dépend de sa contribution à l'amélioration des moyens d'existence grâce à l'augmentation des revenus, un choix plus large et un avenir plus durable, entre autres avantages. Pour les personnes extrêmement pauvres vivant avec moins de 1,25 dollar par jour, la valeur du commerce réside essentiellement dans le fait qu'il peut aider à transformer leur vie et celle de leur famille. Il ne fait donc aucun doute que l'intégration des marchés mondiaux liée à l'ouverture commerciale a apporté une contribution décisive à la réduction de la pauvreté. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde a diminué de près de 1 milliard depuis 1990. Sans la participation croissante des pays en développement au commerce international et les efforts soutenus qui ont été faits pour réduire les obstacles à l'intégration des marchés, il aurait été difficile d'obtenir un tel résultat.

Le commerce peut continuer à jouer un rôle décisif dans la réduction de la pauvreté. En 2011 (dernière année pour laquelle on dispose de données complètes), environ 1 milliard de personnes vivaient encore dans l'extrême pauvreté, soit un peu moins de 15% de la population mondiale. Le Groupe de la Banque mondiale s'est fixé comme objectif de ramener cette proportion à moins de 3% d'ici à 2030. Le concept est au centre des discussions en cours cette année sur les Objectifs de développement durable pour l'après 2015. Le présent rapport, rédigé conjointement par le Groupe de la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce, examine comment des efforts soutenus pour réduire les coûts du commerce et intégrer les marchés mondiaux peuvent maximiser les gains pour les personnes extrêmement pauvres. Il propose des stratégies pour favoriser l'intégration des pauvres dans le commerce mondial en réduisant les coûts du commerce d'une manière qui maximise les gains et limite les risques, l'accent étant mis sur les travaux de l'Organisation mondiale du commerce et du Groupe de la Banque mondiale.

Trois grands messages se dégagent du rapport:

- 1) Des efforts soutenus pour renforcer l'intégration économique et réduire encore les coûts du commerce sont indispensables pour éradiquer la pauvreté. Une croissance vigoureuse sera nécessaire dans les pays en développement pour mettre fin à la pauvreté. Le commerce est un important catalyseur de la croissance car il crée de meilleures possibilités d'emplois pour les pauvres. Des progrès considérables ont été réalisés dans la réduction des coûts du commerce et l'intégration des pays à faible revenu dans l'économie mondiale, mais il faut faire davantage.

Un message essentiel de ce rapport est qu'il faut toujours veiller à ce que le commerce mondial reste ouvert et à ce que les coûts du commerce diminuent grâce à l'intégration plus étroite des marchés.

- 2) La réduction des droits de douane et des obstacles non tarifaires entre les pays est un élément essentiel dans ces efforts, mais elle doit faire partie d'une approche plus large qui tient compte des difficultés spécifiques rencontrées par les plus pauvres – et, pour beaucoup, de leur déconnexion des marchés – pour qu'ils puissent tirer avantage du commerce. Il s'agit notamment des difficultés auxquelles font face les femmes, les populations rurales pauvres, les travailleurs du secteur informel et ceux qui vivent dans des États fragiles et en conflit. Ainsi, pour contribuer au maximum à l'éradication de la pauvreté, les politiques commerciales doivent être définies et mises en œuvre parallèlement aux politiques dans d'autres domaines. Pour cela, il faut approfondir la coopération entre les secteurs, les agences gouvernementales et les diverses parties prenantes.
- 3) L'Organisation mondiale du commerce et le Groupe de la Banque mondiale ont apporté une contribution substantielle au commerce et à la réduction de la pauvreté. Mais il reste beaucoup à faire pour mettre fin à la pauvreté. Les deux institutions et les autres partenaires doivent sans cesse réexaminer leurs activités visant à réduire la pauvreté pour faire en sorte qu'elles restent pertinentes dans un monde en constante évolution.

Le commerce peut favoriser la réduction de la pauvreté en stimulant la croissance. Bien que les facteurs de pauvreté soient multidimensionnels, la réduction durable de la pauvreté dépend avant tout de la croissance économique. L'ouverture au commerce augmente le PIB d'un pays car elle lui permet d'utiliser ses ressources de manière plus efficace, en se spécialisant dans la production des biens et des services qu'il peut produire à moindre coût, tout en important les autres. Le commerce influe également sur la croissance à long terme, car il donne accès aux intrants technologiques plus avancés disponibles sur le marché mondial et il renforce les incitations à innover. Le commerce contribue directement à la réduction de la pauvreté en créant des emplois, par exemple pour les producteurs agricoles, avec l'expansion des secteurs d'exportation, et en introduisant des changements structurels dans l'économie qui augmentent l'emploi des travailleurs pauvres peu qualifiés dans le secteur informel. Le commerce facilite aussi l'accès aux marchés extérieurs pour les produits fabriqués par

les pauvres. La compréhension de ces différents effets nous aide à cerner l'impact que le commerce peut avoir sur les plus pauvres.

L'intégration croissante de l'économie mondiale a joué un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté obtenue à ce jour. Cette intégration sera au moins aussi importante d'ici à 2030. Un message essentiel de ce rapport est qu'il faut toujours veiller à ce que le commerce mondial reste ouvert et à ce que les coûts du commerce diminuent grâce à l'intégration plus étroite des marchés. La réduction des coûts du commerce dans les pays où vivent les pauvres peut non seulement stimuler la croissance économique, mais aussi accroître la compétitivité des biens et des services vendus par les pauvres et réduire le coût des intrants essentiels, comme les engrais, pour les agriculteurs pauvres. La relation inverse entre les coûts du commerce et le revenu – plus les pays sont pauvres, plus les coûts du commerce sont élevés – montre qu'il faut agir plus énergiquement sur ce front. La réduction des coûts du commerce est particulièrement importante pour les pays cherchant à profiter de la fragmentation de la production à travers les chaînes de valeur mondiales, lesquelles offrent de nouvelles possibilités de stimuler la croissance et d'augmenter les revenus grâce au commerce.

Pourtant, la croissance à elle seule n'est pas suffisante pour éradiquer la pauvreté d'ici à 2030. D'après des projections récentes de la Banque mondiale concernant la croissance mondiale probable à l'horizon 2030, la croissance ne sera sans doute pas suffisante dans tous les pays en développement pour ramener la pauvreté au niveau visé en 2030. Les pays en développement devraient enregistrer une croissance de 4% par an, en moyenne, ce qui serait plus que le taux de croissance des années 2000 et



beaucoup plus que celui des années 1980 et 1990. Même avec une croissance soutenue, si la pauvreté continue à diminuer au niveau mondial, il y a lieu de penser qu'il sera plus difficile que la croissance globale se traduise par une hausse des revenus des pauvres.

L'extrême pauvreté est de plus en plus concentrée dans les pays et les régions où la réduction de la pauvreté semble être moins sensible à la croissance globale. Les personnes extrêmement pauvres sont soumises à de nombreuses contraintes qui limitent leur capacité de profiter des gains économiques plus larges. Dans ce contexte, l'intégration commerciale est importante non seulement parce qu'elle peut stimuler la croissance, mais aussi parce qu'elle peut être réalisée d'une manière qui permet de surmonter plus efficacement les contraintes auxquelles font face les personnes extrêmement pauvres. Ce rapport établit pour la première fois un lien entre ces contraintes et la capacité des plus pauvres de tirer parti du commerce en tant que moteur de la croissance. Il décrit quatre grandes caractéristiques des pauvres qui ont un impact particulier sur leur capacité de profiter pleinement des avantages potentiels du commerce: la ruralité, la fragilité et les conflits, le travail informel et le genre.

Ces quatre caractéristiques façonnent l'environnement dans lequel vivent les plus pauvres et les empêchent de tirer parti des possibilités commerciales. La pauvreté dans de nombreuses parties du monde, en particulier en Afrique subsaharienne où le défi de l'éradication de l'extrême pauvreté est le plus grand, est un phénomène essentiellement rural. Les obstacles au commerce et au marché intérieur dans le secteur agricole sont de réels problèmes qui empêchent les ruraux pauvres de tirer parti des possibilités commerciales. Plus de la moitié des personnes extrêmement pauvres vivent dans des régions fragiles et en conflit (où les revenus proviennent souvent de minerais de grande valeur et d'autres ressources naturelles) et sont moins susceptibles de pouvoir bénéficier des possibilités commerciales, même si la diversification des exportations, en assurant d'autres moyens de subsistance, peut être essentielle pour sortir des conflits. La pauvreté et le travail informel vont souvent de pair. Les travailleurs du secteur informel et les microentreprises qui dominent l'économie informelle rencontrent des difficultés particulières et sont vulnérables aux chocs économiques soudains. Enfin, les femmes jouent souvent un rôle de premier plan dans la réduction de la pauvreté et le commerce leur procure des avantages particuliers en termes d'emplois et d'autonomisation. Mais elles se heurtent à des contraintes spécifiques, au sein et en dehors du ménage, qui peuvent les empêcher de participer au commerce et d'en tirer profit. Les risques auxquels les pauvres sont exposés influent aussi sur leur capacité de profiter des possibilités commerciales.

Pour chacune des quatre caractéristiques de la pauvreté, ces risques comprennent les changements économiques, les ajustements du marché du travail et la vulnérabilité aux phénomènes météorologiques et au changement climatique. Bien souvent, les pauvres n'ont pas accès aux instruments et au soutien nécessaires pour atténuer ces risques – des choses que les habitants des pays avancés tiennent pour acquises, comme les assurances et la sécurité sociale. Face aux risques, les personnes

pauvres peuvent être dans l'incapacité d'adopter des stratégies qui leur permettraient de tirer parti des possibilités commerciales. Par exemple, les risques auxquels sont exposés les agriculteurs de subsistance sont au moins en partie responsables de leur incapacité d'investir dans des intrants de bonne qualité (semences et engrais), qui pourraient les aider à tirer pleinement parti des possibilités commerciales. De même, l'absence d'accès au financement limite souvent la capacité des microentreprises du secteur informel d'investir d'une manière qui leur permettrait de contrebalancer les risques. Il est important de connaître et de limiter ces risques pour que le commerce puisse procurer le maximum d'avantages aux pauvres.

Les défis et les risques sont considérables pour les plus pauvres, mais les possibilités le sont aussi. Le commerce transfrontières accroît les revenus des producteurs agricoles et des commerçants dans les pays pauvres. Le commerce a aidé les femmes à passer du secteur agricole au secteur manufacturier, et au secteur des services, leur assurant de meilleurs revenus et un emploi plus formel. Le commerce peut également aider à trouver des moyens de sortir des conflits. La mise en œuvre de stratégies d'intégration économique permettant de surmonter les difficultés rencontrées par les plus démunis peut aider à maximiser les gains du commerce.

Une approche cohérente qui réduit les coûts du commerce d'une manière qui maximise les gains pour les personnes vivant dans l'extrême pauvreté aura le plus grand impact sur la réduction de la pauvreté. Des politiques visant à réduire les

droits de douane et les obstacles non tarifaires entre les pays sont des éléments essentiels, mais elles doivent s'inscrire dans une approche plus large. Seule une approche globale, incluant diverses mesures localisées spécifiques, peut commencer à générer les gains nécessaires pour éradiquer la pauvreté dans le monde. Bien que les pays soient la "pierre angulaire" de la politique commerciale internationale, les difficultés rencontrées par les pauvres varient grandement à l'intérieur d'un pays et entre eux. C'est pourquoi les approches qui mettent l'accent sur la réduction des coûts du commerce entre les pays devront être complétées par des mesures permettant de surmonter les difficultés rencontrées par les pauvres aux niveaux national et international. Cela souligne l'importance des divers programmes mis en place par l'Organisation mondiale du commerce et le Groupe de la Banque mondiale pour remédier à ces difficultés et de la poursuite des efforts à cet égard.

Le présent rapport indique cinq domaines d'action interdépendants et complémentaires qui peuvent être envisagés par les pays et la communauté internationale pour mettre en œuvre cette approche:

- *Réduire les coûts du commerce pour assurer l'intégration plus profonde des marchés.* La facilitation des échanges, y compris la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, et la suppression des autres obstacles au commerce des marchandises et des services liés aux politiques et à l'infrastructure sont essentielles pour la croissance et la réduction de la pauvreté.





- **Créer un environnement plus favorable.** L'ouverture commerciale et la réduction des coûts du commerce sont très importantes pour générer des gains pour les pauvres. Plusieurs politiques complémentaires aident à maximiser les gains pour les pauvres résultant de l'ouverture, notamment les politiques concernant le capital humain et physique, l'accès au financement, la gouvernance et les institutions, et la stabilité macroéconomique. Un environnement plus favorable peut être assuré au moyen de cadres de politique novateurs qui améliorent la consultation avec les pauvres et qui ciblent mieux leurs besoins. Pour cela, il faudra renforcer la coopération entre les secteurs, améliorer la coordination entre les ministères et les organismes publics, et faire en sorte qu'un plus large éventail de parties prenantes travaillent ensemble de manière efficace.
- **Accroître l'effet des politiques d'intégration sur la pauvreté.** En mettant davantage l'accent sur le problème de l'éloignement des marchés au niveau infranational et en facilitant les activités des petits commerçants pauvres, on peut aider à accroître les gains pour les pauvres, en particulier dans les régions rurales. Cela nécessite aussi des réformes pour réduire les coûts liés au manque de concurrence et d'autres coûts intérieurs. Il est indispensable de promouvoir l'inclusion des femmes et de cibler les problèmes qui leur sont propres pour accroître l'effet des politiques d'intégration sur la pauvreté.
- **Gérer et atténuer les risques auxquels sont exposés les pauvres.** Il est nécessaire de mettre davantage l'accent sur la gestion des risques auxquels sont confrontés les pauvres et qui les empêchent de tirer parti des possibilités commerciales lorsqu'elles se présentent. Une gestion efficace des risques peut être un important instrument de développement en renforçant la résistance des pauvres aux effets d'événements défavorables et en leur permettant de saisir les possibilités d'amélioration. Il est important aussi de remédier aux risques pouvant compromettre leurs moyens de subsistance en procédant à des ajustements dans le domaine du commerce.
- **Améliorer les données et les analyses pour formuler de meilleures politiques.** Il subsiste des lacunes importantes dans la connaissance de la pauvreté, de la nature de l'économie informelle, de la participation des femmes au commerce et des contraintes liées au commerce en général auxquelles sont soumis de nombreux pays. Des données de meilleure qualité sont nécessaires pour concevoir et appliquer des politiques efficaces permettant de maximiser les effets du commerce sur la réduction de la pauvreté.

L'Organisation mondiale du commerce joue un rôle crucial en soutenant un système commercial mondial ouvert et inclusif. La poursuite de l'ouverture au niveau multilatéral, en complément de l'ouverture unilatérale et de la coopération régionale et l'aide aux pays en développement et aux pays les moins avancés

pour qu'ils s'intègrent dans le système commercial sont toujours des objectifs pertinents aujourd'hui. Le système commercial mondial fondé sur des règles a joué un rôle essentiel dans la réduction des risques auxquels font face les pauvres du fait de l'opacité et du manque de prévisibilité des politiques commerciales, en facilitant l'accès aux marchés pour leurs produits et en créant un environnement commercial stable pour soutenir les investissements créateurs d'emplois, nationaux et étrangers, dans les activités liées au commerce. L'actualisation des règles de l'Organisation mondiale du commerce, des engagements en matière d'accès aux marchés et des flexibilités prévues, grâce à la conclusion réussie du Cycle de négociations de Doha, augmenterait la possibilité pour les pays en développement de tirer parti de leur intégration dans le système commercial mondial et de favoriser le développement.

L'Organisation mondiale du commerce joue également un rôle clé en soutenant la facilitation des échanges. La nécessité d'aider les pays à tirer le meilleur parti des possibilités commerciales est reconnue dans l'Accord sur la facilitation des échanges qui prévoit qu'une assistance et un soutien seront accordés afin d'aider les pays en développement à se doter de la capacité nécessaire pour en mettre en œuvre les dispositions de l'Accord. Plusieurs efforts sont menés actuellement, notamment par le Groupe de la Banque mondiale, pour faire en sorte que cet engagement soit respecté. La ratification et la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges peuvent aboutir à une réduction importante des coûts du commerce, en particulier dans les pays les plus pauvres. Le fait de reconnaître les contraintes particulières rencontrées par les pauvres, y compris les petits commerçants, et de permettre aux plus démunis d'accéder aux marchés maximiserait l'impact de l'Accord sur la réduction de la pauvreté.

L'initiative Aide pour le commerce, pilotée par l'Organisation mondiale du commerce, a permis de mobiliser des ressources additionnelles considérables pour l'assistance liée au commerce et elle pourrait permettre de suivre de plus près les effets de l'intégration commerciale sur la réduction de la pauvreté. En tant que principal donateur multilatéral de l'Aide pour le commerce, le Groupe de la Banque mondiale a un rôle clé à jouer du fait de sa capacité de financement, de son importante présence dans les pays, de sa capacité de réaliser et diffuser largement des travaux de recherche pertinents, de ses connaissances et de ses compétences analytiques et de ses capacités et de son action multisectorielles. Le Groupe de la Banque mondiale se concentre de plus en plus sur les États fragiles et en conflit et sur l'importance du développement agricole pour accroître les revenus dans les régions rurales. L'amélioration des outils de suivi de l'impact de l'Aide pour le commerce et l'intégration d'indicateurs commerciaux efficaces dans les systèmes plus vastes de suivi de la réduction de la pauvreté et des progrès accomplis dans les États fragiles sont des aspects importants des travaux en cours et futurs du Groupe de la Banque mondiale. Les deux institutions ont un rôle crucial à jouer dans la mise en œuvre du programme esquissé dans le présent rapport.



CROISSANCE MONDIALE, COMMERCE ET PAUVRETÉ: liens macroéconomiques

La relation entre la croissance économique, la réduction de la pauvreté et le commerce est complexe. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a été considérablement réduit, notamment grâce à l'accroissement rapide de la participation des pays en développement à l'économie mondiale, mais près de 1 milliard de personnes vivent encore avec moins de 1,25 dollar par jour. Que faudra-t-il faire pour éliminer l'extrême pauvreté d'ici à 2030, échéance prévue pour atteindre l'objectif fixé par le Groupe de la Banque mondiale¹ ainsi que les prochains objectifs de développement définis par l'Organisation des Nations Unies? Quel sera le rôle de l'ouverture commerciale dans la prochaine phase de réduction de la pauvreté?

Pour réfléchir à ces questions, il faut comprendre la nature de l'économie mondiale et la structure actuelle de la pauvreté dans le monde. Il faut aussi comprendre la théorie et la réalité des principaux liens entre le commerce, la croissance économique et la réduction de la pauvreté et la façon dont ils évoluent dans une économie mondiale en mutation.

Ce chapitre montre que l'extrême pauvreté est de plus en plus concentrée dans les pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud, bien qu'il subsiste des poches de grande pauvreté dans d'autres régions. La structure de l'économie des pays dans ces régions, notamment en Afrique, donne à penser que, vu les tendances actuelles de la croissance, il ne sera pas possible d'éliminer l'extrême pauvreté d'ici à 2030. Le chapitre conclut donc qu'il faut identifier les principales caractéristiques des pauvres dans ces pays pour trouver des moyens de faire en sorte que la croissance tirée par le commerce soit plus inclusive.

Les principales caractéristiques que nous considérons comme pertinentes pour déterminer l'impact du commerce sur la pauvreté sont les suivantes: les personnes extrêmement pauvres vivent, pour la plupart, dans les régions rurales; beaucoup gagnent leur vie en travaillant dans le secteur informel; la majorité vit dans un État fragile, touché par un conflit; et les femmes rencontrent des difficultés particulières pour sortir de la pauvreté. Ces caractéristiques sont toutes associées au fait que les pauvres se heurtent à d'importants obstacles pour faire du commerce et sont exposés à des risques plus élevés dans leur vie quotidienne, ce qui limite leur capacité d'adopter des stratégies qui leur permettraient d'accroître leurs revenus grâce au commerce. Le rapport s'interroge donc sur ce qui doit être fait pour identifier et réduire les obstacles empêchant les personnes très pauvres de profiter des nouvelles possibilités offertes par le commerce et pour éliminer les risques importants auxquels elles sont exposées.

L'économie mondiale

Aujourd'hui, l'économie est mondialisée – malgré un récent fléchissement, la part du commerce dans le PIB mondial a fortement augmenté, en même temps que l'IED. Depuis 1950, la part du commerce dans le PIB mondial et le volume des échanges mondiaux ont augmenté de façon spectaculaire: en 2014, le commerce mondial des marchandises représentait 18 900 milliards de dollars, contre 3 500 milliards de dollars en 1990.² Les flux d'investissement ont connu une croissance encore plus forte. Les droits de douane ont progressivement baissé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec l'assouplissement du contrôle des capitaux et la connectivité croissante grâce aux nouvelles technologies dans les transports et les communications.

Cette mondialisation a créé de nouvelles possibilités de croissance économique, de développement et de réduction de la pauvreté. L'expansion rapide de l'économie mondiale est un phénomène relativement récent. Elle s'est accélérée avec les innovations technologiques depuis la Révolution industrielle, qui ont permis l'utilisation plus productive des ressources économiques existantes. La croissance encore plus rapide du siècle dernier est due en grande partie aux innovations technologiques dans les communications et les transports et à l'abaissement progressif des obstacles au commerce international et aux flux financiers mondiaux.³



Cela aide à comprendre la corrélation étroite entre l'augmentation des exportations de biens et de services en pourcentage du PIB mondial et la diminution régulière du nombre de pauvres dans le monde (figure 1.1).

Récemment, les pays en développement ont connu une croissance forte et soutenue et leur participation à l'économie mondiale a augmenté rapidement. La part du commerce total des pays en développement dans le PIB a doublé depuis 1985. Rien que depuis 2000, la part des pays en développement dans le commerce mondial est passée de 33% à 48%. La Chine est maintenant le plus grand exportateur mondial et plusieurs autres pays en développement dont le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Mexique et la Thaïlande se trouvent parmi les 20 premiers exportateurs. Cette évolution s'est accompagnée d'une croissance régulière du PIB. Entre 2000 et 2011, les plus grands pays en développement ayant un revenu plus élevé (ceux qui font partie du G-20) ont enregistré une croissance annuelle moyenne du PIB par habitant de 5,2%, contre 3,9% dans la décennie précédente. Cette croissance n'a pas été limitée aux grands pays en développement. Entre 2000 et 2011, le revenu par habitant des pays les moins avancés (PMA) a augmenté en moyenne de 3,7% par an, ce qui contraste fortement avec la croissance négative de 0,7% enregistrée au cours des dix années précédentes. Entre 2000 et 2012, la part des pays en développement dans la production mondiale est passée de 23% à 40%.⁴

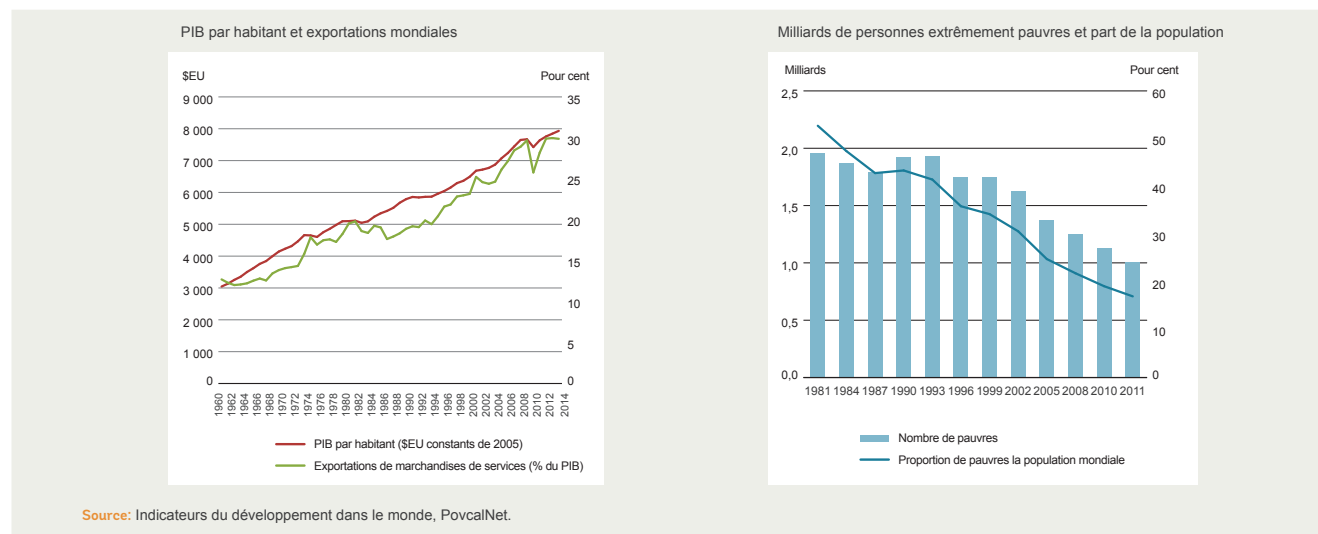
Les vastes réformes commerciales entreprises dans les économies en développement expliquent en grande partie ces tendances. De grands épisodes de libéralisation ont eu lieu au Brésil, en Chine et en Inde au cours des deux dernières décennies. Après l'accession de la Chine à l'OMC en 2001, la moyenne simple des droits de la Chine a baissé, passant d'environ 40% en 1985 à moins de 10% aujourd'hui.⁵ La taille croissante des grands marchés en développement et leur plus grande ouverture ont offert de

nouvelles possibilités d'exportation à beaucoup d'autres pays en développement et ont été un important facteur de croissance.

L'émergence des chaînes de valeur mondiales a favorisé la participation des pays en développement à l'économie mondiale. Les pays n'ont plus besoin de développer leur compétitivité dans des secteurs entiers pour pouvoir commercer. La baisse des coûts du transport et des communications, conjuguée à l'amélioration des technologies, a rendu plus facile pour les entreprises des pays en développement d'exécuter des tâches ou des activités particulières (services et biens) dans le cadre des chaînes de valeur transnationales. Plus de la moitié des exportations des pays en développement en termes de valeur ajoutée ont lieu à l'intérieur des chaînes de valeur mondiales (CVM). Il ne s'agit pas seulement du commerce des pays en développement vers les pays développés. En effet, la part du commerce des pièces et composants entre pays en développement, qui est une bonne approximation du commerce lié aux CVM, a quadruplé au cours des 25 dernières années.⁶

La croissance économique est essentielle pour créer des emplois et réduire la pauvreté, en particulier dans les pays qui comptent beaucoup de jeunes. Elle accroît la demande de main d'œuvre, qui est la principale et souvent la seule ressource des pauvres. L'augmentation de l'emploi est elle-même cruciale pour soutenir la croissance. C'est la forte croissance de l'économie mondiale au cours des dix dernières années qui a permis à la majorité de la population mondiale en âge de travailler de trouver un emploi. Les salaires réels pour les emplois peu qualifiés ont augmenté avec la croissance du PIB dans le monde, ce qui indique que, au niveau mondial, les travailleurs les plus pauvres ont bénéficié de l'augmentation du commerce et de la croissance.⁷ Entre 2000 et 2011, les salaires mensuels moyens réels ont augmenté d'un peu moins de 25% au niveau mondial, mais ils ont presque doublé en Asie,

Figure 1.1: PIB, commerce, croissance et nombre de pauvres



tandis que dans le monde développé, ils ont augmenté de seulement 5% environ.⁸ Cependant, dans toutes les régions du monde et particulièrement en Afrique, le chômage des jeunes est un problème majeur.

Le défi de la pauvreté

Malgré ces changements dans l'économie mondiale, le monde reste confronté à un défi majeur, à savoir éliminer l'extrême pauvreté et améliorer les perspectives des plus pauvres.⁹ Entre 1990 et 2010, la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a diminué de moitié, la plus forte baisse ayant eu lieu dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique (principalement en Chine) (voir le tableau 1.1). Néanmoins, selon les estimations les plus récentes (données pour 2011), un peu plus de 1 milliard de personnes dans le monde – environ 17% de la population des pays en développement – continuent de vivre avec moins de 1,25 dollar par jour. Quatre vingt pour cent de ces personnes sont concentrées en Afrique subsaharienne (415 millions) et en Asie du Sud (399 millions). La proportion de la population qui vit dans l'extrême pauvreté a diminué depuis 1990 dans chaque région, avec des variations importantes d'un pays à l'autre, la baisse ayant été plus



Tableau 1.1: Proportion de la population et nombre total de personnes vivant dans l'extrême pauvreté

Pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 \$EU par jour (PPP 2005)						Projections		
Région	1990	2005	2008	2010	2011	2015	2020	2030
Asie de l'Est et Pacifique	58,2	16,7	13,7	10,3	7,9	4,1	1,5	0,1 ^a
Europe orientale et Asie centrale	1,5	1,3	0,4	0,6	0,5	0,3	0,2	0,1 ^b
Amérique latine et Caraïbes	12,0	7,4	5,4	4,8	4,6	4,3	3,8	3,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,8	3,0	2,1	1,7	1,7	2,0	1,8	2,4
Asie du Sud	53,2	39,3	34,1	29,0	24,5	18,1	13,8	2,1
Afrique subsaharienne	56,6	52,8	49,7	48,2	46,8	40,9	34,2	23,6
Total (monde en développement)	43,5	24,8	21,8	19,1	17,0	13,4	10,5	5,7
Total	36,4	21,1	18,6	16,3	14,5	11,5	9,1	4,9

Millions de personnes vivant avec moins de 1,25 \$EU/jour (PPP 2005)						Projections		
Région	1990	2005	2008	2010	2011	2015	2020	2030
Asie de l'Est et Pacifique	957,1	324,1	272,3	207,1	160,8	86,4	31,3	2,5
Europe orientale et Asie centrale	7,1	6,0	2,0	2,9	2,3	1,3	0,8	0,3
Amérique latine et Caraïbes	52,7	41,0	31,0	28,3	27,6	26,8	24,8	21,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	13,1	9,0	6,5 ^c	5,5 ^c	5,6 ^c	7,3	7,0	10,3
Asie du Sud	603,2	589,0	532,7	465,3	399,0	310,6	249,6	42,5
Afrique subsaharienne	287,1	399,1	406,8	416,4	415,4	403,2	382,9	334,6
Total	1 920,2	1 368,1	1 251,4	1 125,5	1 010,7	835,5	696,4	411,8

Source: Banque mondiale, Global Monitoring Report 2014/15. Les projections concernant la pauvreté sont fondées sur les taux de croissance du PIB par habitant indiqués dans le rapport 2014 de la Banque mondiale sur les perspectives économiques mondiales, la répartition des revenus dans les pays étant supposée inchangée.

a Le chiffre pour 2030 est 0,11 pour la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique. Il est arrondi à 0,1 dans le tableau.

b Le chiffre pour 2030 est 0,06 pour l'Europe et l'Asie centrale. Il est arrondi à 0,1 dans le tableau.

c Chiffres provisoires car l'étude porte sur moins de 50% de la population de cette région.

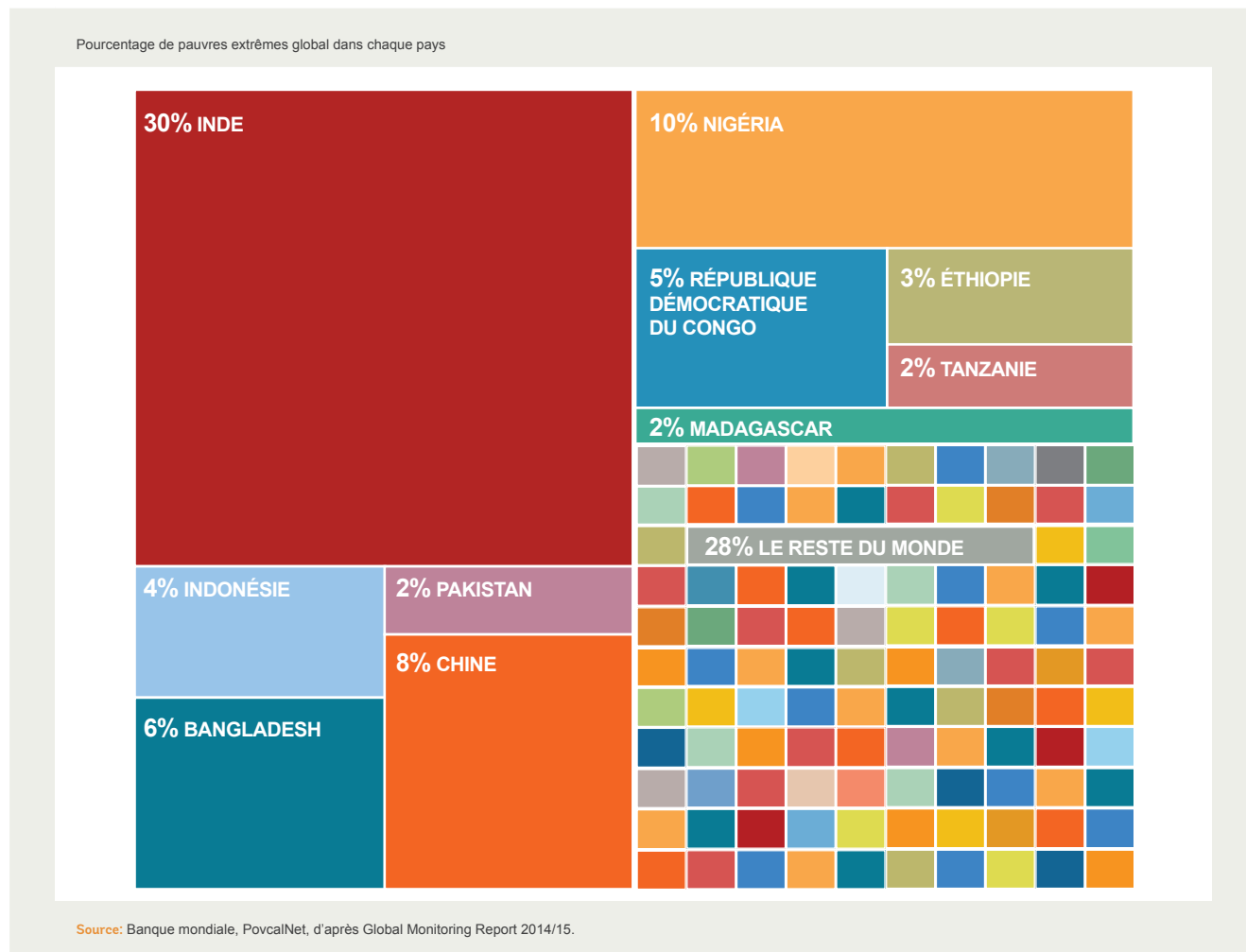
rapide en Asie du Sud. Il semble bien que l'Afrique subsaharienne sera la seule région qui n'atteindra pas le premier des Objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir, réduire de moitié l'extrême pauvreté (1,25 dollar par jour) d'ici à 2015.¹⁰ Parmi les personnes restant extrêmement pauvres, 161 millions vivent dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, pour la plupart en Indonésie. Ensemble, les autres régions comptent moins de 50 millions de personnes extrêmement pauvres (juste 3,5% du total).¹¹

Près des trois cinquièmes des personnes extrêmement pauvres sont concentrés dans cinq grands pays en développement: le Bangladesh, la Chine, l'Inde, le Nigéria et la République démocratique du Congo. Ces pays, ainsi que l'Éthiopie, l'Indonésie, Madagascar, le Pakistan et la Tanzanie, représentent ensemble 70% de la population extrêmement pauvre (figure 1.2). Tous les pays dont plus de 4% de la population vit dans l'extrême pauvreté se trouvent en Afrique, sauf deux (le Bangladesh et Haïti).

Le reste de la population extrêmement pauvre est réparti dans de nombreux pays, mais la part des personnes extrêmement pauvres dans la population totale de ces pays est bien plus importante que dans bon nombre des grands pays cités ci dessus. En République démocratique du Congo et à Madagascar, par exemple, la part de la population extrêmement pauvre est estimée à 88%; au Burundi, au Liberia, au Malawi et en Zambie, elle est comprise entre 70% et 84% (voir la figure 1.3).

L'élimination de l'extrême pauvreté passe par la croissance au niveau mondial et par une croissance soutenue dans les pays où la pauvreté est concentrée – mais la croissance ne suffira pas à elle seule. Une croissance mondiale particulièrement forte dans les pays en développement a permis de réduire de moitié la proportion des personnes vivant dans l'extrême pauvreté entre 1990 et 2010. D'après une étude récente sur la croissance à long terme dans 118 pays, le principal facteur de réduction de la pauvreté parmi les personnes ayant les revenus les plus bas

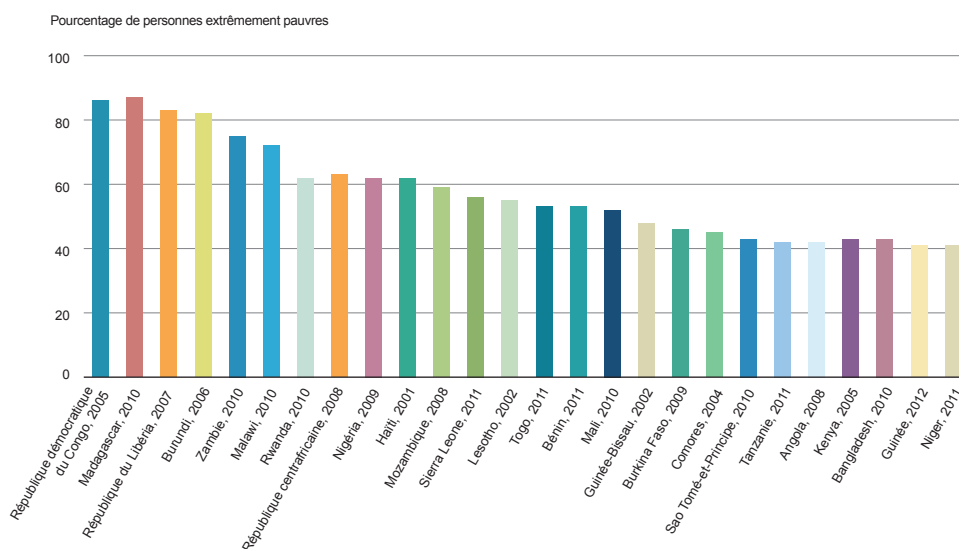
Figure 1.2: Les 10 pays ayant la plus grande proportion de personnes extrêmement pauvres, 2011



était l'augmentation du PIB moyen par habitant, ce qui a renforcé le consensus sur cette corrélation.¹² La Banque mondiale prévoit que le PIB mondial par habitant augmentera de 1,7% par an (avec une croissance d'environ 4% pour les pays en développement et d'environ 0,6% pour les pays développés), ce qui se traduira par un taux de pauvreté mondial d'environ 4,9% en 2030 si la répartition des revenus reste inchangée. Parmi les autres scénarios envisagés dans le Global Monitoring Report 2014/15, il y a un scénario optimiste d'après lequel il faudrait que la consommation par habitant augmente de 4% par an, sans changement dans la répartition des revenus, pour ramener la pauvreté à 3% au niveau mondial. Les deux scénarios supposent que la relation entre la croissance du PIB par habitant et la diminution de la pauvreté reste inchangée – ce qui est peu probable. Une fois que la réduction de la pauvreté a atteint la majorité des pauvres proches du milieu de la distribution de revenu nationale, la pauvreté diminue plus lentement pour ceux qui sont au bas de la distribution de revenu. Diverses contraintes limitent la capacité des pauvres de tirer profit de la croissance économique globale et des possibilités commerciales.

Ces problèmes sont analysés dans le chapitre suivant. Il est encore plus difficile de promouvoir une croissance plus inclusive dans chaque pays. Le Groupe de la Banque mondiale s'efforce d'accroître le revenu réel de ceux qui font partie des deux quintiles inférieurs de la population. Comme avec l'extrême pauvreté, les contraintes qui affectent les 40% les plus pauvres de la population peuvent limiter leur capacité de bénéficier de la croissance économique globale et il n'y a pas d'effet "de ruissellement" automatique. La nature de ces contraintes varie beaucoup selon les pays et les niveaux de revenu. Pour les pays où les 40% les plus pauvres de la population se trouvent aussi en dessous du seuil de pauvreté extrême, les contraintes de l'extrême pauvreté sont la principale préoccupation. Mais, celles-ci sont pertinentes aussi pour les pays qui ont une importante population vulnérable moyennement pauvre (encadré 1.1).

Figure 1.3: Pourcentage de personnes extrêmement pauvres, pays où au moins 40% de la population est extrêmement pauvre (par ordre décroissant)



Source: Banque mondiale, données de PovcalNet, <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/index.htm>

Quand on analyse l'extrême pauvreté, il faut se garder de penser qu'une personne qui "sort" de l'extrême pauvreté connaît subitement la stabilité et la prospérité économiques.

De nombreuses personnes qui se trouvent au dessus du seuil d'extrême pauvreté sont très vulnérables face à des problèmes, comme l'accès inadéquat à l'eau et à l'assainissement ou une

Encadré 1.1: Commerce et prospérité partagée

L'un des "objectifs jumeaux" de la Banque est d'accroître les revenus des 40% les plus pauvres de la population dans chaque pays pour faire en sorte que les gains économiques profitent aux groupes qui sont proches du seuil de pauvreté et qui ont un revenu intermédiaire inférieur. Bien sûr, dans de nombreux pays, et en particulier dans les pays les plus pauvres, au moins 40% de la population a des revenus inférieurs au seuil d'extrême pauvreté. Dans ces cas, l'analyse présentée dans le reste du rapport s'applique directement aux deux objectifs de la Banque.

Dans la mesure où l'augmentation du commerce est associée à la croissance économique, il se peut qu'elle s'accompagne d'une hausse du niveau de vie pour les 40% les plus pauvres. Si une augmentation du revenu moyen n'entraîne pas nécessairement une augmentation du revenu des déciles inférieurs de la population, il est bien établi que la croissance économique entraîne souvent une réduction de la pauvreté.¹³ Étant donné que, dans la plupart des pays, les 40% les plus pauvres sont plus proches des personnes ayant un revenu moyen que des personnes extrêmement pauvres, il se peut que le lien entre la croissance économique et la situation des 40% les plus pauvres soit encore plus étroit que le lien entre la croissance et la réduction de la pauvreté.

Les avantages du commerce pour les 40% les plus pauvres dépendent en partie de l'intensité de qualification des produits les plus échangés. Si l'avantage comparatif d'un pays réside dans des produits qui nécessitent beaucoup de main d'œuvre peu qualifiée, il se peut que l'accroissement du commerce profite plus aux 40% les plus pauvres. En revanche, si un pays se spécialise dans les produits technologiques ou les produits à forte intensité de qualification, le commerce peut exercer une pression à la baisse sur leurs salaires. Mais cela sera plutôt le cas dans les pays à revenu élevé (même si la pression à la baisse sur les salaires des moins qualifiés observée dans les pays à revenu élevé peut résulter aussi bien, voire plus, du progrès technologique privilégiant les qualifications que du commerce).¹⁴

mauvaise santé. Au Moyen Orient et en Afrique du Nord, par exemple, où il n'y a pas d'extrême pauvreté, de nombreuses personnes vivent dans des conditions de vulnérabilité, avec moins de 2,50 dollars par jour. La situation est semblable en Amérique latine et aux Caraïbes (voir l'encadré 1.2).

Encadré 1.2: La vulnérabilité à la marge de l'extrême pauvreté – expériences régionales¹⁵

En appliquant le seuil de pauvreté de 1,25 dollar aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes, on constate que l'extrême pauvreté a été stable dans les années 1980 et 1990, à environ 12% de la population, mais qu'elle a commencé à diminuer en 2002. En 2011, l'extrême pauvreté était tombée à environ 5%, ce qui rendait l'objectif de 3% atteignable en 2017, sur la base des tendances de la croissance et de la répartition des revenus. Cependant le niveau de développement dans la région a conduit les analystes à utiliser des seuils de pauvreté supérieurs au seuil mondial de 1,25 dollar par jour. Le seuil de 2,50 dollars par jour correspond à la moyenne des seuils nationaux d'extrême pauvreté dans la région. Les personnes qui se trouvent au dessus de ce seuil devraient quand même être considérées comme vulnérables, la Banque mondiale ayant estimé récemment qu'un revenu de 10 dollars par jour réduit suffisamment la probabilité de retomber dans la pauvreté pour que la personne soit considérée comme appartenant à la "classe moyenne".

Au Moyen Orient et en Afrique du Nord, l'objectif de ramener à moins de 3% la proportion de la population vivant en dessous du seuil de 1,25 dollar par jour a été atteint. Mais si le seuil de pauvreté est fixé à 2 dollars par jour (ce qui est peut-être plus pertinent étant donné les revenus plus élevés de nombreux pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord), 12% de la population vivait en dessous de ce seuil en 2012. Avec un seuil de 4 dollars par jour, 53% de la population se trouvait en dessous. Cela indique qu'il est facile de tomber en dessous du seuil de pauvreté, même s'il est de 1,25 dollar par jour, en période de crise économique ou de conflit.

La situation de ces régions montre la vulnérabilité des personnes vivant juste au dessus du seuil d'extrême pauvreté de 1,25 dollar par jour. Cela signifie t il que le seuil de 1,25 dollar n'est pas pertinent? Certes non car il représente un niveau extrême de souffrance humaine qui est inacceptable. Toutefois, l'élimination de l'extrême pauvreté ne devrait pas signifier que l'on ignore les perspectives de ceux qui continuent à vivre dans la pauvreté ou qui risquent d'y retomber, même s'ils se trouvent au dessus du seuil mondial d'extrême pauvreté.

Commerce et pauvreté: théorie et faits

L'ouverture commerciale est essentielle pour réduire effectivement la pauvreté, mais on ne peut pas compter sur elle uniquement. La relation entre l'ouverture commerciale et la réduction de la pauvreté est complexe. Ses effets sur la pauvreté passent par plusieurs canaux, comme la croissance économique et la stabilité macroéconomique, l'impact sur les ménages et les marchés, l'évolution des salaires et de l'emploi et l'impact sur les recettes publiques.¹⁶ Pour chacun d'entre eux, le commerce peut être un facteur clé pour réduire la pauvreté, bien qu'il existe des risques potentiels dont il faut tenir compte.

Croissance et stabilité macroéconomique

Le commerce peut profiter aux pauvres en stimulant la croissance économique. L'ouverture au commerce accroît le PIB d'un pays parce qu'elle permet l'allocation plus efficace des ressources. À la base, le commerce permet à chaque pays de se spécialiser dans l'offre des biens et des services qu'il peut produire au moindre coût et d'importer les autres biens et services, de sorte qu'il tire parti de son avantage comparatif et qu'il favorise la croissance des secteurs et des entreprises plus compétitifs. L'intégration dans les marchés mondiaux accroît aussi les possibilités dont disposent les entreprises nationales, ce qui permet de réaliser de plus grandes économies d'échelle. L'ouverture commerciale influe en outre sur le rendement des investissements, lequel a tendance à baisser dans les économies fermées. Les pays qui ont fondé leur croissance sur le seul marché intérieur n'ont généralement pas pu la soutenir longtemps. L'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale a aussi généré de nouvelles sources de demande pour les autres pays en développement, si bien que la part du commerce Sud-Sud entre pays en développement dans le commerce mondial est passée de 8% à environ 25% aujourd'hui.¹⁷ Le commerce soutient la croissance en permettant aux entreprises d'obtenir des intrants qui peuvent accroître la productivité mais qui ne sont pas disponibles dans le pays – des services logistiques de premier ordre pour l'acheminement plus efficace des produits jusqu'aux marchés en passant par les semences et les engrais pour les agriculteurs.

En outre, le commerce permet aux entreprises et aux individus d'accéder aux idées et aux technologies, contribuant ainsi à l'innovation, laquelle favorise la productivité. Le commerce peut faciliter le transfert de technologie grâce aux connaissances incorporées dans les produits et les services. Les connaissances obtenues à partir des intrants intermédiaires, des produits finis et des services importés ont des retombées sur les autres entreprises et secteurs, ce qui renforce les effets sur la productivité et la croissance.¹⁸ L'imitation des technologies avancées qui sont incorporées dans les produits et services importés peut encourager les entreprises nationales¹⁹ à investir dans la recherche-développement (R-D). De plus, en augmentant la taille du marché sur lequel une entreprise opère, le commerce international accroît les bénéfices de l'innovation, ce qui incite davantage à investir dans la R-D.²⁰ En facilitant la libre circulation des idées et de la technologie, les pays qui se sont développés dans la deuxième moitié du XX^e siècle n'ont pas eu à

“redécouvrir” les innovations qui avaient aidé les économies avancées à croître. L'accroissement des flux de biens, de services, d'idées et de personnes leur a permis d'accéder à ce qu'il y avait de meilleur dans l'économie mondiale. Les transferts de connaissances liés au commerce des produits et des services de santé et d'éducation peuvent avoir un impact considérable. Par exemple, la vaccination à grande échelle a été facilitée par l'importation de médicaments et de matériel médical en provenance des économies avancées. Les données empiriques indiquent que l'ouverture commerciale est associée à une réduction plus rapide de la mortalité dans les pays en développement.²¹ Les importations de produits médicaux originaires des dix pays responsables de l'essentiel de la recherche-développement dans le domaine médical au niveau mondial sont systématiquement liées à une baisse de la mortalité dans les pays en développement.²² En revanche, en l'absence de systèmes de soins de santé et de prévention solides, les améliorations des couloirs commerciaux facilitant la circulation des personnes peuvent contribuer à la propagation de maladies infectieuses. Par exemple, la mobilité accrue et les mouvements migratoires facilités par ces améliorations peuvent créer de nouveaux vecteurs d'infection par le VIH. En conséquence, les projets qui comportent ce risque s'accompagnent maintenant de programmes de sensibilisation visant à limiter la propagation du VIH/SIDA.²³

Il est clairement établi que l'ouverture commerciale contribue à la croissance. À long terme, un accès accru à de meilleures technologies et à une gamme plus large de produits intermédiaires et de services, les avantages d'une activité à plus grande échelle et d'une plus grande concurrence, et la réduction de la recherche de rente qui va de pair avec la protection commerciale auront souvent pour effet de soutenir la croissance. Il est cependant difficile d'en apporter la preuve de manière irréfutable et d'établir un lien de cause à effet, car les économies qui sont déjà en croissance peuvent être mieux à même de réduire les obstacles au commerce. Les réformes de la politique commerciale sont souvent mises en œuvre en même temps que d'autres politiques qui peuvent elles aussi stimuler la croissance. Bon nombre de ces politiques peuvent également être très importantes pour maximiser la contribution de l'ouverture commerciale à la croissance; par exemple, la transparence sur les droits de propriété et des mécanismes efficaces pour le règlement des litiges. De plus, dans tous les pays qui connaissent une croissance rapide et soutenue, il y a eu des investissements publics importants dans les infrastructures, l'éducation et la santé. Certains ont avancé que l'ouverture au commerce peut pousser les pays vers des secteurs moins dynamiques (comme l'extraction de minéraux), ce qui nuit à la croissance, mais certains éléments contredisent cet argument.²⁴ En fait, tout indique qu'aucun pays ne peut soutenir la croissance sans s'ouvrir au commerce.²⁵

Le modèle de croissance sectoriel est important pour la réduction de la pauvreté. La croissance tirée par le commerce ne profite pas automatiquement aux pauvres. Les liens entre la croissance tirée par le commerce et la réduction de la pauvreté peuvent être complexes, mais l'analyse des pays les plus pauvres donne à penser que le modèle de croissance est important pour la

Encadré 1.3: Le modèle de croissance sectorielle est important pour la réduction de la pauvreté²⁶

L'Afrique a connu une croissance rapide au cours des deux dernières décennies, mais il semble que cela a mis plus de temps pour se traduire par une diminution de la pauvreté²⁷ que dans le reste du monde en développement. Néanmoins, la situation varie considérablement selon les pays. Au Cameroun, une augmentation de 1% du PIB est associée à une réduction de la pauvreté qui représente plus du double de celle qui a été observée en Zambie. Au Burundi, l'effet de la croissance sur la réduction de la pauvreté ne représente que la moitié de la moyenne régionale. Cela tient au fait que la réduction de la pauvreté dépend à la fois du niveau et de l'évolution des inégalités et des modèles de croissance géographiques et sectoriels.

Pour réduire effectivement la pauvreté, il faut que la croissance soit inclusive. Cependant, les pauvres ne se trouvent généralement pas là où la croissance a lieu (étant dans les régions rurales et fragiles) ils ont des difficultés pour aller dans les zones de croissance. De plus, les contraintes d'économie politique dans les pays font souvent obstacle à l'application de politiques de redistribution. Cela permet de conclure que la croissance a plus de chances de réduire la pauvreté si elle a lieu dans les secteurs d'activité et dans les régions où les pauvres travaillent et vivent, d'où l'importance des modèles de croissance géographiques et sectoriels.²⁸

Étant donné que les pauvres se concentrent dans les régions rurales et travaillent généralement dans l'agriculture, comme on le verra en détail dans le chapitre 2, la croissance agricole et la croissance économique rurale seront particulièrement importantes pour la réduction de la pauvreté. La répartition inégale de la propriété foncière peut cependant limiter l'effet de la croissance agricole sur la réduction de la pauvreté.²⁹ De même, comme les pauvres sont généralement peu qualifiés, la croissance dans les secteurs qui emploient beaucoup de main d'œuvre non qualifiée réduira davantage la pauvreté que la croissance dans d'autres secteurs. Les données empiriques concernant les pays africains confirment que le modèle de croissance a une importance pour la réduction de la pauvreté. La croissance dans l'agriculture et les services est fortement associée à la réduction de la pauvreté; en revanche, la croissance dans l'industrie n'a pas d'effet significatif sur la pauvreté. Une augmentation de 1% du PIB par habitant due à la croissance du secteur agricole réduit la pauvreté de 0,67%. Une augmentation analogue dans le secteur des services réduit la pauvreté de 0,96%.³⁰ Cela contraste avec les effets observés dans d'autres pays en développement où la croissance dans le secteur agricole a peu d'effet tandis que la croissance dans l'industrie et les services a une forte incidence sur la réduction de la pauvreté. C'est pourquoi, comme on le verra plus loin, les politiques relatives au commerce agricole, dans les pays développés comme dans les pays en développement, sont un élément clé qui conditionne l'impact de la mondialisation sur la pauvreté en Afrique et ailleurs.

Le passage de l'agriculture à d'autres activités, souvent implantées dans les villes, est un aspect important de la réduction de la pauvreté à long terme. En Afrique et en Asie du Sud, ce processus a consisté plus en la migration des pauvres hors des régions rurales, en raison principalement du manque d'accès aux services, qu'en l'attrait des villes comme "pôles de croissance", la croissance rurale étant insuffisante pour faire baisser les prix des produits alimentaires et pour créer une demande pour les biens et services disponibles en ville. Ce processus serait plus positif s'il était lié à l'amélioration des possibilités économiques dans tous les domaines, c'est à dire si les villes attiraient progressivement les ruraux grâce à des performances et des perspectives meilleures, et non à cause de la dégradation des conditions de vie et des catastrophes périodiques dans les régions rurales, qui contribuent aux conflits et aux vagues de migration qui sont difficiles à absorber dans les villes et qui entraînent généralement l'élargissement des bidonvilles. L'amélioration des conditions de vie dans les régions rurales est donc un élément clé de toute stratégie de transition.³¹

réduction de la pauvreté en raison des différents modes de travail des pauvres dans les différents secteurs (voir les encadrés 1.3 et 2.1). Cela dépend aussi de l'endroit où les pauvres vivent et travaillent, comme le montre le chapitre 2.

Le défi pour les responsables politiques est aussi de combiner des politiques favorables à la croissance, comme l'ouverture commerciale, et des politiques qui permettent aux pauvres de profiter pleinement des possibilités créées et qui contribuent ainsi à cette croissance. Les éléments

du cadre politique d'un pays autres que la politique commerciale doivent être pris en considération pour maximiser les gains pour les pauvres résultant du commerce. Par exemple, des travaux récents ont montré que le lien entre le commerce et la pauvreté est plus fort dans les pays qui ont un secteur financier plus développé, des niveaux d'éducation plus élevés et une meilleure gouvernance.³² Il se peut que les effets bénéfiques du commerce sur la croissance et sur la pauvreté ne se matérialisent pas dans les pays caractérisés par une réglementation excessive ou médiocre.³³ La politique commerciale doit donc être intégrée dans la politique de développement plus large, au lieu d'être définie et appliquée séparément, et des politiques supplémentaires peuvent être nécessaires pour renforcer l'impact du commerce sur la pauvreté.

Quand le commerce contribue à la diversification économique et assure une plus grande stabilité macroéconomique, cela peut renforcer les effets bénéfiques pour les pauvres. De nombreux pays pauvres ont une économie très concentrée, avec peu d'industries souvent basées sur les ressources naturelles et représentant une grande partie de l'activité économique. Cela rend vulnérable aux chocs et à la volatilité macroéconomique, ce qui est généralement mauvais pour les pauvres car cela peut freiner la croissance économique³⁴ et avoir un effet négatif sur la répartition du revenu.³⁵ Les pauvres ont peu accès

au crédit pour lisser leur consommation dans le temps; ils sont donc les plus touchés par la volatilité macroéconomique. Si les chocs économiques internes sont la principale cause de volatilité, le commerce peut réduire la volatilité grâce à la diversification des exportations. Il permet aux producteurs nationaux de répondre aux chocs affectant la chaîne d'approvisionnement nationale en s'approvisionnant à l'étranger. La diversification géographique des exportations peut aussi aider à atténuer les chocs externes spécifiques au pays.³⁶ Elle semble être associée à une moindre volatilité de la production dans les pays à faible revenu.³⁷

Toutefois, une plus grande ouverture commerciale implique une plus grande exposition aux chocs externes, en particulier dans les secteurs tournés vers l'extérieur. Le commerce peut contribuer à la transmission des chocs d'un pays à un autre. Étant donné que les exportations de nombreux pays à faible revenu sont concentrées sur une gamme étroite de produits, les chocs commerciaux se traduisent souvent par une grande volatilité de la production. Ils peuvent aussi causer une récession prolongée en provoquant une baisse de l'investissement lié aux secteurs marchands de l'économie. Bien que le commerce contribue à long terme à la stabilité macroéconomique, comme on l'a vu plus haut, la vulnérabilité due à ces chocs est un grand problème pour les pays en développement et elle montre que les pays pauvres ont intérêt à diversifier leurs exportations, à la fois en termes de produits et de marchés.

Impacts sur les ménages et les marchés

Le commerce a des effets directs sur la pauvreté s'il modifie les prix et la disponibilité des produits et des services consommés par les pauvres et les revenus qu'ils tirent des biens et des services qu'ils produisent. Une réforme commerciale peut modifier les prix relatifs sur les marchés de produits (produits finals et services) et de facteurs (travail, capital, etc.). Étant donné la prévalence de la pauvreté dans les régions rurales et l'importance de l'agriculture pour les pauvres, il est utile de considérer ces changements du point de vue des ménages agricoles à la fois en tant que consommateurs et vendeurs de biens et de services. Les agriculteurs pauvres peuvent y gagner si le commerce accroît le prix qu'ils reçoivent pour les produits alimentaires qu'ils vendent sur le marché et ouvre de nouveaux marchés (peut être plus proches) pour leurs produits. Tous les agriculteurs font partie d'une chaîne de valeur – ils ont besoin d'intrants tels que les semences et les engrais, et ils peuvent utiliser des services de transports pour amener leurs produits au marché. Le commerce peut jouer un rôle clé en faisant baisser les prix et en augmentant la variété des intrants disponibles pour les agriculteurs. La libéralisation du commerce peut aussi être bénéfique pour les consommateurs dans la mesure où elle réduit les prix des produits importés et augmente ceux des produits exportés.

En abaissant les prix des intrants importés, le commerce peut entraîner des gains de productivité dans l'agriculture et dans d'autres secteurs. La productivité agricole dans les PMA est déjà faible par rapport aux autres régions en développement, et,

dans l'avenir, l'écart pourrait se creuser en raison du réchauffement climatique. L'accroissement des flux de technologies est important pour l'amélioration de la productivité et l'adaptation au changement climatique. La technologie incorporée dans les intrants importés – par exemple les semences ou les variétés améliorées, les engrais, les machines agricoles et les vaccins pour animaux – faciliterait l'émergence de systèmes de production plus intensifs avec une productivité accrue et une plus grande durabilité.³⁸ D'autres effets du commerce sur la productivité sont examinés ci-dessous.

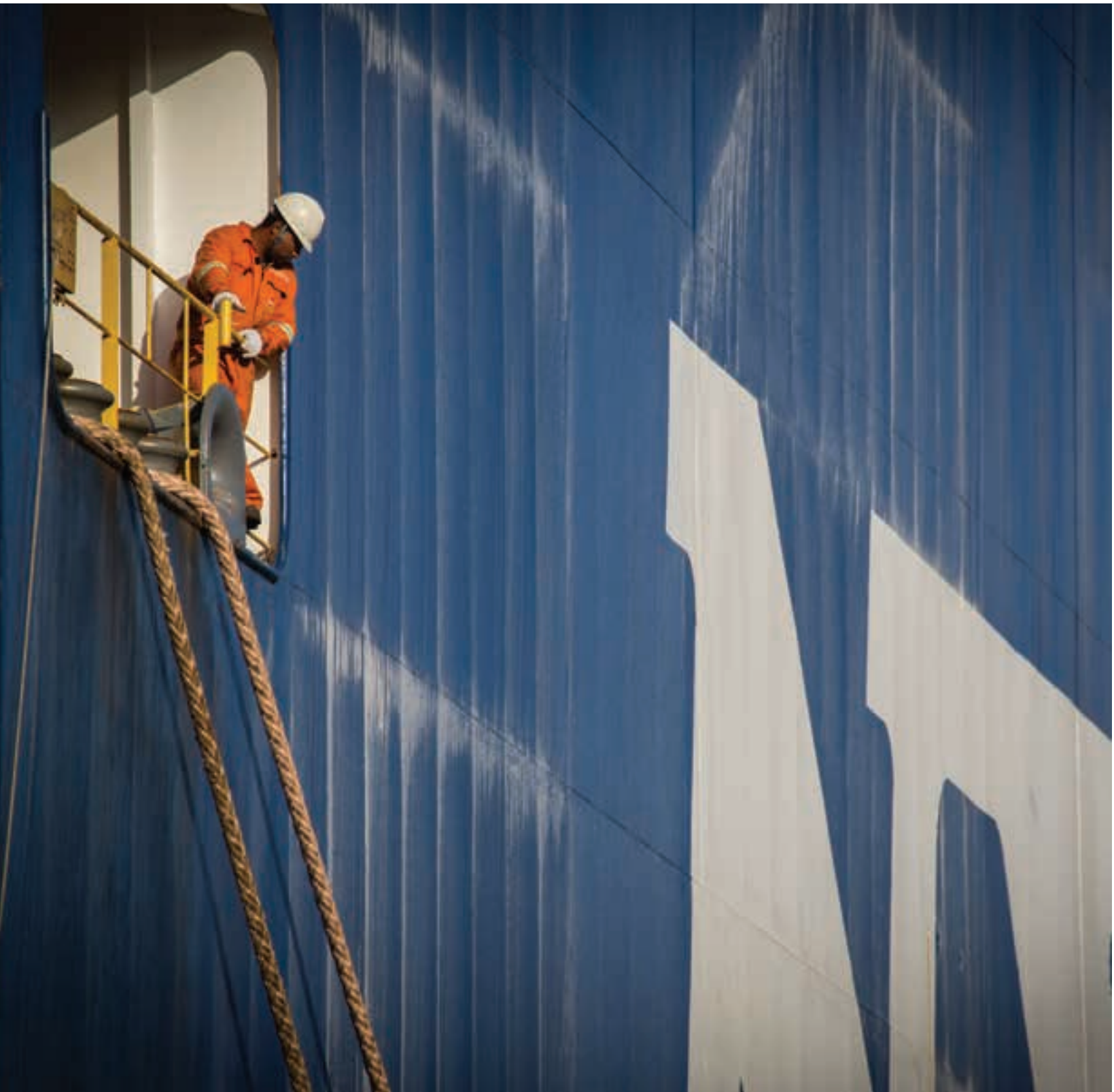
La concurrence accrue résultant du commerce est probablement bénéfique pour les pauvres en tant que consommateurs. Elle fait baisser le prix des produits qu'ils consomment et elle accroît la variété des produits disponibles. Le commerce est généralement favorable aux pauvres s'il réduit la rente des monopoles et des oligopoles nationaux. En outre, les coûts plus bas et la concurrence accrue à l'exportation auront tendance à augmenter les revenus des producteurs des produits que le pays peut exporter de manière efficiente.

En l'absence de concurrence dans la chaîne de valeur, il peut être plus difficile pour les pauvres de profiter des possibilités commerciales. Par exemple, la baisse des prix à la consommation résultant de l'élimination d'un obstacle au commerce sera moindre si la concurrence est limitée à un point donné de la chaîne de valeur. L'absence de concurrence, par exemple dans le transport et la distribution des produits de première nécessité, peut permettre aux entreprises de ce secteur d'être les principaux bénéficiaires de la réforme commerciale. Cela peut empêcher les pauvres de bénéficier des avantages de la modification des prix. Les prix mondiaux sont évidemment un facteur déterminant, mais la structure de la chaîne de valeur et les politiques appliquées le long de la chaîne influent sur la façon dont leur évolution se répercute sur les prix à la consommation.

Effets sur les salaires et l'emploi

En permettant d'allouer les ressources aux activités les plus productives dans chaque pays, le commerce contribue à la transformation des économies et il peut réduire ainsi la pauvreté. Le modèle "typique" de croissance tirée par le commerce observé dans de nombreux pays en développement participant aux marchés mondiaux suppose le passage de la main d'œuvre de tâches à faible productivité à des tâches où la productivité est plus élevée. Cela implique souvent un changement dans la concentration de l'emploi dans certains secteurs. En Asie de l'Est, par exemple, à mesure que la productivité et les revenus ont augmenté dans le secteur agricole, la demande de produits et services dans les autres secteurs a augmenté, même avant le décollage de la croissance tirée par les exportations de produits manufacturés et de services.

L'augmentation des emplois et des salaires dans les secteurs où le pays est compétitif à l'exportation peut profiter aux pauvres. Dans les pays à faible revenu, ces secteurs emploient généralement un grand nombre de travailleurs non qualifiés si bien que l'impact sur la pauvreté peut être important. Il est aussi plus avantageux pour les pauvres de créer des emplois dans les régions



où ils résident. Un certain nombre de pays africains possèdent d'importantes ressources minérales; de sorte que l'ouverture commerciale aura généralement pour effet de stimuler ces secteurs, et non les secteurs à forte intensité de main d'œuvre (voir l'encadré 1.3). Il existe peu de données solides sur les effets sur la pauvreté de l'évolution du marché du travail liée au commerce et à la politique commerciale. La plupart des études effectuées à ce jour ont mis l'accent sur l'effet sur les salaires relatifs. Les données sont mitigées, mais les études portant sur les économies qui ont une abondante main d'œuvre non qualifiée montrent que les salaires absolus des travailleurs non qualifiés ont tendance à augmenter.⁴⁰ Certains craignent que la mondialisation du commerce ait entraîné une plus grande volatilité des revenus des travailleurs, mais il y a peu d'éléments pour corroborer cela.⁴¹ En définitive, l'impact sur les salaires dépend de la nature du marché du travail dans le pays concerné et est influencé par des facteurs tels que la concurrence entre employeurs pour attirer la main d'œuvre et le pouvoir de négociation des travailleurs. De plus, rien n'indique qu'à long terme, l'ouverture commerciale entraîne une augmentation du chômage.⁴² Les liens entre le commerce et l'emploi sont complexes, mais il est clairement important de comprendre le rôle du commerce dans la création de plus d'emplois de meilleure qualité (encadré 1.4).

L'ajustement de l'économie grâce à l'ouverture commerciale vers des secteurs plus compétitifs procure des gains à long terme, mais entraîne, pour les pauvres, des coûts d'ajustement à court terme qui doivent être gérés avec soin. Le chômage ou les bas salaires dans les secteurs non compétitifs qui se contractent sous l'effet de l'ouverture commerciale comportent des risques pour les personnes pauvres si ces coûts d'ajustement à court terme ne sont pas traités. De cette façon, la réforme commerciale peut entraîner des avantages à long terme pour les pauvres mais avec des coûts d'ajustement élevés à court terme dans certains cas. Faute de ressources, les pauvres ont du mal à emprunter pour faire face à des périodes de chômage ou de perte de revenu temporaires en attendant que de nouvelles possibilités se présentent. La mise en œuvre échelonnée peut être une stratégie à employer en même temps que la gestion des coûts d'ajustement à court terme et le renforcement des capacités pour tirer parti des possibilités créées par le commerce.

La fragmentation de la production dans les chaînes de valeur régionales et mondiales a créé de nouvelles possibilités pour les pauvres. Le partage de la production entre les pays a permis aux pays en développement, et en particulier à ceux qui ont un petit marché intérieur, de tirer plus facilement parti du commerce pour se développer. Cela peut être comparé à une nouvelle technologie qui permet le passage à des activités plus productives, de la même façon que le commerce en général. Le flux de technologie et de compétences des pays avancés vers les pays en développement qui s'est produit lorsque des économies telles

Encadré 1.4: Le commerce et le défi de l'emploi

Le défi de l'emploi est immense dans le monde entier. Sur les quelque 3 milliards d'actifs dans le monde, environ 1,65 milliard ont un traitement ou un salaire régulier, et 1,4 milliard travaillent dans le secteur agricole, dans de petites entreprises familiales, ou comme travailleurs journaliers occasionnels ou saisonniers. Ces derniers représentent la majorité des travailleurs dans les pays les plus pauvres, mais, comme il y a peu de données sur l'emploi dans bon nombre des pays pauvres, il est difficile d'analyser leur situation.

En raison des changements démographiques et pour maintenir constant dans le monde le taux d'activité de la population en âge de travailler, il devrait y avoir, en 2020, environ 600 millions d'emplois de plus qu'en 2005, dont environ 12 millions par an et par région en Asie de l'Est et dans le Pacifique ainsi qu'en Asie du Sud, et environ 9 millions par an en Afrique subsaharienne.⁴³ La création d'emplois pour ceux qui veulent travailler est essentielle et comme cela est expliqué dans ce rapport, le commerce peut stimuler la croissance économique qui crée des emplois et permet le redéploiement des travailleurs vers de meilleurs emplois et l'amélioration des différents aspects du travail. Mais dans les pays pauvres, où la croissance est centrée sur les industries extractives à forte intensité de capital, celle-ci n'a pas permis de créer les emplois nécessaires pour la population active de plus en plus nombreuse. Cette publication examine plusieurs caractéristiques du défi de l'emploi et leurs liens avec le commerce, notamment la création d'emplois, le travail informel et la question des femmes et de l'emploi. Par exemple, comme le montre le chapitre 2, le commerce a largement contribué à la création d'emplois pour les femmes dans de nombreux pays.

Le commerce, comme les changements technologiques, conduit à la fois à la création et à la destruction d'emplois et à leur redistribution entre les secteurs et à l'intérieur des secteurs. Cela a un coût pour ceux qui perdent leur emploi dans le processus. Ce coût est généralement moins élevé dans les pays où le marché du travail est flexible et qui ont des institutions efficaces pour former, recycler et aider les personnes à la recherche d'un nouvel emploi.

Pour les pays pauvres, le défi de l'emploi est étroitement lié au défi de la transformation structurelle nécessaire pour passer d'une économie à faible productivité dominée par l'agriculture à une économie à forte productivité dans laquelle tous les secteurs (agriculture, secteur manufacturier et services) contribuent à la création d'emplois à long terme. La croissance du secteur agroalimentaire, par exemple, peut générer des emplois non agricoles dans les régions rurales. Le secteur manufacturier et les services offrent d'autres possibilités pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail. Le commerce joue un rôle clé dans la transformation structurelle. Par exemple, la libéralisation du commerce des services peut avoir un rôle catalyseur si elle permet aux entreprises créatrices d'emplois d'accéder à des facteurs de production de meilleure qualité et meilleur marché – électricité, financement, télécommunications, transports, etc.

que la République de Corée et le Japon ont développé de larges secteurs manufacturiers peut maintenant se produire plus facilement et à moindre coût dans le cadre d'activités plus restreintes. De cette manière, les CVM peuvent faciliter les transformations économiques auxquelles le commerce contribue – en termes de croissance, de productivité, d'emploi et d'innovation – et que nous étudions dans ce chapitre (voir l'encadré 1.5).

L'impact des CVM sur la pauvreté est renforcé par les connexions avec le reste de l'économie. Le fait d'attirer des investissements étrangers directs pour établir une usine dans une zone franche industrielle (par exemple) entraînera une augmentation de l'emploi et des salaires pour ceux qui sont directement concernés, mais l'incidence sur la pauvreté est plus grande lorsque d'autres entreprises et d'autres travailleurs locaux sont impliqués en tant que fournisseurs de l'entreprise qui investit. Cela suppose qu'il y ait une concurrence entre les entreprises nationales qui fournissent des services ou d'autres intrants à l'investisseur dans la CVM.⁴⁴ La politique commerciale est importante, tout comme le climat général des affaires, la nature du marché du travail, le degré de concurrence dans l'économie nationale, la connectivité de l'infrastructure, etc. Il est donc particulièrement important de faire en sorte que les pauvres puissent tirer parti des possibilités créées par les CVM. Comme nous le verrons dans les chapitres suivants, ces questions se posent à un niveau général et ne sont pas très différentes des difficultés globales rencontrées pour faire en sorte que les pauvres bénéficient du commerce. Les risques que comporte la participation aux CVM doivent aussi être pris en considération. La nature des CVM renforce l'idée que les efforts de lutte contre la pauvreté par des politiques visant à accroître l'ouverture commerciale doivent être complétés par des mesures qui ciblent les pauvres et par des réformes économiques plus larges.

Incidence sur les recettes publiques

Un défi majeur à long terme pour la plupart des pays en développement est d'augmenter les recettes pour financer les dépenses, notamment celles qui sont consacrées à des programmes en faveur des pauvres: le commerce peut y contribuer. Bien que la libéralisation puisse créer des risques pour les pauvres en réduisant les recettes douanières, cela peut être compensé par des stratégies visant à accroître le recouvrement des recettes ou à imposer de nouvelles taxes. À première vue, la libéralisation du commerce réduit les recettes douanières et cela se produira à coup sûr si toutes les taxes sur le commerce sont ramenées à zéro et si aucun autre changement ne se produit.

La diminution des recettes publiques liées aux droits de douane limite la capacité de financer les services qui peuvent être importants pour améliorer le bien-être des plus pauvres. Les recettes douanières représentent généralement une part plus importante des recettes publiques totales dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire

Encadré 1.5: Comment les CVM influent-elles sur l'économie?

Étant donné que le partage de la production entre plusieurs endroits est une stratégie d'entreprise, ce sont les décisions prises par les entreprises chefs de file des CVM qui déterminent leur structure. Les décideurs politiques cherchent à attirer les CVM parce qu'elles peuvent conduire à une amélioration économique (production à plus forte valeur ajoutée) et sociale (amélioration du bien-être des individus, réduction de la pauvreté, etc.). Par quelles voies la connectivité et l'amélioration des CVM contribuent-elles aux gains de productivité, à la croissance et à la réduction de la pauvreté? On constate au moins quatre grands effets. Premièrement, les entreprises chefs de file des CVM demandent généralement plus d'intrants ou des intrants de meilleure qualité aux fournisseurs locaux, ce qui peut aider ces derniers à devenir plus productifs en adoptant une meilleure technologie et de meilleures pratiques de gestion. Deuxièmement, les CVM peuvent aussi stimuler la concurrence dans l'économie nationale grâce à la concurrence entre l'entreprise chef de file et les entreprises locales. Les transferts de connaissances et de technologie des CVM aux entreprises locales peuvent aussi accroître la compétitivité globale des entreprises. Troisièmement, les investissements dans les infrastructures et les services de base (comme la logistique ou les technologies de l'information et de la communication) liés à l'entreprise chef de file sont susceptibles d'avoir des retombées positives pour d'autres secteurs de l'économie qui n'auraient pas lieu sans la participation aux CVM. Enfin, l'augmentation de la demande de main d'œuvre qualifiée, des besoins de formation des entreprises locales et de la rotation des travailleurs qualifiés dans les entreprises liées à l'entreprise chef de file (par exemple ses fournisseurs) et dans le reste de l'économie peut accroître la productivité.⁴⁵

Si la participation aux CVM peut présenter des avantages notables, elle peut aussi comporter des risques. La pression concurrentielle qui s'exerce pour entrer dans les CVM, s'y maintenir, et améliorer la participation aux CVM peut également créer des risques. Les normes de travail et les normes sociales et environnementales établies par les entreprises chefs de file des CVM peuvent conduire à l'application de normes plus élevées, mais les résultats sont mitigés. On constate que la participation aux CVM accroît l'exposition aux cycles économiques mondiaux ainsi que la vulnérabilité en cas de relocalisation décidée par les entreprises chefs de file, entre autres risques potentiels. L'intégration dans les CVM peut être particulièrement difficile dans les pays pauvres qui ont un secteur informel important car il se peut que les entreprises de ce secteur ne soient pas en mesure de se conformer aux normes imposées par l'entreprise chef de file et n'aient pas accès aux services, tels que les services de comptabilité, qui sont indispensables pour une participation efficace. Lorsque le secteur informel domine, il y a plus de risques que les pays se situent dans le segment inférieur de la chaîne de valeur et que les entreprises et les travailleurs locaux soient plus vulnérables.

que pour les pays à revenu élevé. Cependant, dans la pratique, l'ouverture commerciale ne conduit pas nécessairement à la diminution des recettes provenant du commerce dans la mesure où de nombreuses réformes entraînent la collecte de recettes plus importantes du fait de l'augmentation du volume des échanges et de l'amélioration de la capacité de recouvrement. Les mesures prises pour développer le commerce n'affectent pas nécessairement les recettes douanières (par exemple dans le cas des mesures non tarifaires) et, en fait, dans la plupart des économies, les droits de douane sont de toute façon rarement ramenés à zéro.⁴⁶ De plus, la plupart des pays appliquent des droits d'accise et des taxes de consommation non discriminatoires, comme les taxes sur la valeur ajoutée, et les recettes provenant de ces taxes augmenteront en même temps que les échanges commerciaux. Les réformes qui visent à améliorer le recouvrement des recettes à la frontière tout en facilitant le commerce peuvent aider à compenser l'effet de la libéralisation tarifaire sur les recettes fiscales. Les abaissements tarifaires peuvent même conduire à une augmentation des recettes en stimulant le commerce et en l'amenant à un niveau optimal. De plus, dans la mesure où les restrictions quantitatives à l'importation sont remplacées par des droits, de nouvelles sources de recettes douanières sont créées. Même si le droit initial est déjà en dessous du niveau qui maximise les recettes, les recettes douanières peuvent être partiellement ou pleinement compensées par l'augmentation de la perception des taxes intérieures, même si le taux d'imposition ne change pas, étant donné que l'ouverture commerciale stimule l'activité économique et la croissance. D'une manière générale, il est important de tenir compte de l'effet de la réduction tarifaire sur les recettes fiscales, avec l'adoption de

stratégies comme l'imposition de nouveaux impôts indirects (par exemple taxe sur la valeur ajoutée) et la modernisation des douanes pour compenser les pertes de recettes.⁴⁷

Conclusion

Le commerce contribuera de manière essentielle à la croissance nécessaire pour mettre fin à l'extrême pauvreté

en offrant de nouvelles possibilités d'emploi, en abaissant les prix des produits consommés par les pauvres, en améliorant l'accès aux marchés extérieurs pour leurs produits, et en suscitant des changements structurels dans l'économie à mesure que les secteurs d'exportation s'élargissent et emploient plus de travailleurs peu qualifiés.

Pour exploiter pleinement le potentiel du commerce, il faudra agir sur deux fronts: soutenir une économie mondiale ouverte et faciliter l'intégration des pays en développement; et adopter une approche plus ciblée pour aider les pauvres à surmonter les contraintes et les risques qui les empêchent de profiter des possibilités commerciales.

Pour ce faire, il faut se pencher sur les caractéristiques des pauvres et comprendre leur interaction (ou leur absence d'interaction) avec les marchés internationaux. Le défi pour les responsables politiques est de combiner des politiques favorables à la croissance, comme celles qui augmentent l'ouverture commerciale, et des politiques qui permettent aux pauvres de participer pleinement aux possibilités qui sont créées.



2

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES PAUVRES

L'analyse du rôle du commerce dans la réduction de la pauvreté doit aller au delà de ses effets sur la croissance économique. Comme cela a été expliqué dans le chapitre précédent, la croissance économique sera le principal facteur de réduction de la pauvreté dans le monde et le commerce restera un moteur de la croissance. Toutefois, dans les régions où l'extrême pauvreté est actuellement concentrée, à savoir l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, il est probable que plus de 370 millions de personnes vivront encore dans l'extrême pauvreté en 2030, soit environ 4,5% de la population mondiale, et 80% de ces personnes se trouveront en Afrique subsaharienne.⁴⁸

Pour déterminer comment le commerce pourrait contribuer plus efficacement à la réduction de la pauvreté, il faut comprendre les contraintes auxquelles les pauvres sont confrontés, en examinant qui sont les pauvres, où ils se trouvent et quelles activités économiques ils exercent. Le cadre macroéconomique décrit dans le chapitre 1, qui permet d'identifier l'incidence du commerce sur la pauvreté, est utile pour analyser les principaux effets de l'ouverture commerciale sur les pauvres, à travers l'évolution des prix relatifs, des salaires et de la productivité. Toutefois, une analyse approfondie des caractéristiques des pauvres est nécessaire pour identifier les principales contraintes auxquelles il faut remédier, et les risques qu'il faudra atténuer, pour que le commerce contribue au maximum à la réduction de la pauvreté. Le présent chapitre s'appuie sur les théories et les données empiriques disponibles pour examiner quatre dimensions particulièrement importantes de la pauvreté – la pauvreté rurale, le travail informel, les situations de fragilités et de conflit, et les femmes – afin de montrer comment et dans quelle mesure elles affectent la capacité des pauvres à tirer parti du commerce.

Le tableau qui se dégage est que ces dimensions de la pauvreté accroissent les difficultés à surmonter pour participer au commerce, mais augmentent aussi les avantages potentiels si l'on parvient à remédier aux contraintes pesant sur les pauvres. Le fait de vivre en milieu rural réduit les possibilités de participer à des activités commerciales car il est difficile de se connecter aux marchés et le capital humain et matériel est généralement plus limité que dans les autres régions. Les pauvres vivants dans des zones de conflit sont confrontés à des risques et à des défis particuliers. De même, les travailleurs informels sont plus vulnérables aux chocs commerciaux car ils

ont moins de protection sociale que les travailleurs formels, et les microentreprises qui dominent le secteur informel ont plus de mal à profiter des avantages du commerce. Enfin, les femmes ont aussi plus de difficultés que les hommes à tirer profit des possibilités commerciales.

Dans le même temps, les contraintes auxquelles font face les pauvres peuvent les exposer aux risques découlant de l'ouverture commerciale. Il est important d'aider les pauvres à atténuer ces risques pour leur permettre de participer au commerce et d'en tirer parti. Pour chaque dimension de la pauvreté liée au commerce, il faut comprendre quels sont les risques afin de déterminer comment y faire face.

Régions rurales

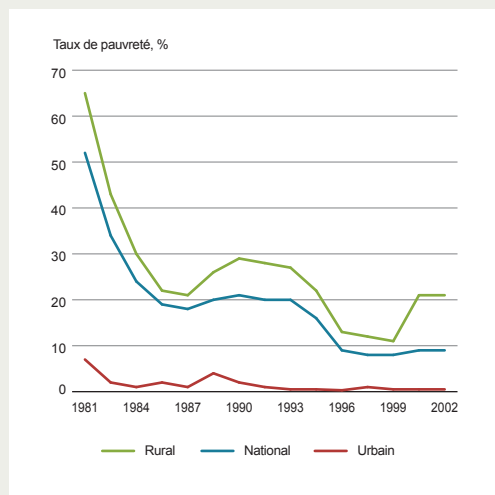
Dans de nombreux pays, l'extrême pauvreté est essentiellement un phénomène rural. En Afrique, on estime que 75% des personnes en situation d'extrême pauvreté vivent en milieu rural.⁴⁹ Au Viet Nam, c'est le cas de 95% des pauvres. L'incidence de la pauvreté est aussi beaucoup plus élevée dans les zones rurales. En Asie de l'Est, l'extrême pauvreté touche seulement 4% de la population urbaine, mais plus de 20% de la population rurale vit avec moins de 1,25 dollar par jour. En Afrique subsaharienne, l'extrême pauvreté touche un tiers de la population urbaine, mais près de la moitié de la population rurale. Par conséquent, des politiques de lutte contre la pauvreté rurale sont indispensables pour parvenir à éliminer l'extrême pauvreté.

Dans les régions rurales, les pauvres vivent essentiellement de l'agriculture, et la pauvreté est liée à la faible productivité agricole. Il est très important d'augmenter la productivité des petites exploitations agricoles pour réduire la pauvreté rurale (voir l'encadré 2.1) et pour assurer la sécurité alimentaire des ménages agricoles et non agricoles. Mais le développement des activités non agricoles (quoique souvent liées à l'agriculture) est aussi un moyen important de réduire la pauvreté rurale. Ainsi, le développement agricole est essentiel pour faire reculer la pauvreté, bien que le lien entre la réduction de la pauvreté et la croissance agricole dépende de la structure agricole et sociale dans un endroit donné. Selon les estimations, une augmentation de 1% du PIB agricole se traduit par une hausse de 6% des revenus pour les 10% les plus pauvres de la population.⁵⁰

Encadré 2.1: La réduction de la pauvreté dans les régions rurales a favorisé son recul global⁵¹

En Chine, le taux de pauvreté est tombé de 53% en 1981 à 8% en 2001, et, pendant cette période, 500 millions de personnes sont sorties de la pauvreté.⁵² Cela a été favorisé par la transformation des zones rurales, où la pauvreté est tombée de 76% en 1980 à 12% en 2001, soit les trois quarts de la réduction totale (voir la figure de l'encadré). Ce recul marqué de la pauvreté a été dû aux réformes agricoles qui ont entraîné une forte augmentation de la production et de la productivité agricoles, en partie grâce à l'utilisation de variétés de semences de riz hybrides à haut rendement. Les revenus ruraux ont progressé de 15% par an entre 1978 et 1984. Dans les années suivantes, le rôle du secteur rural non agricole est devenu plus important, assurant des emplois et des revenus à des millions de personnes, et la part de ce secteur dans le PIB, qui était presque nulle en 1952, est passée à plus d'un tiers en 2004. Le secteur agricole a plus contribué au recul de la pauvreté que l'industrie ou les services.

Taux de pauvreté rural et national en Chine – 1981 - 2002



Source: Ravallion et Chen (2007).

Le manque d'accès aux infrastructures et aux services publics limite la capacité des ruraux pauvres à profiter des possibilités commerciales.⁵³

Les producteurs des zones rurales souffrent souvent de l'absence d'accès (fiable) aux services essentiels, comme les services de transport et de communication, les services financiers, l'électricité et l'eau salubre; en outre, ils doivent faire face au coût élevé et au manque de variété des intrants agricoles, comme les semences et les engrais.⁵⁴ En conséquence, les entreprises rurales et les agriculteurs ont plus de mal à accéder aux marchés et ils disposent généralement de qualifications inférieures à celles que l'on trouve dans les zones urbaines. Les produits agricoles ont aussi du mal à atteindre les marchés, en raison de la protection relativement élevée de l'agriculture et du caractère périssable des produits. Les agriculteurs subissent souvent des pertes importantes après la récolte⁵⁵ et ils reçoivent généralement des prix à la production plus bas pour les produits alimentaires qu'ils produisent.

Les agriculteurs et les entreprises rurales font face à des coûts de transport et à des retards importants lors de l'expédition des produits vers les marchés internationaux et nationaux.

Les coûts du transport intérieur sont souvent beaucoup plus élevés (par tonne/km) que les coûts de transport entre les centres de commercialisation et les grandes villes, ou que le coût du transport maritime international. Cela tient au mauvais état des routes, mais aussi au manque de concurrence entre les fournisseurs de services de transport.⁵⁶ Par conséquent, le fait de produire à grande distance d'un centre de commercialisation peut augmenter considérablement les coûts de transport. Or les zones rurales sont par définition éloignées des grands centres de commercialisation. Comme les coûts du transport jusqu'aux marchés sont en général supportés par les producteurs qui ont un faible pouvoir de marché, les producteurs ruraux sont moins compétitifs⁵⁷ ou ils obtiennent des prix de sortie exploitation (ou sortie usine) plus bas même dans les cas où leurs produits sont compétitifs et commercialisables. Cela limite leur capacité de soutenir la concurrence, freine le développement de la production et pèse sur les revenus, même si l'ouverture commerciale améliore leurs perspectives grâce aux prix plus élevés sur les marchés internationaux.

Les coûts élevés du transport peuvent aussi diluer les avantages liés à la baisse des prix à la consommation résultant de l'ouverture commerciale.⁵⁸

En effet, l'effet de la baisse des prix à la frontière sur les prix intérieurs pour les ménages dépend des coûts du transport. Au Mexique par exemple, les coûts de transport élevés pour atteindre les marchés ruraux ont limité l'effet de la baisse des prix à la frontière (liée à l'adhésion du pays à l'Accord de libre échange nord américain) sur les prix intérieurs pour les consommateurs ruraux.⁵⁹ Selon une étude récente, les intermédiaires ont tendance à accaparer les gains tirés du commerce dans les régions isolées du Nigéria et de l'Éthiopie, ce qui montre combien le secteur de la distribution influe sur les bénéfices que les ruraux pauvres peuvent tirer du commerce.⁶⁰ Les coûts de transport élevés peuvent donc faire monter les prix des biens de consommation, ce qui peut profiter aux producteurs locaux, mais ce qui peut aussi avoir un effet négatif sur le revenu réel des consommateurs.

Les coûts plus élevés des biens intermédiaires et des services réduisent aussi la compétitivité. Le commerce international peut accroître la disponibilité des pièces et composants essentiels.⁶¹ Mais, dans les zones rurales, les prix des intrants qui doivent être achetés à l'étranger ou dans les centres de production nationaux (tels que les engrais, les semences, les pesticides et les matériaux d'emballage) sont plus élevés que dans les zones urbaines mieux connectées. Les longs délais pour obtenir ces intrants obligent à avoir des stocks plus importants, ce qui augmente les coûts de financement, qui sont souvent particulièrement élevés dans les régions rurales. Outre le fait que les coûts plus élevés des intrants augmentent directement les coûts de production, le manque de connectivité peut aussi empêcher de se procurer les biens et services essentiels, ce qui peut réduire la productivité et occasionner des pertes du fait des parasites et des maladies. Tous ces facteurs nuisent à la compétitivité globale des entreprises rurales et à leur capacité de tirer parti du commerce. L'accès au crédit est particulièrement problématique dans les zones rurales.⁶²

La plus faible densité de la population dans les régions rurales fait qu'il est plus coûteux de fournir des infrastructures et des services. En Afrique par exemple, plus de 20% de la population rurale vit dans des zones d'habitation très dispersées comptant moins de 15 personnes au kilomètre carré, ce qui accroît le coût des services d'infrastructure.⁶³ Les économies de gamme (qui permettraient d'avoir accès à des intrants diversifiés) sont souvent impossibles dans les régions rurales, où les entreprises, du fait de leur petite taille, ne bénéficient pas d'économies d'échelle, notamment pour accéder à l'information, organiser le transport, importer ou exporter, car les coûts de ces activités sont en grande partie fixés par transaction. Cela signifie que les petits producteurs paient des prix plus élevés par unité de production, ce qui limite encore plus leur capacité de faire face à la concurrence lorsque des possibilités commerciales se présentent.

Outre les problèmes directs de connectivité, des facteurs structurels pénalisent aussi les pauvres dans les zones rurales et font qu'il leur est plus difficile de tirer parti de l'intégration commerciale. Alors que les taux d'achèvement des études primaires sont analogues dans les zones rurales et urbaines dans un échantillon de 46 pays, les taux de scolarisation sont souvent plus faibles en milieu rural.⁶⁴ En outre, l'enseignement y est souvent de moins bonne qualité, comme le montrent les résultats d'une étude réalisée en 2010 par le Consortium d'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation. Les indicateurs de la santé, comme les taux de mortalité et de morbidité infantiles, sont aussi souvent nettement moins bons en milieu rural. Ces facteurs font qu'il est plus difficile de sortir de la pauvreté pour les habitants des zones rurales.⁶⁵ En conséquence, leur capacité de tirer parti du commerce est limitée de deux façons : directement, par le manque de connectivité, et indirectement, par le fait que la condition rurale influe sur les caractéristiques des ménages qui affectent la productivité du travail. Ces facteurs sont aggravés dans le cas des pauvres, qui appartiennent souvent à des groupes socialement marginalisés ou qui ont le moins accès à la terre et à l'eau.⁶⁶

Dans les zones rurales, c'est la production agricole qui prédomine. Or l'intégration commerciale soulève des difficultés particulières pour les marchés agricoles. L'ouverture commerciale peut entraîner une augmentation des ventes des agriculteurs des pays en développement. Mais ces agriculteurs ont du mal à accéder aux marchés des pays à revenu élevé, en raison du coût de la mise en conformité avec les normes publiques et privées établies sur ces marchés, en particulier pour les produits alimentaires. Les grands producteurs agricoles sont souvent en mesure de se conformer à ces normes, mais ce n'est pas le cas des petits agriculteurs, en particulier s'ils se trouvent dans des régions éloignées, où le manque d'accès à l'eau salubre, le mauvais approvisionnement en électricité, le manque de connaissances et l'absence de services d'essais fiables rendent difficile de respecter ces normes (et de prouver la conformité). En outre, la plupart des ménages ruraux produisent des denrées de base, qui représentent en moyenne 62% de la production agricole en Afrique subsaharienne. Cela signifie qu'ils pratiquent une agriculture de subsistance pour garder le contrôle de leur approvisionnement en produits alimentaires, car les marchés fonctionnent de manière imparfaite. Cela constitue un obstacle à la diversification de la production vers des cultures de rente ou des cultures industrielles.

L'éloignement contribue à la faiblesse des prix à la production pour les petits agriculteurs, ce qui les dissuade de produire pour le marché. Les petits agriculteurs dispersés dans les zones rurales ne peuvent pas bénéficier de l'effet de consolidation ou d'échelle pour vendre leurs produits, et bien souvent, ils doivent les vendre à des intermédiaires qui peuvent profiter de la situation en fixant un prix relativement bas par rapport au prix final. Les petits agriculteurs africains qui vendent leur récolte excédentaire reçoivent généralement moins de 20% du prix à la consommation de leurs produits, le reste étant absorbé par les coûts de transaction élevés et par les pertes après récolte.⁶⁷

La faiblesse des institutions et l'absence de marchés fonctionnant bien limitent l'accès des agriculteurs à des instruments permettant d'atténuer les risques importants auxquels ils sont confrontés. Ces risques sont liés aux phénomènes météorologiques et à la volatilité des prix. Dans les zones rurales des pays pauvres, les petits agriculteurs n'ont généralement pas accès à des instruments, tels que l'assurance indexée sur les conditions météorologiques et le système de récépissés d'entrepôt, pour faire face à ces risques. Cela est dû à la fois à l'absence d'institutions appropriées et aux obstacles, notamment régionaux, qui entravent le commerce et le développement de mécanismes de marché permettant d'atténuer les risques (voir l'encadré 2.2). Les institutions chargées de couvrir les risques sur les marchés agricoles ne peuvent pas s'occuper des risques liés aux politiques, et elles sont même limitées par ces derniers. En outre, des institutions efficaces se développent plutôt sur une échelle plus large, ce que permettrait un commerce régional ouvert. L'assurance indexée sur les conditions météorologiques, par exemple, est plus viable si l'institution financière peut assurer les agriculteurs dans une région étendue, dans la mesure où, bien souvent, les chocs liés aux intempéries affectent seulement une zone limitée.

Encadré 2.2: Atténuation des risques pour les petits agriculteurs⁶⁸

Système de récépissés d'entrepôt

Ce système permet aux agriculteurs de déposer une certaine quantité de produits d'une qualité déterminée dans un entrepôt privé, où ces produits peuvent être regroupés avec d'autres produits de même qualité. Le producteur reçoit un récépissé attestant qu'il est le propriétaire des produits déposés dans cet entrepôt. Le système de récépissés d'entrepôt facilite la gestion des risques de trois manières. Premièrement, il assure aux agriculteurs un meilleur accès au crédit formel, dans la mesure où le récépissé d'entrepôt peut être présenté à un établissement financier comme garantie vérifiable d'un emprunt. Deuxièmement, le système protège les agriculteurs quand le prix de vente de leurs produits est bas, en leur permettant de les placer dans un entrepôt sûr jusqu'à ce que les prix du marché soient intéressants, moment où le stock peut être vendu et le crédit remboursé. Cela permet de diversifier les ventes dans le temps et de réduire ainsi la volatilité saisonnière des prix. Enfin, ce système permet l'accumulation à grande échelle en regroupant dans un même entrepôt plusieurs cargaisons de qualité connue, de sorte qu'un grand acheteur (par exemple l'État, une minoterie ou un organisme d'aide) peut les acheter en bloc.

Toutefois, ces systèmes basés sur le marché restent limités dans les pays pauvres. Leur développement nécessite des politiques publiques prévisibles et cohérentes pour permettre aux entreprises d'investir dans les installations et la capacité de gestion.⁶⁹ Par exemple, les interdictions d'exporter qui font baisser les prix intérieurs peuvent réduire la valeur du nantissement par rapport à celle du récépissé, ce qui ferait des céréales un actif risqué. Les obstacles au commerce peuvent donc nuire au système de récépissés d'entrepôt et accroître le risque du stockage du fait de la difficulté de prévoir les prix futurs.

Assurance indexée sur les conditions météorologiques

L'assurance indexée sur les conditions météorologiques peut atténuer l'effet des chocs climatiques sur les agriculteurs, qui peuvent ainsi investir dans des semences plus productives et des engrais, ce qui serait sans cela trop risqué en cas de mauvaise récolte. Sans assurance, les ménages adoptent des stratégies qui réduisent les risques mais limitent aussi les revenus potentiels. Par conséquent, une assurance efficace contre ces risques peut permettre aux ménages de s'engager dans des activités agricoles plus lucratives. L'assurance indexée sur les conditions météorologiques est un produit financier dérivé basé sur les écarts par rapport aux indices moyens de précipitation ou de température calculés à partir des données mesurées par les stations météorologiques. Par exemple, si les précipitations observées sont inférieures à un certain seuil, ce qui entraîne de faibles rendements, l'agriculteur assuré reçoit une indemnité compensant la baisse de sa production.

L'assurance indexée sur les conditions météorologiques est très répandue dans les pays développés, mais elle est rare dans les pays en développement. Le potentiel de cette assurance est considérable, mais des progrès doivent être faits pour améliorer les données et l'information sur les conditions météorologiques et les effets des intempéries pour que les assureurs puissent développer de nouveaux produits.⁷⁰ Il faut aussi améliorer les cadres juridique et réglementaire pour que les acheteurs et les vendeurs aient l'assurance que les contrats seront respectés. Dans de nombreux pays africains par exemple, il n'existe pas de législation ou de réglementation appropriée pour le développement et l'utilisation de produits d'assurance contre les risques météorologiques. La prévisibilité des politiques est également essentielle. Les assureurs sont réticents à vendre des polices d'assurance s'il se peut que le gouvernement modifie les termes du contrat d'assurance après la vente de l'assurance.

Les personnes pauvres travaillant dans l'agriculture rencontrent des difficultés particulières pour tirer parti du transfert de technologie facilité par le commerce international.

Outre les obstacles politiques qui limitent l'utilisation des variétés de semences importées, l'idée que les nouvelles semences présentent des risques que les agriculteurs ne peuvent pas gérer peut empêcher leur adoption. Le fait que les marchés d'assurance formels sont généralement inaccessibles aux agriculteurs pauvres, constitue un obstacle à l'adoption de technologies qui sont disponibles grâce au commerce.⁷¹

Les petits exploitants sont moins en mesure que les grands d'adopter de nouvelles technologies considérées comme "à haut risque et haut rendement".⁷² Les obstacles à l'information et à la formation des agriculteurs sur les nouvelles technologies qui augmentent la productivité peuvent aussi avoir un effet disproportionné sur les pauvres. Le genre, le statut social ou l'exclusion des réseaux d'entraide peuvent aussi maintenir les pauvres à l'écart des flux d'information.⁷³

Les distorsions du commerce agricole international portent préjudice aux producteurs ruraux pauvres en réduisant leur compétitivité et en affectant les prix internationaux. Les subventions accordées aux agriculteurs par certains pays – en particulier de grands pays – ont un effet très négatif sur les autres. L'environnement global s'est amélioré depuis la conclusion de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture en 1995, qui a soumis les subventions agricoles à une plus grande discipline. Toutefois, les données économiques indiquent que les subventions liées à la production ont des effets négatifs sur le bien-être des agriculteurs pauvres en faisant baisser les prix et en entravant l'entrée sur les principaux marchés d'exportation des producteurs agricoles non subventionnés. D'après des estimations récentes l'élimination des distorsions du commerce des produits agricoles pourrait réduire de 2,7% le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (avec un seuil de pauvreté de 1 dollar/jour).⁷⁴

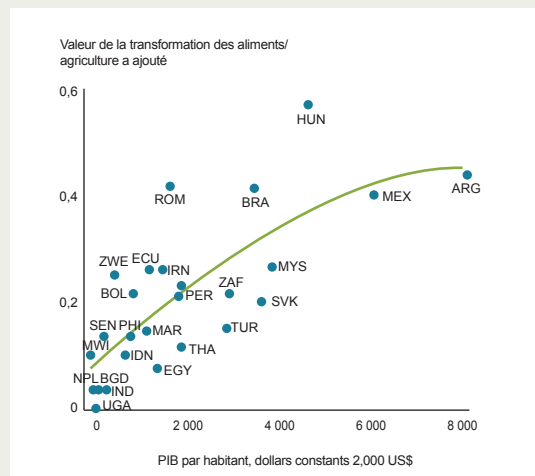
La diversification vers des activités économiques non agricoles est essentielle pour la transformation des régions rurales et la réduction de la pauvreté dans ces régions. Les produits agricoles bruts sont généralement associés à une valeur ajoutée relativement faible. Le développement d'un secteur rural non agricole compétitif au niveau international, y compris de l'agro industriel, est nécessaire pour créer des emplois et augmenter les revenus (figure 2.1). En Afrique subsaharienne, le secteur agro industriel représente environ la moitié du secteur agricole. En Amérique latine et en Asie, il est deux à trois fois plus important que le secteur agricole, tandis que dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), il peut être jusqu'à dix fois plus important.⁷⁵

Zones fragiles et en conflit

Au cours des 30 dernières années, le monde est devenu moins pauvre partout, sauf dans les États fragiles et en conflit. Cette année, on s'attend à ce que la plupart des pauvres se trouvent dans des pays fragiles en proie à des conflits civils, où la sécurité et l'État de droit sont très faibles (figure 2.2).⁷⁶ Cette tendance devrait se poursuivre, et l'on prévoit qu'en 2030, plus de 90% des personnes en situation d'extrême pauvreté vivront dans des États fragiles et en conflit.

L'incidence de la pauvreté est aussi nettement plus élevée dans les pays fragiles que dans les autres pays en développement. La différence est importante que l'on prenne en compte la liste des pays fragiles de l'OCDE ou celle de la Banque mondiale (figure 2.3). En utilisant la définition de l'OCDE, le taux moyen d'extrême pauvreté (mesuré par rapport au seuil de 1,25 dollar/jour) dans les pays fragiles est presque cinq fois supérieur à celui des autres pays en développement. Cette différence est très significative. Elle est à peine moins marquée si on considère la liste de la Banque mondiale.⁷⁷

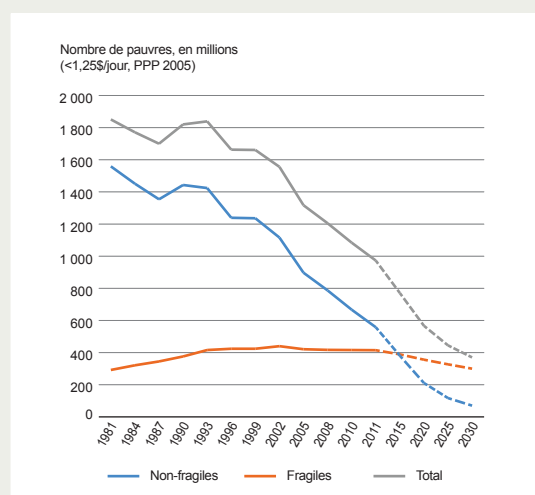
Figure 2.1: Une augmentation de la part de l'industrie agro-alimentaire dans la valeur ajoutée agricole totale est associée à une hausse des revenus



Source: Byerlee et al. (2013).

Note: La liste des codes à trois lettres et les pays qu'ils représentent figurent dans Banque mondiale (2007), page xviii.

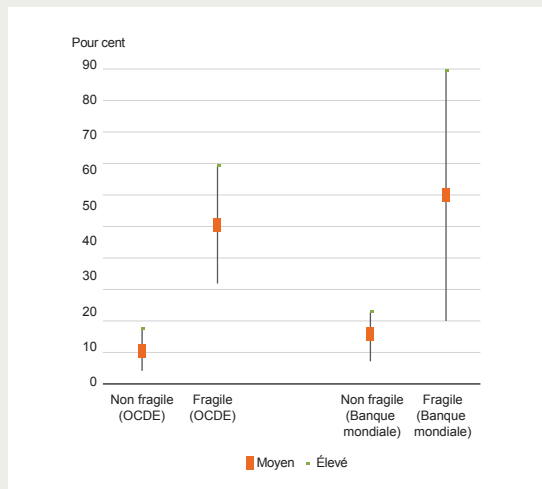
Figure 2.2: La plupart des pauvres vivent dans des pays fragiles



Source: Les données historiques (1981–2011) proviennent de la base de données PovcalNet (consultée le 10 octobre 2014). Les projections sont basées sur le scénario de croissance à dix ans tiré de Lakner, Negre et Prydz (2014), comme indiqué dans Cali (2015).

Note: Estimations établies pour les pays figurant sur la liste des États fragiles de l'OCDE de 2014. Les estimations de la pauvreté ne concernent que les pays pour lesquels on dispose d'au moins une enquête sur les ménages et de facteurs de conversion de parité de pouvoir d'achat. On ne dispose pas de données de ce type pour 18 des 51 pays de la liste. Les pays manquants représentent environ 10% de la population totale des États fragiles.

Figure 2.3: L'incidence de l'extrême pauvreté est plus grande dans les pays fragiles que dans les autres pays en développement



Source: Établi par les auteurs à partir des données de PovcalNet.

Note: Les lignes représentent des intervalles de confiance de 95%. Le taux de pauvreté pour une catégorie de pays indique la part moyenne de la population du pays qui vit sous le seuil d'extrême pauvreté (1,25 dollar/jour en termes de PPA). Les données sur la pauvreté portent sur les années 2010–2014. Les pays fragiles sont ceux qui figurent sur la liste de la Banque mondiale ou de l'OCDE pour 2014.

De nombreux pays fragiles, ainsi que certaines régions de ces pays, sont touchés par des conflits civils ou sortent d'un conflit. Les conflits civils font de très nombreuses victimes, mais ils causent aussi pendant longtemps de fortes perturbations dans les activités économiques, les actifs, les infrastructures et le capital humain. Ces perturbations peuvent avoir une incidence directe sur les revenus individuels, car elles affectent souvent la demande et la production de biens et de services⁷⁸ et elles limitent la mobilité des marchandises et de la main d'œuvre.⁷⁹ Les conflits peuvent aussi avoir un effet négatif sur les revenus tout au long de la vie en affectant la scolarisation et la santé des individus.⁸⁰ Sans surprise, les conflits peuvent entraîner une forte augmentation de la pauvreté. Au Rwanda, 20% de la population est tombée dans la pauvreté à la suite du génocide.⁸¹

La fragilité peut aussi contribuer indirectement à l'augmentation de la pauvreté en raison de la faiblesse des institutions d'État.⁸² Des institutions faibles ne peuvent pas fournir efficacement les biens publics nécessaires ni soutenir la répartition efficace des ressources. Cela peut se traduire par une baisse des revenus globaux et toucher une grande partie de la population. En outre, lorsque le cadre institutionnel est faible, les institutions peuvent être accaparées par des groupes d'intérêts, de sorte qu'elles allouent les ressources publiques aux régions dominées par ces groupes⁸³ plutôt qu'aux régions pauvres ou à celles qui en ont le plus besoin.

Les pays sortant d'un conflit et dont les institutions publiques sont fragiles sont plus exposés au risque de retomber dans un conflit, ce qui rend leur lutte contre la pauvreté encore plus difficile.

Une étude menée en 2011 par la Banque mondiale indique que près de 90% des conflits entre 2000 et 2010 ont eu lieu dans des pays qui avaient déjà connu un conflit récemment, et que près de la moitié des pays sortant d'un conflit y retombaient dans les dix dernières années suivantes. Cela peut créer un cercle vicieux car des taux de pauvreté et de chômage élevés peuvent accroître le risque de conflit en réduisant le coût d'opportunité d'un conflit pour les individus.⁸⁴ Les taux de pauvreté élevés caractéristiques des situations fragiles rendent encore plus difficile de briser le cercle vicieux conflit-pauvreté-conflit.

Les particuliers, les ménages et les entreprises des régions en conflit sont généralement moins aptes à tirer parti des gains du commerce. D'une part, ils sont généralement moins exposés au commerce. En effet, les conflits entravent le commerce et empêchent la mise en place des conditions nécessaires pour en tirer parti. D'autre part, même lorsque des possibilités commerciales se présentent, divers facteurs de fragilité, comme l'exposition aux conflits et l'environnement économique incertain, font qu'il est difficile de profiter de ces avantages.

Bien souvent, les conflits et la violence empêchent directement de faire du commerce à travers les frontières (et à l'intérieur), ce qui peut entraîner une hausse des prix des produits et services de base et accroître la pauvreté.

Les conflits conduisent souvent à l'effondrement des importations, qui peut affecter directement la consommation en faisant monter les prix et en réduisant la variété des biens et des services sur le marché. Les violences qui ont conduit à la fermeture de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud ont eu pour effet d'augmenter les prix des produits de base, notamment dans les états septentrionaux du Soudan du Sud, qui étaient tributaires des importations en provenance du Soudan pour une grande partie de leur consommation de base.⁸⁵ Selon les estimations, cela s'est traduit par une augmentation de 10% de la pauvreté. De même, l'essor du commerce de l'Ouganda dans les années 1990 a eu lieu uniquement grâce aux échanges avec le Kenya et la Tanzanie, mais pas avec le Soudan et la République démocratique du Congo, en raison des troubles civils dans les districts ougandais situés à la frontière avec ces pays. Pendant cette période, ces districts frontaliers ont enregistré une plus faible baisse des prix des produits de consommation courante que les autres districts.⁸⁶

Les conflits et la violence réduisent la capacité à faire du commerce en limitant la capacité de production des entreprises et des ménages. Les conflits peuvent réduire l'accès des entreprises locales aux intrants importés, ce qui peut amoindrir leur productivité et entraîner une diminution des salaires, des ventes et de l'emploi.⁸⁷ Des données concernant la Sierra Leone semblent indiquer que le conflit civil dans les années 2000 a réduit la production des entreprises de deux autres façons: d'une part, l'augmentation du coût unitaire, car la perturbation de la production a obligé à revenir à des moyens de production moins sophistiqués et moins intensifs en capital que ceux qui auraient été compétitifs en

temps "normal", et, d'autre part, la contraction de la demande due à la baisse des revenus des ménages.⁸⁸ De même, les troubles civils survenus en Côte d'Ivoire après le coup d'État de 1999 ont entraîné une baisse moyenne de 16 à 23% de la productivité des entreprises, la baisse étant encore plus marquée pour les entreprises étrangères, qui étaient particulièrement visées par les violences.⁸⁹

Les conflits peuvent aussi nuire à la capacité des individus de fournir un travail, ce qui réduit indirectement la production, le commerce et les revenus. La violence qui a suivi les élections au Kenya en 2008 a rendu beaucoup plus coûteux pour les travailleurs de se rendre sur leur lieu de travail. Cela a entraîné pour eux une importante perte de bien être (équivalent à plus de trois fois le revenu hebdomadaire moyen) et pour les entreprises une diminution de la production et des exportations de fleurs coupées, l'un des principaux produits agricoles d'exportation du pays (figure 2.4).⁹⁰ En Colombie, les ménages vivant dans les zones touchées par le conflit civil ont cherché à travailler en dehors des exploitations agricoles, le travail dans les champs étant devenu trop difficile pendant les hostilités.⁹¹ De même, le conflit maoïste au Népal a poussé davantage de femmes à entrer sur le marché du travail pour compenser l'effet négatif de la guerre sur les revenus des ménages.⁹² Toutefois, ces stratégies d'adaptation ne sont pas toujours disponibles, notamment dans les communautés rurales plus isolées, qui manquent d'activités pouvant remplacer l'agriculture de subsistance.

Dans les situations de conflit, les ménages prennent souvent des décisions de production et d'investissement non optimales afin de réduire les risques auxquels ils sont confrontés. Ces stratégies réduisent généralement la productivité et les revenus des ménages et limitent leur capacité à tirer parti du commerce. Durant le conflit au Rwanda, les petits agriculteurs ont vendu leur bétail pour pouvoir lisser la consommation du ménage.⁹³ En Ouganda, les agriculteurs des régions touchées par

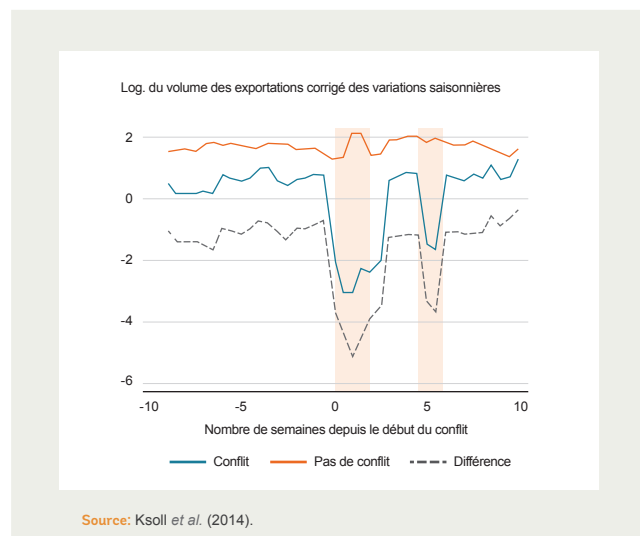
le conflit ont compté davantage sur les activités de subsistance pour protéger leur consommation alimentaire et leurs revenus.⁹⁴ Pour faire face aux conflits, les ménages adaptent aussi leurs décisions d'investissement d'une manière qui réduit la production excédentaire pouvant être vendue. Par exemple, en Colombie, les agriculteurs des régions touchées par le conflit ont réduit les superficies consacrées aux cultures pérennes au profit de cultures saisonnières moins rentables et de pâturages nécessitant moins d'investissements.⁹⁵

Les effets des conflits civils s'étendent aux pays voisins. Le commerce bilatéral entre pays voisins diminue de 12% en moyenne si l'un des pays est touché par un conflit intérieur.⁹⁶ La baisse est particulièrement importante pour les entreprises qui exportent vers le pays voisin en conflit. Par exemple, suite à l'éclatement de la guerre civile en Syrie, les exportations des entreprises libanaises vers la Syrie ont reculé de 25% en moyenne, tandis que les exportations des entreprises jordaniennes vers la Syrie ont chuté de 75%.⁹⁷ Les conflits civils peuvent aussi affecter indirectement les pays voisins du fait de la perturbation du transit des marchandises et de l'augmentation de l'insécurité et de l'incertitude dans la région. Ces effets sont encore plus pénalisants pour les pays sans littoral qui sont tributaires de pays en conflit pour avoir accès aux marchés mondiaux.⁹⁸

Les effets négatifs des conflits sur le commerce peuvent se faire sentir bien après la fin des hostilités. Comme il est souvent difficile de revenir sur les décisions d'investissement et de production prises pendant un conflit, les ménages peuvent devoir conserver un modèle de production non optimal même après la fin du conflit. Les régions qui sortent d'un conflit sont généralement en proie à l'incertitude, ce qui peut entraver les décisions d'investissement au delà de l'effet du conflit à court terme.⁹⁹ Ainsi, les ménages et les entreprises peuvent décider de poursuivre des stratégies devenues non optimales après le conflit, ne sachant pas si la paix sera durable. Par exemple, au Mozambique, les ménages appliquaient encore bon nombre de leurs stratégies d'adaptation à la guerre trois ans après le cessez le feu de 1992.¹⁰⁰ Enfin, l'incidence de la perte de scolarisation et de la dégradation des conditions de santé dues aux conflits limite la capacité des ménages de profiter des possibilités économiques longtemps après le conflit.¹⁰¹ Ces facteurs réduisent la capacité des ménages de bénéficier des gains nets du commerce même une fois le conflit terminé, ce qui nécessite des efforts particuliers pour intégrer rapidement les régions sortant du conflit dans le reste de l'économie et fournir aux ménages et aux entreprises des mécanismes leur permettant de faire face aux risques et aux incertitudes qu'ils rencontrent.

Dans les pays où la gouvernance est médiocre et où les institutions sont faibles, la concurrence entre différents groupes au sein de la société pour profiter du commerce de produits lucratifs comme les minéraux peut contribuer aux conflits. La fragilité est souvent associée à la faiblesse des institutions d'État, qui compromet la fourniture des biens publics dont les pauvres ont besoin pour participer au commerce et en tirer parti, à savoir, entre autres, la sécurité, les transports, l'énergie, l'infrastructure de télécommunication, les services de vulgarisation agricole et

Figure 2.4: Conflit et exportation de fleurs coupées au Kenya



la formation. Le manque de capacités institutionnelles nuit à la capacité des gouvernements de gérer les tensions sur le contrôle des ressources naturelles.¹⁰² Par exemple, les conflits dans la région des Grands Lacs en Afrique ont été alimentés par l'exploitation de produits marchands de grande valeur, notamment des minéraux comme les diamants, l'or, l'étain, le tantale et le tungstène, mais aussi le bois d'œuvre. Le contrôle de l'extraction et du commerce de ces ressources a été très disputé, ce qui a donné lieu à des conflits à l'intérieur des pays et entre eux. Ces ressources sont souvent extraites et commercialisées par le biais de circuits informels, souvent illicites. Cela a profité principalement à ceux qui contrôlent les segments essentiels de la chaîne de valeur dans les pays de transit et dans les pays de destination. La gestion transparente des ressources extractives est essentielle pour préserver la paix dans ces circonstances. La communauté internationale peut apporter une aide en prenant des mesures efficaces et pragmatiques pour assurer la traçabilité des produits liés aux conflits, par exemple grâce au mécanisme du Processus de Kimberley pour la certification des diamants bruts et d'autres mécanismes portant sur la traçabilité des métaux précieux. Dans les États fragiles touchés par des conflits, la baisse importante et soudaine des revenus réels, due, par exemple, à l'augmentation des prix internationaux de produits de consommation essentiels comme les denrées alimentaires, peut aussi exacerber les tensions.¹⁰³

S'il est essentiel, pour assurer la stabilité, que les ressources de valeur soient commercialisées par des circuits formels, il est important aussi de fournir d'autres possibilités d'emploi aux mineurs artisanaux et de diversifier le commerce pour résoudre les conflits. Les efforts internationaux récents visant à lutter contre le commerce des minéraux provenant de zones de conflit ont mis l'accent sur l'obligation de vigilance, exigeant que les entreprises contrôlent leurs chaînes d'approvisionnement pour s'assurer qu'elles ne soutiennent pas des groupes armés se livrant à des abus. L'OCDE a établi un guide complet sur le devoir de diligence pour les entreprises utilisant de l'étain, du tantale, du tungstène et de l'or. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté des lignes directrices analogues. Afin d'être le plus efficaces possible, les politiques visant à lutter contre le commerce de minéraux provenant de zones de conflit doivent être appliquées dans le cadre d'un programme global pour la paix et la sécurité, comprenant des mesures favorisant le développement économique. Pour assurer le succès de ces programmes, il est essentiel de fournir d'autres moyens de subsistance aux artisans mineurs dans les zones de conflit et le commerce peut aussi jouer un rôle clé en soutenant le développement agricole et la diversification vers l'industrie agroalimentaire, les activités manufacturières de base et les services.

Secteur informel

Le secteur informel englobe une large gamme d'activités. Le travail informel consiste dans l'agriculture de subsistance, l'emploi indépendant dans le petit commerce ou la production familiale avec peu de transformation, le travail non rémunéré dans les exploitations ou les entreprises familiales et l'emploi salarié dans des entreprises non enregistrées qui n'offrent pas de couverture sociale (voir

l'encadré 2.3). Les travailleurs informels de ce type gagnent généralement peu et ont peu de liens directs avec le commerce. Toutefois, de nombreux travailleurs informels sont employés par des entreprises formelles et peuvent bénéficier de conditions de travail semblables à celles des employés formels ou déclarés, mais sans couverture sociale, et dans de nombreux cas sans contrat écrit.

Encadré 2.3: Description du secteur informel¹⁰⁴

Le secteur informel consiste en activités économiques non enregistrées, exercées par des travailleurs indépendants ou pour de très petites entreprises non enregistrées. Bien que ces entreprises soient souvent qualifiées de PME, ce terme n'est pas tout à fait exact. Dans la plupart des pays en développement, ce ne sont pas les PME plus grandes mais les microentreprises employant moins de dix travailleurs – et souvent même un seul – qui assurent l'essentiel de l'emploi. Par exemple, les microentreprises du secteur informel sont souvent les principaux employeurs dans le secteur manufacturier et le secteur des services, représentant près de 100% de l'emploi en Éthiopie, environ 60% des activités manufacturières et 80% des services en Inde, et entre 50% et 60% au Ghana. Le type de travail dans le secteur informel varie. La production agricole dans des exploitations familiales est la principale activité du secteur. Il y a aussi des activités non agricoles, comme la fourniture de services à petite échelle, le transport de personnes ou de marchandises, les travaux de construction simples, la collecte de déchets réutilisables, les services à la personne tels que la coiffure et le ménage, et la réparation de vêtements, de chaussures ou d'objets mécaniques. Les personnes travaillant dans des microentreprises du secteur informel n'ont pas accès à des systèmes de protection sociale ni à d'autres mécanismes formels de protection de l'emploi.

Des études ont montré qu'il existe une forte corrélation entre la pauvreté et le travail informel. Par exemple, une étude portant sur cinq pays en développement¹⁰⁵ indique que la part des travailleurs pauvres¹⁰⁶ est plus importante dans le secteur informel que dans le secteur formel. Des données pour 44 pays provenant de la base de données internationale sur la répartition des revenus indiquent aussi que le travail informel est toujours plus important dans les 4 déciles inférieurs de la répartition des revenus que dans les 6 déciles supérieurs.¹⁰⁷ Cette constatation se vérifie pour les différentes mesures de l'informalité, y compris le type de contrat de travail, l'accès à l'assurance maladie et l'accès à la sécurité sociale. Selon le Rapport sur le développement dans le monde 2013, qui est axé sur l'emploi, les travailleurs informels ont une plus grande probabilité d'être pauvres, et ils ne bénéficient généralement pas d'une assurance sociale ni d'une protection de

l'emploi, ce qui les rend plus vulnérables à de nombreux égards que les travailleurs du secteur formel.¹⁰⁸ Dans les pays, le travail informel diminue avec le niveau d'éducation, ce qui donne à penser que les personnes qui ont peu d'instruction sont à la fois pauvres et plus susceptibles de travailler dans le secteur informel. Le travail indépendant informel diminue avec le développement, ce qui indique que, plus le coût d'opportunité du travail informel augmente, moins il y a de personnes qui entrent dans ce secteur.¹⁰⁹ Globalement, il serait probablement injuste de conclure que les travailleurs du secteur informel sont moins bien lotis que ceux du secteur formel. Néanmoins, le secteur informel mérite une attention particulière car les travailleurs informels sont affectés de manière disproportionnée par la pauvreté, ils ont moins accès à une protection sociale que les travailleurs du secteur formel et ils ont moins de possibilités d'améliorer leur productivité.

Les travailleurs informels font face à des risques plus importants que les travailleurs du secteur formel. Ils n'ont généralement pas les mêmes droits du travail que ceux des entreprises formelles. Les entreprises et les ménages du secteur informel ont un accès limité au crédit pour atténuer les effets des fluctuations économiques à court terme, comme une hausse soudaine des prix des produits alimentaires ou un brusque ralentissement de la croissance. En outre, les travailleurs du secteur informel ne bénéficient pas de prestations sociales comme l'assurance santé, la retraite ou l'assurance chômage, et ils sont donc généralement moins protégés contre les risques que les travailleurs du secteur formel. En général, les travailleurs informels, qu'ils soient salariés ou indépendants, sont exposés à plus de risques de perte de revenu que les travailleurs du secteur formel. En revanche, ils paient moins d'impôts, peuvent apprécier la flexibilité qu'offrent les microentreprises et ils considèrent souvent que les systèmes de protection sociale sont coûteux et mal conçus.¹¹⁰

De nombreux petits entrepreneurs informels traversent régulièrement les frontières pour fournir des biens et des services, mais le développement de leurs activités est limité par les contraintes liées à leur caractère informel. Les travailleurs informels sont généralement peu qualifiés, et en général, ils tirent parti de la libéralisation des échanges grâce aux nouvelles possibilités d'emploi et à des salaires plus élevés. Les politiques visant à faciliter le passage des travailleurs du secteur informel au secteur formel sont susceptibles d'accroître les avantages découlant des possibilités commerciales, tout en atténuant les risques.

Une caractéristique commune des pauvres dans le secteur informel est la faible productivité, qui réduit leurs revenus potentiels et leur résistance aux chocs commerciaux. Un choc lié au commerce qui entraîne un recul de l'emploi informel peut causer une perte de revenu immédiate, obligeant les ménages pauvres à réduire leurs dépenses alimentaires et les autres dépenses essentielles. Les travailleurs informels ont aussi plus de probabilité d'être exclus du système bancaire et de ne pas avoir accès au financement, que ce soit pour lisser leur consommation ou pour investir dans du capital humain ou matériel. Le faible niveau de capital humain des travailleurs informels a tendance à s'accompagner d'un faible niveau d'investissement dans le capital

matériel, ce qui réduit encore la productivité et la capacité de s'approprier les gains résultant de l'augmentation du commerce. Les travailleurs indépendants et les microentreprises du secteur informel ont aussi souvent un accès limité à l'information sur les marchés, ainsi qu'aux marchés extérieurs et aux dernières technologies utilisées sur ces marchés, ce qui limite l'apprentissage, l'innovation et l'adoption/l'adaptation des technologies. Les travailleurs informels ont aussi tendance à utiliser des procédés commerciaux médiocres, ce qui réduit leur rentabilité.

Il existe peu de données, notamment au niveau microéconomique, indiquant qu'une plus grande ouverture au commerce s'accompagne d'un élargissement du secteur informel.¹¹¹ Une préoccupation souvent exprimée est que les réformes commerciales qui augmentent la concurrence sur le marché intérieur risquent d'entraîner une augmentation du travail informel. Certains estiment que face à une plus grande concurrence, les entreprises du secteur formel chercheront à réduire les coûts de main d'œuvre en réduisant les salaires et les prestations, en remplaçant les travailleurs permanents par des travailleurs à temps partiel, en sous traitant à des entreprises du secteur informel et en licenciant des travailleurs, qui chercheront ensuite du travail dans le secteur informel. La théorie économique ne fournit pas de réponse claire, et il est possible de spécifier des modèles dans lesquels le commerce a l'effet inverse. Ce qui importe est la façon dont le marché du travail fonctionne et dont les salaires sont déterminés dans les secteurs formel et informel. Il y a très peu d'études empiriques concernant l'effet des réformes commerciales sur la taille du secteur informel. Les études disponibles n'ont trouvé aucun élément prouvant qu'il existe une relation entre la libéralisation des échanges et la part du secteur informel dans l'activité économique totale. La nature du marché du travail semble être l'élément le plus important.¹¹²

Les femmes, le commerce et la pauvreté

La pauvreté affecte les femmes de manière disproportionnée.

La discrimination et la marginalisation dont elles font l'objet les empêchent de sortir de la pauvreté. Les femmes sont au centre des actions menées au niveau mondial pour réduire la pauvreté, en particulier depuis la quatrième Conférence des Nations Unies sur les femmes tenue en 1995, qui a déclaré que l'éradication du "fardeau persistant et croissant de la pauvreté supporté par les femmes" était un domaine d'action essentiel. Toutefois, le manque continu de données adéquates ventilées par sexe rend difficile de déterminer dans quelle mesure les femmes sont plus pauvres que les hommes, et si les disparités de revenus entre les sexes se sont creusées ou réduites au cours des dernières décennies. Cependant, une série d'indicateurs concernant la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé et la vulnérabilité montrent que les femmes souffrent de manière disproportionnée de la pauvreté.¹¹³ Les contraintes qu'elles rencontrent peuvent être directes, par exemple lorsqu'elles sont exclues de la production de cultures de rapport, ou indirectes, par exemple quand les jeunes filles et les femmes ont un accès limité à l'éducation, au crédit, à la propriété, notamment de la terre, et à l'information. Le droit écrit et le droit coutumier limitent l'accès des

femmes à la propriété terrienne et à d'autres types de biens dans la plupart des pays d'Afrique et dans la moitié des pays d'Asie.¹¹⁴ Un autre facteur important est le partage insuffisant des tâches domestiques, qui fait que les femmes n'ont pas le temps d'effectuer les tâches qui permettraient de réduire la pauvreté et la vulnérabilité de leur ménage. Quelques progrès ont été accomplis. Par exemple, la parité a été atteinte en matière d'éducation primaire dans une majorité de pays, la mortalité maternelle a chuté de 47% depuis 1990 et l'écart de taux d'activité entre les sexes a légèrement diminué pendant la même période. Toutefois, les femmes sont toujours moins payées que les hommes à travail égal; elles sont surreprésentées dans les emplois informels et vulnérables, elles sont sous représentées dans les postes de pouvoir et de prise de décision politique et elles effectuent une part disproportionnée du travail domestique non rémunéré.¹¹⁵

Les femmes vivant dans les pays les plus pauvres sont confrontées aux plus grandes difficultés et aux plus grandes contraintes. D'après l'Indice d'inégalités de genre du Programme des Nations Unies pour le développement,¹¹⁶ l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, les deux régions ayant les niveaux de pauvreté les plus élevés du monde, ont aussi le niveau le plus élevé d'inégalité hommes-femmes. Depuis 1994, les pays les plus pauvres ont réalisé des progrès minimes pour ce qui est d'améliorer la condition des femmes, de réduire la mortalité maternelle, d'éliminer le mariage des enfants ou d'augmenter l'espérance de vie des femmes. L'accès insuffisant aux services de santé et le lourd fardeau physique que représentent la production vivrière, l'approvisionnement en eau et le travail non rémunéré créent des menaces disproportionnées pour les femmes pauvres.¹¹⁷

Dans les pays en développement, les femmes sont exposées à plus de risques que les hommes, notamment en termes de revenu et d'emploi, en raison de leur plus forte participation au secteur informel, de leur besoin de souplesse dans les horaires de travail pour remplir leurs obligations domestiques et familiales, et de leur plus forte tendance à entrer et sortir du marché du travail. En outre, les agricultrices sont confrontées à des risques particuliers car elles n'ont pas le droit de posséder des terres dans de nombreux pays en développement, et elles ont un accès plus limité à des instruments, comme le crédit, pour atténuer les chocs liés aux conditions météorologiques et à l'emploi.

Le commerce a joué un rôle essentiel en contribuant à l'autonomisation des femmes et en les aidant à lutter contre la pauvreté. L'ouverture au commerce qui s'est accrue au cours des trois dernières décennies a créé de nouveaux emplois, a souvent augmenté les revenus des femmes travaillant dans les secteurs axés sur l'exportation et a incité davantage à mettre fin aux préjugés sexistes et à la discrimination. Dans les pays en développement, les entreprises exportatrices emploient généralement beaucoup plus de femmes que les entreprises non exportatrices.¹¹⁸ La réduction des obstacles au commerce et la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (voir l'encadré 2.4) ont réduit les coûts de transaction et amélioré l'accès aux marchés pour de nombreuses femmes, et dans certains cas, cela a contribué à l'augmentation de leurs salaires par rapport à ceux des hommes.¹¹⁹

Encadré 2.4: Inégalités de genre dans l'accès aux TIC¹²⁰

Au cours des dernières années, les technologies de l'information et de la communication (TIC) – notamment l'accès à Internet et aux téléphones mobiles – ont été un moyen important de générer des revenus additionnels pour de nombreux ménages pauvres. La téléphonie mobile facilite l'accès à l'information sur les prix, permet aux femmes de gérer leur temps avec plus de souplesse et peut faciliter leur accès à des services importants comme les services bancaires, la santé et l'éducation. Étant donné que les femmes ont souvent plus de limitations que les hommes en termes de mobilité et de temps en raison de leurs obligations familiales et de leurs activités génératrices de revenus, l'accès aux TIC peut avoir un impact très positif sur la réduction de la pauvreté des femmes. Toutefois, les inégalités de genre en matière d'accès aux TIC limitent les possibilités pour les femmes de sortir de la pauvreté. Bien que les données ventilées par genre sur l'accès aux TIC dans les pays en développement sont rares, celles dont on dispose font ressortir de nettes disparités. Dans plusieurs pays africains, par exemple, les femmes ont moitié moins de chances que les hommes de posséder ou d'utiliser un téléphone mobile. Dans de nombreux pays en développement, les femmes ont moins de chances d'avoir accès à Internet, même si la situation est variable. Il est essentiel de remédier à ces disparités d'accès aux TIC pour faire reculer la pauvreté.

L'augmentation de l'emploi des femmes grâce au commerce a entraîné une évolution positive de la dynamique des ménages. Les femmes employées dans des secteurs tournés vers l'exportation ont davantage de pouvoir de négociation au sein du ménage et elles peuvent influencer sur la répartition des ressources, ce qui permet d'améliorer la nutrition et l'éducation des membres du ménage. Par exemple, en Inde, les filles vivant dans des villages où l'externalisation des processus métiers avait augmenté l'emploi des jeunes femmes avaient plus de chances d'être scolarisées que celles des villages où il n'existait pas de tels liens commerciaux. En revanche, ces liens commerciaux n'avaient pas d'incidence sur la scolarisation des garçons.¹²¹ En Amérique latine où, l'augmentation du taux d'activité des femmes s'explique en grande partie par l'amélioration de l'éducation et par les changements dans la formation des familles (mariage et enfants), les écarts de salaires entre les hommes et les femmes sont dus en partie à la présence d'enfants dans le foyer et la différence de pauvreté entre les ménages dont le chef est une femme et ceux dont le chef est un homme a disparu.¹²² D'énormes avantages peuvent être obtenus si l'autonomisation des femmes grâce aux emplois créés par le commerce entraîne une réduction de la violence physique à l'égard des femmes au sein des ménages.

Le commerce a créé des possibilités pour les femmes dans le secteur manufacturier et dans les services. L'augmentation de l'emploi des femmes a été plus rapide dans le secteur manufacturier

et dans les services commerciaux que dans d'autres secteurs, et l'emploi féminin dans ces secteurs a augmenté plus rapidement dans les pays en développement que dans les pays développés. La progression du taux d'emploi des femmes entre 1995 et 2005 a été liée à l'augmentation du commerce international.¹²³ Cela a favorisé le passage de l'agriculture à d'autres secteurs qui s'est accompagné d'une augmentation des revenus et de l'emploi formel des femmes. Cependant, dans l'agriculture, le passage à des produits non traditionnels à plus forte valeur ajoutée, comme les produits horticoles, qui a eu lieu dans certains pays a aussi procuré des avantages aux femmes et a réduit les inégalités de genre dans les zones rurales. Les femmes semblent bénéficier plus de la production à grande échelle destinée à l'exportation et de la transformation agro-industrielle que de la petite agriculture contractuelle.¹²⁴ Toutefois, cette évolution vers le secteur manufacturier, les services et l'agriculture à forte valeur ajoutée est moins marquée dans les pays les plus pauvres, où l'agriculture traditionnelle domine toujours.

Dans les pays pauvres, les femmes participent au commerce de nombreuses façons. Elles jouent un rôle clé dans le petit commerce transfrontalier; elles participent à la production de biens et de services marchands, allant du coton et des textiles aux services professionnels comme les services juridiques et comptables; les femmes peuvent aussi être des entrepreneurs et être propriétaires d'entreprises exportatrices. Les problèmes rencontrés par les femmes sont communs à tous les domaines de l'activité commerciale, comme l'accès limité au financement, mais il existe aussi des obstacles spécifiques qui varient selon le type d'activité.

Le commerce transfrontalier accroît les revenus des producteurs agricoles et des commerçants des pays pauvres, dont beaucoup sont des femmes. Ces échanges sont la principale source de revenu de nombreux petits commerçants qui sont principalement des femmes pauvres vendant des produits agricoles.¹²⁵ Leurs ménages sont aussi bien lotis, en termes de qualité de l'habitation, d'accès à l'électricité, de type de combustible utilisé pour la cuisine et de possession de biens durables, que le ménage urbain moyen utilisé comme comparateur.¹²⁶ Les activités commerciales sont donc essentielles pour permettre aux ménages des zones frontalières d'atteindre le niveau de bien-être dont jouit un ménage moyen ailleurs dans le pays. Au Cameroun, les femmes participent activement à la récolte et au commerce de l'eru, une plante que l'on trouve dans la forêt et qui est très demandée au Nigéria voisin. D'après une étude récente portant sur les personnes qui s'occupent de la récolte et du commerce de l'eru, les revenus tirés de ce commerce permettent aux femmes de subvenir financièrement aux besoins de leur ménage, et en particulier à l'éducation de leurs enfants.¹²⁷ L'étude a confirmé que la récolte et le commerce de l'eru permettent aux femmes de diversifier leurs sources de revenu, ce qui les rend moins vulnérables. La participation au commerce de l'eru est aussi considérée comme un facteur d'autonomisation des femmes. Elles disent souvent: "Je suis heureuse d'avoir ma propre activité commerciale et de ne pas recevoir d'ordres d'un patron, et je n'ai pas besoin de dépendre d'un

homme pour subvenir à mes besoins." Le commerce a joué un rôle important dans la création d'emplois pour les femmes au Lesotho et au Cambodge (encadré 2.5).

Encadré 2.5: Effets positifs du commerce pour les femmes: le secteur des vêtements au Lesotho et au Cambodge¹²⁸

Comme le montre une étude des effets sur les femmes de la croissance du secteur des vêtements destinés à l'exportation au **Lesotho**, le commerce et la politique commerciale, sous la forme d'un accès préférentiel au marché des États Unis en vertu de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique, peuvent jouer un rôle clé dans la création d'emplois pour les femmes, y compris celles qui sont relativement peu qualifiées et qui auraient sans cela peu de chances d'avoir un emploi formel. Outre l'emploi formel et le revenu en résultant, les femmes ont pu bénéficier de l'accès à des programmes de santé au travail novateurs assurant des soins gratuits contre le VIH. Ces services étaient fournis par l'Appareil Lesotho Alliance to Fight AIDS (ALAFa) – partenariat public privé auquel participaient le gouvernement du Lesotho, l'industrie locale (les fabricants et les syndicats du Lesotho), des marques internationales, des détaillants et des donateurs. Un élément particulièrement important était que les travailleurs pouvaient avoir accès aux services de consultation de l'ALAFa sur leur lieu de travail, ce qui leur évitait de perdre une journée de travail (dans les dispensaires publics, l'attente était en moyenne de huit heures). Il n'y avait donc pas à faire un choix difficile entre le salaire et la santé. Un autre aspect important de ce programme était que les travailleurs licenciés avaient encore accès aux consultations de l'ALAFa pendant six mois.

Le secteur des vêtements tourné vers l'exportation est l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois salariés au **Cambodge**. La participation des femmes dans ce secteur est beaucoup plus forte que dans les autres secteurs. En effet, 85% des travailleurs du secteur sont des femmes. En outre, les femmes qui travaillent dans ce secteur reçoivent un salaire plus élevé que dans les autres, ce qui contribue à leur autonomisation économique, malgré un écart salarial hommes femmes de 30% dans l'ensemble des secteurs. L'accès préférentiel aux marchés pour les vêtements, conjugué à une assistance pour l'amélioration des normes de travail dans le secteur des vêtements, a joué un rôle important. Le Programme pour des usines plus performantes, partenariat géré par l'Organisation internationale du travail et soutenu par le gouvernement, par l'Association des entreprises de confection du Cambodge et par les syndicats, a permis de créer des conditions favorables à l'emploi des femmes.

Toutefois, les disparités entre les sexes ont empêché de nombreuses femmes de tirer parti des possibilités commerciales. Comme les difficultés rencontrées par les femmes sont souvent plus importantes dans les pays les plus pauvres, ce sont généralement les femmes pauvres d'Afrique et d'Asie du Sud qui ont été privées des bénéfices de l'ouverture commerciale. Les principales difficultés sont notamment les suivantes:

- (i) *Étant moins éduquées et moins formées, les productrices et les commerçantes sont confrontées à plus de contraintes que les hommes pour accéder aux marchés étrangers.* Cela est particulièrement pénalisant pour les femmes dans l'agriculture, car elles ne peuvent pas augmenter leurs rendements en utilisant des semences améliorées et des engrais. Le manque d'instruction et l'illettrisme font que les femmes ont du mal à respecter les procédures douanières complexes et exposent davantage les commerçantes au comportement abusif et à l'extorsion de la part des fonctionnaires, ou de ceux qui se prétendent fonctionnaires, aux postes frontières des pays où la gouvernance est faible.
- (ii) *Les femmes sont exposées à plus de risques lorsqu'elles font du commerce à travers les frontières.* En raison de la mauvaise gouvernance et du manque de transparence des règlements aux frontières, les commerçantes sont souvent victimes d'extorsion ou de harcèlement physique, y compris de viols, lorsqu'elles franchissent les frontières.¹²⁹ On a accordé beaucoup d'attention à la facilitation des échanges en termes de traitement des camions et des conteneurs, avec un soutien important de la communauté des donateurs, mais peu d'efforts ont été faits pour améliorer les conditions pour les petits commerçants, dont la plupart sont des femmes, malgré les avantages considérables que cette amélioration pourrait apporter aux ménages pauvres vivant dans les zones frontalières.
- (iii) *Les femmes sont confrontées à d'importantes contraintes de temps, du fait de la répartition inégale des tâches au sein du ménage.* Le temps que les femmes peuvent consacrer à des activités commerciales est limité par les préjugés sociaux qui veulent que les femmes travaillent à la maison, portent les enfants et les élèvent. Au Cameroun, les vendeuses d'herbe se plaignaient de devoir souvent annuler des déplacements prévus jusqu'au marché en raison du manque de temps. Les délais pour passer la frontière peuvent être particulièrement pénalisants pour les femmes. Celles qui remettent en cause ces contraintes au sein de leur ménage peuvent subir des violences domestiques. Des mesures peuvent être prises pour simplifier les procédures douanières, offrir des services de garde d'enfants aux postes frontières et sur les marchés frontaliers, fournir des moyens d'entreposage pour permettre une meilleure planification et une meilleure organisation du temps, et fournir une formation et un soutien aux femmes commerçantes et productrices d'une manière compatible avec leurs obligations domestiques.

- (iv) *Les femmes peuvent être exclues des réseaux de distribution traditionnels, dominés par les hommes.* Pour réussir à exporter ou à importer, une interaction avec les réseaux de distribution est généralement nécessaire. Toutefois, les femmes ont souvent peu de relations sur le marché et de modèles, de sorte que leur contact avec la "culture d'entreprise", qui est le principal cadre de formation pour le commerce, est souvent limité. La comparaison des entreprises appartenant à des hommes et à des femmes montre que les premières trouvent des clients par le biais des réseaux de contacts traditionnels, alors que les secondes doivent trouver d'autres moyens.¹³⁰ Internet joue un rôle important en permettant aux femmes exportatrices de surmonter ces contraintes, ce qui souligne l'importance des TIC pour les femmes, en particulier dans les zones rurales (même si le taux de pénétration d'Internet reste faible dans les communautés les plus pauvres).
- (v) *Les femmes ont un accès limité au financement et elles font face à des restrictions concernant la propriété foncière.* Il y a une nette disparité entre les hommes et les femmes en terme d'accès au financement. Les femmes dans les pays en développement sont davantage exclues du secteur financier que les hommes, même si l'on prend en compte les facteurs "revenu" et "éducation". Parmi les personnes vivant avec moins de 2 dollars EU par jour dans le monde, les femmes ont 28% de chances de moins que les hommes d'avoir un compte bancaire.¹³¹ L'écart est encore plus important dans les régions les plus pauvres. L'absence d'accès au financement entrave considérablement la participation des femmes aux activités commerciales, qui nécessitent généralement des capitaux. Cette constatation s'applique à de nombreux cas – des commerçantes qui veulent développer leur activité aux agricultrices qui veulent accroître leurs rendements en investissant dans des semences et des engrais modernes, en passant par les propriétaires d'entreprises exportatrices. Souvent, l'absence de garanties, et en particulier les restrictions à la propriété foncière, limitent l'accès des femmes au financement. Dans de nombreux pays, une femme peut encore avoir besoin de la signature de son mari pour obtenir un prêt bancaire, mais l'inverse n'est pas vrai.

La discrimination, par exemple sur le marché du travail et au sein du ménage, peut limiter les possibilités pour les femmes de tirer parti du commerce. La segmentation entre les sexes peut s'enraciner, notamment dans les pays les plus pauvres, si les femmes restent confinées aux secteurs non marchands qui croissent peu (ou se contractent) tandis que les hommes continuent de dominer dans les secteurs marchands en expansion.¹³² Selon certaines études, les femmes qui travaillent dans l'agriculture en Afrique sont moins productives que les hommes, mais cet écart disparaît si l'on tient compte de facteurs tels que la qualité et la propriété des terres et l'accès aux intrants sur le marché. Il est essentiel de faciliter l'accès des femmes aux intrants, par exemple, pour maximiser les gains qu'elles peuvent tirer du commerce. Même si les possibilités

commerciales offrent de nouveaux emplois aux femmes, les préjugés sexistes font que parfois elles sont exposées à plus de risques, moins de protection et des conditions de travail plus défavorables que les hommes (un exemple est examiné dans l'encadré 2.6). Les emplois pour les femmes dans les secteurs d'exportation peuvent être moins durables si les femmes sont privées de possibilités de formation et de perfectionnement.

Encadré 2.6: Une activité risquée: les femmes pauvres dans le commerce transfrontalier dans la région des Grands Lacs¹³³

D'après une enquête récente, le commerce transfrontalier dans la région des Grands Lacs présente les caractéristiques suivantes: la majorité des commerçants sont des femmes (85% des personnes interrogées); la plupart des fonctionnaires qui contrôlent la frontière sont des hommes (82%); le commerce transfrontalier est la principale source de revenu pour près des deux tiers des personnes interrogées; et pour la plupart de ces personnes (77%), les revenus du ménage dépendent fortement de leur activité commerciale. Les résultats de cette enquête donnent une image bien sombre des conditions dans lesquelles les femmes pauvres font du commerce transfrontalier. Ces femmes doivent régulièrement payer des pots de vin et subir un harcèlement. Ce qui caractérise de nombreux postes frontière, c'est le grand nombre et la diversité des fonctionnaires présents à la frontière, qui accroît les possibilités d'abus, en particulier dans le contexte d'une gouvernance globalement faible. Le manque de transparence des règles et règlements régissant le mouvement transfrontières des marchandises et des personnes, et leur méconnaissance par les commerçantes et les fonctionnaires, aggravent la situation. De nombreuses commerçantes indiquent qu'elles doivent payer des pots de vin et qu'elles sont victimes d'actes de violence, de menaces et de harcèlement sexuel. Elles sont exposées aux coups; aux insultes verbales, au harcèlement sexuel et même au viol. La plupart de ces abus ne sont pas signalés. Ce manque de sécurité économique et physique compromet la subsistance des commerçantes et aggrave le manque d'accès au financement, à l'information et aux connaissances commerciales.

Les politiques commerciales et leur application peuvent avoir des effets importants sur les femmes. Pour accroître l'impact du commerce sur la pauvreté, il serait bon de reconnaître les effets différents du commerce sur les femmes et sur les hommes et de faire en sorte que les femmes soient davantage consultées sur les politiques commerciales et leur mise en œuvre. Par exemple, les efforts faits pour améliorer les installations aux frontières pourraient répondre mieux aux besoins spécifiques des femmes. Autre exemple, les interdictions à l'exportation de produits alimentaires de base, comme le maïs, qui réduisent le prix reçu par les agriculteurs pauvres, peuvent avoir un effet particulièrement néfaste sur le bien-être de nombreuses femmes et de leur ménage.

Conclusion

Les personnes vivant dans des conditions d'extrême pauvreté font face à toutes sortes de contraintes qui déterminent la façon dont elles tirent parti des possibilités commerciales.

Pour remédier à ces contraintes, il faut comprendre comment les quatre dimensions de la pauvreté, à savoir la pauvreté rurale, la fragilité et les conflits, le travail informel et le genre, influent sur la relation entre les pauvres et le commerce. Les contraintes pesant sur les pauvres ont tendance à recouper plusieurs dimensions de la pauvreté; par exemple les femmes qui ont des difficultés à tirer parti des possibilités commerciales sont bien souvent des femmes rurales travaillant dans le secteur informel. La part de chacune des dimensions identifiées ici dans chaque pays – et dans les pays voisins – varie, mais les quatre dimensions permettent de mieux comprendre les contraintes qui empêchent les personnes en situation d'extrême pauvreté de tirer parti du commerce. Les risques auxquels ces personnes sont exposées aggravent les difficultés qu'elles connaissent pour maximiser les gains découlant des possibilités commerciales. Dans le même temps, l'importance de ces contraintes et de ces risques signifie que, si l'on parvient à les surmonter, il sera possible de réduire considérablement la pauvreté.



POLITIQUES DESTINÉES À MAXIMISER LES GAINS LIÉS AUX POSSIBILITÉS COMMERCIALES pour les pauvres et à limiter les risques

Les efforts d'éradication de la pauvreté passent nécessairement par l'adoption de politiques qui favorisent l'ouverture des marchés et l'intégration des économies. Comme on l'a vu dans le chapitre 1, une économie mondiale intégrée a permis la circulation des biens, des services, des investissements et des idées, ce qui a aidé plus d'un milliard de personnes à sortir de la pauvreté depuis 1990. Certes, l'intégration commerciale ne contribue pas automatiquement à la réduction de la pauvreté à court terme, mais sans elle il est difficile d'assurer la croissance des économies à long terme et, donc, d'augmenter les revenus des plus pauvres. Même en dehors des pays où il y a le plus de pauvres, le commerce apporte une contribution importante à la croissance et à la réduction de la pauvreté. La croissance économique dans les grands pays en développement n'a pas seulement aidé les gens à sortir de la pauvreté; en stimulant la demande mondiale, elle a aussi créé de nouvelles possibilités pour les personnes vivant dans l'extrême pauvreté ailleurs. La croissance des économies avancées contribue également à l'accroissement de la demande mondiale. Par conséquent, les efforts actuels pour intégrer les marchés de biens et de services grâce à des réformes unilatérales, à la coopération régionale et à des processus multilatéraux sont indispensables pour réduire la pauvreté.

Cependant, l'éradication de la pauvreté exige aussi une approche ciblée pour maximiser les gains et limiter les risques liés à l'intégration économique pour les personnes en situation d'extrême pauvreté. Le chapitre 2 a montré que l'extrême pauvreté était endémique dans les régions rurales, dans les États fragiles, parmi les femmes et parmi les travailleurs et les entreprises du secteur informel. Les politiques de croissance reposant sur une large base doivent être complétées par des approches ciblant les pauvres pour progresser de façon continue dans la réduction de la pauvreté, l'effet de la croissance globale sur la pauvreté ayant tendance à diminuer à mesure que la pauvreté recule au niveau mondial.¹³⁴

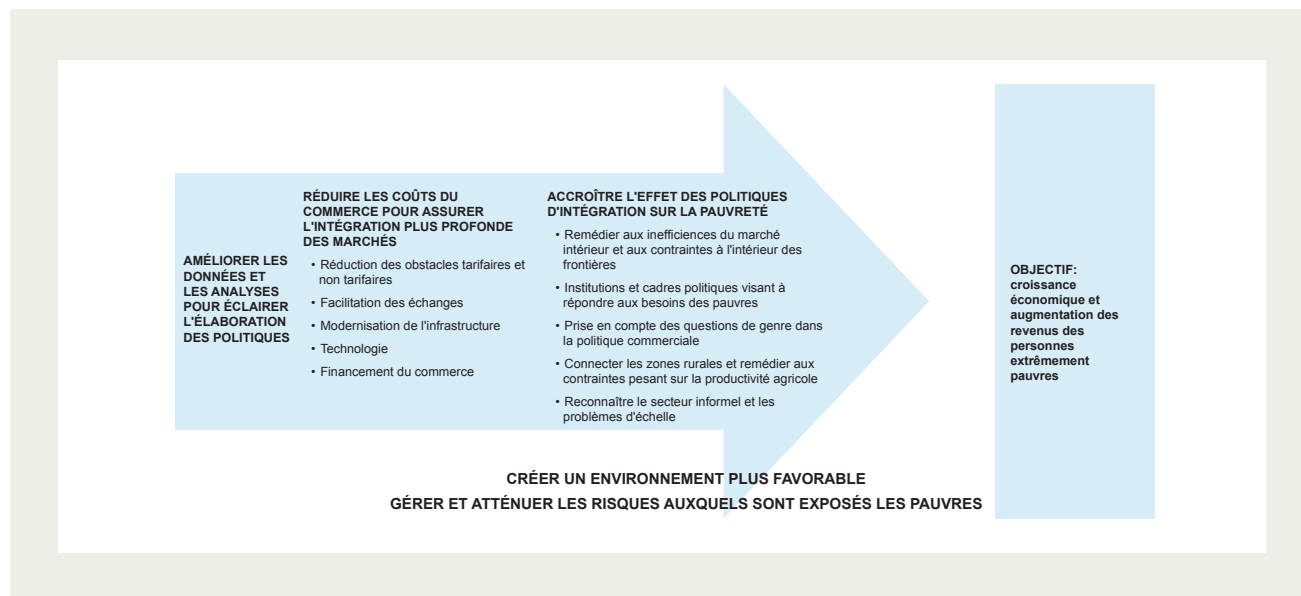
Le présent chapitre établit un cadre (figure 3.1) pour l'analyse des questions de politique commerciale qui sont les plus importantes pour remédier à l'extrême pauvreté. Ce cadre combine des politiques visant à réduire les coûts du commerce, axées sur des réformes permettant de réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires et de faciliter les échanges entre les pays, et des mesures destinées à approfondir l'impact de ces politiques sur la pauvreté, ainsi que des politiques complémentaires pour les contraintes infranationales et internes qui empêchent les pauvres de bénéficier pleinement des possibilités générées par le commerce.

La manière la plus efficace de hiérarchiser et d'échelonner les politiques varie d'un pays à l'autre en fonction de la nature des difficultés rencontrées par les pauvres. Les questions exposées ici répondent aux caractéristiques communes des populations pauvres de par le monde – indiquées au chapitre 2 – mais chaque pays a ses spécificités. Dans bien des cas, des approches régionales seront importantes pour compléter les efforts multilatéraux destinés à surmonter ces difficultés.



Figure 3.1: Cadre de questions

Il faudrait envisager de mettre en œuvre des réformes dans chacun des cinq grands domaines indiqués dans ce cadre, avec pour objectif global de stimuler la croissance et d'accroître les revenus des personnes en situation d'extrême pauvreté



Un message important est que la réduction des obstacles tarifaires et non tarifaires et d'autres approches nationales, même si elles sont essentielles, pourraient ne pas suffire pour procurer les gains requis pour mettre fin à la pauvreté dans le monde d'ici à 2030. Même si les pays sont la "pierre angulaire" de la politique commerciale internationale, les difficultés rencontrées par les pauvres varient beaucoup à l'intérieur des pays et entre eux. Cela signifie que les efforts de réduction des coûts du commerce entre les pays devront être complétés par des mesures pour remédier à ces difficultés.

Ce chapitre examine les politiques nécessaires pour remédier à ces contraintes et le rôle que peuvent jouer à cet égard l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Groupe de la Banque mondiale. Il est divisé en quatre sections. La première traite de la nécessité d'améliorer les données et l'analyse des liens entre la pauvreté et le commerce. Malgré quelques progrès, il reste des lacunes importantes dans les données, de sorte qu'il est difficile de concevoir des politiques efficaces fondées sur les caractéristiques de la pauvreté dans les différents pays. La deuxième section examine les politiques visant à réduire les coûts du commerce et à créer un environnement plus favorable, qui sont nécessaires pour stimuler la croissance et contribuer à la réduction de la pauvreté. La troisième section porte sur les moyens d'améliorer le processus d'intégration pour maximiser les gains pour les pauvres, sur les autres politiques à envisager pour surmonter leurs principales contraintes et sur les risques qui limitent leur capacité de tirer parti des possibilités commerciales. La dernière section a trait aux implications pour le Groupe de la Banque mondiale et l'OMC.

Intégration des marchés et création d'un environnement plus favorable

Il est important de poursuivre l'intégration des marchés afin de libérer la croissance économique nécessaire pour réduire la pauvreté et créer de nouvelles possibilités commerciales pour les pauvres. La réduction des coûts du commerce peut profiter directement aux pauvres en rendant plus compétitifs les produits et les services qu'ils offrent et en abaissant le coût des facteurs de production. Cette section examine quatre grands domaines d'action: les mesures tarifaires et non tarifaires; l'infrastructure et la facilitation des échanges; l'accès aux technologies liées au commerce et le financement du commerce; et l'environnement favorable. Elle ne dresse pas une liste exhaustive des politiques et met plutôt l'accent sur les mesures permettant de mettre le commerce au service de la réduction de la pauvreté dans chacune de ses dimensions examinées dans le chapitre 2.

Mesures tarifaires et non tarifaires

Malgré les progrès réguliers de l'intégration économique, les coûts du commerce liés aux mesures tarifaires et non tarifaires restent élevés, notamment dans les domaines importants pour les pauvres. Le système commercial multilatéral a apporté une contribution majeure à l'économie mondiale en permettant la réduction à long terme des obstacles au commerce, facilitée par l'OMC et, avant elle, par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). La moyenne des droits de douane sur les produits importés des pays les moins avancés (PMA) a diminué

au cours du temps, avec la baisse mondiale des droits de la nation la plus favorisée (NPF), les régimes préférentiels et la Décision de l'OMC sur l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent (voir l'encadré 3.1). Toutefois, malgré ces baisses globales, les droits de douane et les contingents tarifaires pour les produits agricoles restent en moyenne plus élevés que pour les produits non agricoles, et des droits relativement élevés subsistent sur un certain nombre de produits importants pour les producteurs à faible revenu, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et des vêtements. C'est notamment le cas pour les droits NPF et les droits consolidés (tableau 3.1). Mais surtout, il subsiste des distorsions importantes dans l'agriculture, en raison notamment de l'utilisation de subventions. Ce manque de discipline dans les politiques commerciales relatives aux produits agricoles rend l'environnement commercial incertain, ce qui a des effets particulièrement négatifs sur les agriculteurs pauvres, déjà confrontés à des risques très élevés (comme on l'a vu plus haut).

Pour que le commerce puisse contribuer davantage à la réduction de la pauvreté, il faut faire progresser les négociations de Doha et obtenir en particulier un résultat substantiel sur l'agriculture. Le secteur agricole, qui est le principal employeur des pauvres, continuera à jouer un rôle essentiel pour sortir les gens de la pauvreté. Ce rôle pourrait être renforcé si l'on faisait davantage pour lever les obstacles restants aux exportations agricoles. Les droits de douane et les subventions sont particulièrement élevés dans le secteur agricole, comme on l'a vu dans le chapitre 2, et il peut être particulièrement difficile pour les pauvres de participer au commerce en raison du comportement anticoncurrentiel de certains segments de la chaîne d'approvisionnement. L'importance croissante des chaînes d'approvisionnement dans la production a mis en relief les liens entre, d'une part, le secteur agricole et, d'autre part, le secteur des services et le secteur manufacturier, montrant que la suppression des obstacles au commerce devrait idéalement progresser simultanément dans tous les secteurs. À long terme, la capacité d'utiliser l'agriculture pour réduire la pauvreté dépendra

Encadré 3.1: Décision de l'OMC sur l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent (FDSC)

À la Conférence ministérielle de Hong Kong, en 2005, les Membres de l'OMC sont convenus d'améliorer l'accès aux marchés pour les pays les moins avancés au moyen de régimes préférentiels non réciproques et ont décidé que "les pays développés Membres, et les pays en développement Membres qui se déclarent en mesure de le faire, [offriraient] un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent sur une base durable, pour tous les produits originaires de tous les PMA pour ... au plus tard le début de la période de mise en œuvre, d'une manière qui assure la stabilité, la sécurité et la prévisibilité". Aux termes de cette décision, un accès aux marchés FDSC devait être accordé pour au moins 97% des produits. En outre, à la Conférence ministérielle de Bali, tenue en décembre 2013, les Membres de l'OMC ont décidé que les pays développés qui n'accordent pas encore un accès aux marchés FDSC pour au moins 97% des produits originaires des PMA "s'efforceront d'améliorer" leur pourcentage d'accès FDSC avant la prochaine Conférence ministérielle. Aujourd'hui, la plupart des pays développés et certains pays en développement offrent un large accès aux marchés en franchise de droits aux produits des PMA.

d'une amélioration continue de la productivité, de la réduction des coûts liés au commerce des produits agricoles, de la réduction des droits de douane sur les importations et les produits intermédiaires essentiels, comme les engrais et les machines agricoles, et de l'amélioration de l'accès à une série de services qui sont des intrants essentiels dans la chaîne de production.

Tableau 3.1: Taux de droits NPF appliqués et taux consolidés et portée des consolidations (en %), sur la base des Profils tarifaires dans le monde (2014)

	Taux de la nation la plus favorisée (NPF) en %			Taux consolidé en %			Portée des consolidations ^b
	Moyenne	Produits industriels ^a	Produits agricoles ^a	Moyenne	Produits industriels ^a	Produits agricoles ^a	Moyenne
Pays développés	4,7	2,4	18,6	10,4	5,8	40,1	99,0
Pays en développement	8,3	7,5	13,3	31,7	26,6	48,8	87,5
PMA	11,5	11,0	14,8	59,2	42,2	72,8	60,5

Source: Base de données intégrée de l'OMC et Profils tarifaires dans le monde 2014, y compris les EAV.

a On a utilisé la définition de l'OMC des produits agricoles (Agr.) et des produits non agricoles (Ind.).

b Portée moyenne des consolidations pour tous les produits. Près de 100% des produits agricoles sont consolidés.

La capacité de respecter les normes de produits est devenue un facteur important déterminant l'accès aux marchés,¹³⁵ en particulier pour les producteurs agricoles pauvres. Les normes sont souvent établies pour atteindre des objectifs importants et légitimes de politique publique du pays importateur. Des normes bien conçues peuvent faciliter le commerce en donnant aux producteurs les renseignements nécessaires pour entrer sur de nouveaux marchés. On a constaté que les normes imposées par les sociétés multinationales investissant dans les pays en développement peuvent contribuer à l'augmentation du commerce de ces pays et ont un impact important sur la réduction de la pauvreté.¹³⁶ Toutefois, le respect des normes peut aussi augmenter les coûts de production et créer de nouvelles obligations en matière d'inspection et de certification qui nuisent à la compétitivité. Il y a aussi un risque d'établir des normes trop élevées pour les petits agriculteurs ou de fixer les normes à un niveau dont les consommateurs n'ont pas réellement besoin ou qui rendent les produits inabordable. En outre, les normes peuvent être manipulées pour constituer des obstacles au commerce. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce est un exemple de programme qui aide les pays en développement à respecter les normes internationales (encadré 3.2).

Dans de nombreux pays qui ont une vaste population rurale pauvre, la productivité des agriculteurs pauvres est également influencée par les politiques commerciales et réglementaires. En Afrique notamment, ces politiques font obstacle à l'accroissement du commerce régional. Seulement 5% de la demande africaine d'aliments de base est satisfaite par d'autres pays africains.¹³⁷ Les obstacles à l'importation de semences et d'engrais peuvent limiter fortement l'augmentation de la productivité agricole. Avec l'amélioration de l'accès aux semences et aux engrais, une "Révolution verte" du genre de celle qui a eu lieu en Asie dans la seconde moitié du XX^e siècle pourrait se produire en Afrique de l'Ouest, où 20% des besoins alimentaires sont satisfaits par les importations. Avec un apport adéquat de semences et d'engrais, les pays d'Afrique de l'Ouest pourraient doubler ou tripler le rendement de la plupart des principales cultures. Bien que les gouvernements de la région soutiennent plus activement les importations, y compris à travers le commerce régional de ces intrants, il faut faire plus pour analyser et lever les obstacles liés au commerce qui limitent l'accès des agriculteurs aux intrants et leur capacité de vendre leurs produits.¹³⁸

Des normes bien conçues et bien appliquées impliquent une évaluation de leurs effets sur les pauvres. Alors que les normes sont souvent un élément important du processus d'amélioration de la production pour les pauvres, les normes mal conçues peuvent nuire à leur capacité de faire du commerce. Par exemple, les normes proposées dans la Communauté de l'Afrique de l'Est pour le maïs décoloré pourraient exclure tout le maïs produit par les petits exploitants si les exigences sont trop strictes et si rien n'est prévu pour le maïs de qualité inférieure.¹³⁹ Bien souvent, il n'est pas judicieux d'importer simplement des normes des pays développés, surtout pour les produits qui ne sont pas destinés à être exportés vers ces pays. Même s'il s'agit d'assurer la sécurité sanitaire des

Encadré 3.2: Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce

Constatant que les normes pouvaient réduire les avantages du commerce agricole pour les pauvres, cinq organisations internationales – Banque mondiale, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et OMC – ont créé en 2002 le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF). Le STDF aide les pays en développement à accéder aux marchés en améliorant leur capacité de respecter les normes, directives et recommandations internationales dans le domaine sanitaire et phytosanitaire (SPS). Il a renforcé la coopération technique dans ce domaine en améliorant la capacité des bénéficiaires d'identifier et de hiérarchiser leurs besoins SPS et de proposer des projets susceptibles d'être financés, et en améliorant les performances des bénéficiaires des projets financés par le Fonds.

produits alimentaires, les gouvernements devraient voir s'il y a des moyens équivalents et moins contraignants. Par exemple, les normes internationales applicables au lait frais pasteurisé froid exigent des procédures, des procédés et des équipements très spécifiques pour empêcher le développement de bactéries nuisibles pour la santé humaine, ce qui nécessite des investissements hors de la portée de la plupart des producteurs pauvres d'Afrique de l'Est. Or, dans de nombreux pays en développement, la plupart des gens consomment du lait cru après l'avoir fait bouillir, ce qui tue les bactéries si cela est fait convenablement. Exiger que tous les producteurs d'Afrique de l'Est respectent les normes internationales améliorerait effectivement la qualité du lait sur les marchés nationaux, mais cela pourrait compromettre la fourniture de lait par un grand nombre de petits producteurs.¹⁴⁰ Cela montre qu'il est important d'aider les producteurs pauvres à renforcer leur capacité de respecter les normes internationales.

Infrastructure et facilitation des échanges

Il est important d'améliorer l'infrastructure matérielle pour réduire les coûts du commerce et soutenir la participation des pauvres au commerce. Dans les pays à faible revenu, les commerçants et les producteurs manquent souvent d'une infrastructure de transport efficace, notamment de routes, de chemins de fer, de ports et de transports aériens de qualité – pour que leurs produits et leurs services parviennent jusqu'aux marchés de façon sûre et dans les délais voulus. L'amélioration de l'infrastructure liée au commerce peut réduire les coûts de connexion aux marchés. La mauvaise qualité de l'infrastructure représente plus de 40% des coûts du transport (jusqu'à 60% dans les pays sans littoral).¹⁴¹ Il y a un grand besoin d'investir dans l'infrastructure

dans les pays qui comptent beaucoup de pauvres. Selon des estimations récentes de la Banque mondiale, par exemple l'Asie du Sud à elle seule nécessite des investissements dans l'infrastructure de transport compris entre 411 et 691 milliards de dollars (prix de 2010) jusqu'en 2020.¹⁴² La modernisation et l'entretien des routes rurales revêtent une grande importance pour permettre aux pauvres des régions éloignées d'accéder aux marchés. L'amélioration de l'efficacité des ports peut contribuer grandement à la réduction des coûts d'expédition. Les recherches montrent que, pour un pays moyen, la mauvaise qualité des ports équivaut à un allongement de 60% de la distance jusqu'aux marchés étrangers.¹⁴³

Toutefois, il est probable qu'une approche axée uniquement sur l'infrastructure matérielle ne suffira pas pour lever les obstacles qui empêchent les pauvres de se connecter aux marchés. Pour maximiser les gains résultant de l'investissement dans l'infrastructure, il faut aussi remédier aux contraintes liées à "l'infrastructure immatérielle" – y compris les services logistiques et la gestion à la frontière. Cela nécessite des mesures politiques et des réformes réglementaires qui supposent souvent une dynamique d'économie politique complexe. Les coûts de transport sont, en moyenne, 70% plus élevés dans les pays en développement que dans les pays développés, l'Afrique étant la région où ils sont le plus élevés avec deux fois la moyenne mondiale.¹⁴⁴ Pour réduire ces coûts, il faut à la fois renforcer la concurrence, simplifier la réglementation et réformer la structure du secteur des transports. Une étude récente révèle que les gains tirés du commerce dans les régions éloignées du Nigéria et de l'Éthiopie ont tendance à être captés par les intermédiaires, ce qui montre que des coûts de distribution élevés limitent ces gains pour les pauvres dans les régions reculées.¹⁴⁵

Il est essentiel de réduire les coûts du commerce en améliorant les politiques et les procédures qui influent sur la gestion des frontières. Il est possible de réduire les coûts induits par une gestion inefficace des frontières au moyen de programmes de facilitation des échanges. Les mesures prévues dans l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (voir l'encadré 3.3) devraient servir de référence au programme de facilitation visant à permettre aux pauvres de saisir les possibilités offertes par le commerce international. Ces mesures viendraient compléter les initiatives de facilitation des échanges nationales et régionales, et les autres réformes, y compris celles qui ciblent les petits commerçants, comme les régimes commerciaux simplifiés ou la Charte pour les commerçants transfrontaliers (voir l'encadré 3.6).

Accès aux technologies liées au commerce et au financement du commerce

L'amélioration de l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) peut accroître les gains du commerce pour les pauvres. L'infrastructure des TIC dans les pays en développement est très en retard par rapport à celle des pays à revenu élevé. Au niveau mondial, les TIC ont transformé le secteur des transports. Le secteur du fret, traditionnellement très fragmenté, est devenu plus intégré, et un système de transport

Encadré 3.3: Bénéfices de l'Accord sur la facilitation des échanges

L'Accord sur la facilitation des échanges (AFE), signé à la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC, prévoit un certain nombre de mesures destinées à simplifier les procédures à la frontière comme le traitement des expéditions avant l'arrivée, la documentation et le paiement électroniques, et la mainlevée des marchandises avant la détermination finale des droits de douane. Le but est de réduire les délais et d'améliorer la prévisibilité du commerce. Le manque de facilitation des échanges est à l'origine de coûts commerciaux élevés dans les pays où les pauvres sont concentrés. Les délais à la frontière, les coûts administratifs et les procédures compliquées sont particulièrement pénalisants dans les pays en développement, surtout dans les PMA. Les délais d'acheminement des produits de l'usine jusqu'au navire entravent plus les exportations que les droits de douane à l'étranger,¹⁴⁷ notamment dans les pays à faible revenu. En Afrique subsaharienne, par exemple, le droit moyen appliqué aux importations est de 11,2%, alors que l'équivalent tarifaire *ad valorem* des retards subis par les importateurs (exprimé en termes monétaires) peut aller jusqu'à 25,6%.

La littérature économique constate que la facilitation des échanges peut améliorer les résultats à l'exportation et que les gains potentiels sont plus élevés pour les pays en développement que pour les pays développés. D'après les estimations, la mise en œuvre de l'AFE réduirait les délais commerciaux de deux jours en moyenne, avec des effets positifs importants sur le commerce.¹⁴⁸ Une étude¹⁴⁹ utilisant un échantillon d'entreprises uruguayennes montre, par exemple, qu'un allongement de deux jours de la durée des inspections à l'exportation réduit les exportations de 16,4%. Selon des estimations globales, l'AFE pourrait réduire de 14% en moyenne les coûts du commerce dans les pays en développement.¹⁵⁰ La facilitation des échanges peut aussi favoriser la diversification des exportations. Pour les pays d'Afrique subsaharienne, un ensemble de simulations montre que l'amélioration de la facilitation des échanges peut entraîner une augmentation de pas moins de 16% du nombre de produits exportés par destination.¹⁵¹

La facilitation des échanges peut être particulièrement bénéfique pour les pauvres. Les délais à la frontière ont un coût élevé, surtout pour les petits commerçants pauvres, et encore plus pour les femmes, dont le temps est limité par les obligations domestiques. La mauvaise gouvernance et la corruption affectent principalement les petits commerçants dont les marges bénéficiaires sont très minces. Les réformes qui visent à rendre les procédures à la frontière plus transparentes et prévisibles sont particulièrement importantes pour les petits commerçants, en particulier pour les femmes, qui sont généralement plus vulnérables en raison de l'asymétrie de pouvoir entre eux et les fonctionnaires et de l'absence de mécanisme efficace pour traiter les plaintes et résoudre les différends. La facilitation des échanges est aussi particulièrement importante pour les produits agricoles périssables, qui sont souvent ceux que les pauvres produisent et vendent.

multimodal organisé par les entreprises de logistique s'est développé. L'échange de renseignements entre les opérateurs de terminaux, les chargeurs et les agents en douane peut aider les fabricants et les fournisseurs de services logistiques à gérer la chaîne d'approvisionnement et peut faciliter la livraison "juste à temps" et la planification des besoins en matériaux.¹⁴⁶ L'incapacité de respecter les délais de livraison limite beaucoup l'accès aux nouvelles possibilités commerciales liées à la production dans les chaînes d'approvisionnement. Par ailleurs, le commerce transfrontières des services (mode 1 de l'AGCS) dépend largement des télécommunications pour la réalisation des transactions. L'utilisation des TIC dans le secteur du tourisme, par exemple, permet de recourir aux systèmes de réservation en ligne, de sorte que les employés locaux du secteur peuvent contourner les intermédiaires internationaux dans la chaîne de valeur du tourisme. La technologie a également favorisé la croissance rapide de l'externalisation des fonctions de l'entreprise dans les pays en développement comme l'Inde et les Philippines, créant des emplois nouveaux et mieux payés. Le travail indépendant en ligne permet aussi d'accéder à un marché de l'emploi plus vaste et plus global. Les travailleurs peuvent demander un emploi sur des plates formes comme Elance oDesk ou Freelancer.com et fournir des services par voie électronique à leur employeur.¹⁵²

Les TIC peuvent aussi aider à réduire les coûts d'information, à stimuler le commerce, à améliorer l'efficacité des marchés et à accroître le revenu des commerçants. Au Kerala, par exemple – État de l'Inde où l'industrie de la pêche est importante – l'introduction des services de téléphonie mobile pour coordonner les ventes entre les pêcheurs, les grossistes et les détaillants a réduit la dispersion des prix entre les marchés en offrant de meilleures possibilités d'arbitrage.¹⁵³ Les profits des pêcheurs ont augmenté de 8%, les prix à la consommation ont baissé de 4% et le gaspillage du poisson a diminué. Internet améliore aussi l'accès à l'information sur les marchés et sur les règles et réglementations commerciales des pays. En outre, la possibilité de réduire les coûts du commerce grâce aux contacts directs avec les acheteurs et à l'utilisation de services de distribution efficaces établis par de grandes entreprises de commerce électronique spécialisées peut créer de nouvelles possibilités d'exportation qui peuvent être utiles aux pauvres. Les taux de survie à l'exportation semblent être beaucoup plus élevés parmi les entreprises qui font du commerce électronique, et le commerce en ligne semble faciliter la participation des petites entreprises au commerce international.¹⁵⁴

Le manque d'accès au financement du commerce constitue un sérieux obstacle à la participation au commerce, surtout pour les petites entreprises des pays à faible revenu. Jusqu'à 80% des échanges mondiaux bénéficient d'une forme de financement, par exemple de crédits relais pour la période allant de l'expédition par l'exportateur à la réception par l'importateur, ou de prêts en fonds de roulement qui permettent aux exportateurs de faire face à leurs besoins financiers urgents. D'après une enquête récente, le manque d'accès au financement du commerce est un obstacle majeur au commerce pour 66% des exportateurs

africains.¹⁵⁵ Ces difficultés se sont accentuées depuis la crise financière, car les grandes banques mondiales ont réduit leurs réseaux et leurs coûts en réduisant le financement du commerce dans les pays les plus pauvres.¹⁵⁶ Une enquête réalisée en décembre 2014 par la Banque africaine de développement auprès de 900 banques montre que les banques africaines ont eu plus de difficultés à obtenir la confirmation des lettres de crédit. Lorsqu'un financement est disponible, les taux d'intérêt et les garanties exigées sont très élevés pour les commerçants (plus de 25% au dessus du taux d'inflation). Une enquête analogue réalisée par la Banque asiatique de développement estime à près de 1 000 milliards de dollars le montant du financement refusé dans l'Asie en développement, le taux de refus étant de 50% pour le financement du commerce demandé par les PME. Malgré les efforts faits pour sensibiliser aux problèmes de financement du commerce et pour y remédier au moyen de programmes ciblés et de réformes plus larges du secteur financier, l'accès limité au financement du commerce continue à entraver les échanges.

Environnement favorable

Pour que le commerce contribue à la croissance, il est essentiel de créer un environnement favorable. Au niveau des pays, plusieurs études ont confirmé que les principaux éléments d'une stratégie de croissance soutenue et inclusive étaient les suivants:¹⁵⁷

- Des investissements soutenus dans l'éducation, la santé et l'infrastructure;
- Des marchés des capitaux fonctionnant bien;
- Une réforme du marché du travail stimulant la concurrence et l'innovation dans l'économie nationale et facilitant le passage à des activités économiques plus compétitives;
- La stabilité macroéconomique;
- Une gouvernance effective, la primauté du droit et la garantie des droits de propriété.

Ces facteurs contribuent à créer les conditions permettant aux pauvres de tirer parti du commerce. La profondeur du secteur financier, la gouvernance, les droits de propriété et l'éducation sont particulièrement importants pour maximiser la contribution du commerce à la réduction de la pauvreté. Un secteur financier en bonne santé aide à surmonter les limitations de l'accès au crédit, favorise la croissance des entreprises et permet aux ménages de gérer plus facilement les risques et les fluctuations économiques. Une bonne gouvernance permet de faire respecter les contrats et accroît la prévisibilité, tandis que l'éducation est importante pour le perfectionnement des compétences. Une analyse portant sur 30 pays africains pendant la période 1981–2010 a constaté que l'ouverture commerciale a tendance à réduire la pauvreté dans les pays qui ont un secteur financier bien établi, un niveau d'éducation élevé et une solide gouvernance. Ces facteurs sont très importants pour permettre à une économie de se transformer grâce à l'ouverture commerciale en réaffectant les ressources des secteurs

moins productifs vers les secteurs plus productifs.¹⁵⁸ En réduisant les distorsions dans l'affectation des ressources, la création d'un environnement globalement favorable permet de maximiser l'effet de l'ouverture commerciale sur la croissance. Pour approfondir l'intégration dans les marchés mondiaux grâce à la réduction des coûts du commerce, il faut s'attaquer aux obstacles à l'intérieur des frontières, aux coûts internes, aux problèmes de réglementation et à bon nombre des autres politiques liées au commerce qui ont été examinées dans les sections précédentes. La réduction des coûts du commerce est essentielle pour les pays pauvres car, plus les revenus moyens sont bas, plus les coûts du commerce sont élevés.¹⁵⁹

En dépit des chocs, la situation macroéconomique généralement plus stable de nombreux pays en développement au cours des dernières décennies a créé les conditions nécessaires à une croissance soutenue et à la réduction de la pauvreté. En Afrique, l'alternance de phases d'expansion et de phases de récession avant les années 1990 a cédé la place, dans de nombreux pays, à une plus grande stabilité, favorisée par une meilleure gestion macroéconomique et par l'allègement de la dette. Ce cadre macroéconomique plus solide a même résisté aux effets de la crise de 2008–2009.¹⁶⁰ Dans un climat d'instabilité macroéconomique, où la volatilité des taux de change et la forte inflation influent directement sur le commerce et sur les décisions des entreprises, il y a peu de chances que la croissance et le commerce soient soutenus.

Les investissements transversaux dans le capital humain – notamment la bonne nutrition, l'éducation et la santé – sont d'importants déterminants à long terme de la productivité de la main-d'œuvre.¹⁶¹ Il peut être important de remédier au manque de qualification des pauvres pour encourager leur participation au commerce grâce à l'emploi dans des entreprises tournées vers l'exportation. L'existence d'une main-d'œuvre qualifiée peut aussi être un déterminant important de l'investissement lié aux chaînes de valeur mondiales et peut permettre aux pays de bénéficier des retombées positives des CVM grâce à l'emploi d'un plus grand nombre de travailleurs dans l'économie nationale. Les programmes de formation professionnelle doivent être conçus avec soin de manière à permettre aux personnes pauvres d'acquérir les qualifications demandées par les entreprises tournées vers le commerce international.¹⁶²

Il est nécessaire d'améliorer l'environnement des entreprises pour qui remédier aux contraintes encourage l'activité informelle plutôt que formelle. Ces contraintes sont notamment les taux élevés d'imposition et de cotisations sociales, les réglementations pesantes, l'accès limité au financement, les obstacles à la concurrence et la corruption. Les efforts pour y remédier, conjugués à un soutien ciblé en faveur des petites entreprises, peuvent aider à créer un environnement dans lequel les petites entreprises sont plus en mesure de participer au commerce. Dans le même temps, en raison de la taille du secteur informel et du nombre de micro et petites entreprises concernées,

il est important de rester réaliste quant à l'effet des programmes qui ne font qu'apporter un soutien direct à ces entreprises: ils doivent être complétés par des réformes pour remédier aux contraintes dans l'ensemble de l'économie.¹⁶³ Dans le même temps, le délai nécessaire pour mettre en œuvre les réformes requises dans l'ensemble de l'économie pour soutenir le passage à l'économie formelle confirme aussi l'importance de politiques facilitant la participation des entreprises informelles au commerce, par exemple pour les petits commerçants.

Pour que les effets positifs du commerce se transmettent aux pauvres, il est essentiel d'avoir des institutions commerciales qui fonctionnent bien. Les institutions d'appui au commerce restent faibles dans de nombreux pays où les pauvres sont nombreux. L'expérience des PMA qui reçoivent une aide par le biais du Cadre intégré renforcé (CIR) – mécanisme destiné à favoriser l'intégration des PMA dans l'économie mondiale – est instructive. Grâce au CIR, presque tous les PMA ont fait l'objet de rapports techniques (études diagnostiques sur l'intégration commerciale) qui analysent leur compétitivité et leur potentiel commercial. Mais certains ont eu du mal à traduire cette analyse en une réforme soutenue et de grande ampleur.

La qualité des institutions liées au commerce a aidé les pays à faible revenu qui s'en sortent mieux à maximiser les gains découlant de la croissance tirée par le commerce. La RDP lao, par exemple, a mis en place une structure institutionnelle centralisée efficace pour la politique commerciale et la coordination des projets commerciaux financés par les donateurs, ce qui a permis le lancement d'un processus répondant à la demande, avec une forte appropriation par le gouvernement. Les ministères du commerce doivent avoir les moyens d'élaborer et d'appliquer efficacement les politiques commerciales et de coordonner leur action avec divers organismes qui s'occupent de la gestion des nombreux aspects de la compétitivité sur les marchés internationaux. Par exemple, pour être efficaces, les efforts pour réduire les coûts du commerce à la frontière doivent faire intervenir non seulement l'administration douanière et le ministère du commerce, mais aussi les ministères chargés de la sécurité publique, de la santé et de l'agriculture, parmi d'autres.

Les améliorations destinées à rendre l'environnement plus favorable devraient aller de pair avec les approches ciblées mentionnées dans la section suivante. Contrairement aux grandes entreprises qui sont politiquement connectées, les petites entreprises et les agriculteurs pauvres ont souvent du mal à trouver des moyens viables de surmonter les contraintes imposées par un environnement peu favorable. Les politiques destinées à rendre l'environnement plus favorable et les réformes ciblées ne s'excluent pas mutuellement; il n'est pas nécessaire que les unes précèdent les autres, et elles peuvent être étroitement liées. Par exemple, les politiques d'intégration peuvent prévoir des mesures pour soutenir les petits commerçants et renforcer les consultations avec les pauvres, ainsi que des négociations pour réduire les obstacles au commerce des marchandises et des services.

Intégration plus poussée et atténuation des risques pour maximiser les effets positifs pour les pauvres

Cette section indique plusieurs moyens de compléter le processus d'intégration économique plus large décrit dans la section précédente par des politiques plus ciblées visant à maximiser les avantages du commerce pour les pauvres. Elle examine aussi les risques auxquels ceux-ci sont exposés et les moyens de les atténuer.

Intégration plus poussée pour maximiser les gains pour les pauvres.

Le processus plus large d'intégration économique doit être complété par des approches plus ciblées en vue de maximiser les gains pour les pauvres. Une évaluation des caractéristiques de la pauvreté au niveau national peut aboutir à des recommandations en faveur des pauvres visant, entre autres, à renforcer la connectivité infranationale, à remédier aux obstacles internes à la concurrence, à faciliter le petit commerce et à améliorer les institutions.

Il peut être très utile de s'attaquer aux problèmes de facilitation des échanges et de logistique et aux autres problèmes liés au marché intérieur qui se posent au niveau infranational. Des mesures de facilitation des échanges aux principaux points de passage internationaux – y compris celles qui sont examinées dans la section précédente – peuvent avoir des effets positifs pour les pauvres, mais elles ne suffisent pas pour maximiser les gains en leur faveur. Elles peuvent certes améliorer l'efficacité du commerce à ces points de passage, mais leurs retombées sur les populations des régions éloignées dépendent beaucoup des contraintes existant à l'intérieur des frontières, notamment de la connectivité et de la logistique infranationales, et des entraves à la concurrence.

Un effort concerté pour améliorer la logistique infranationale pourrait procurer des avantages importants aux producteurs agricoles pauvres, qui sont généralement confrontés à des coûts de transport élevés pour aller jusqu'aux points de passage internationaux éloignés. Les obstacles liés au commerce tout au long de la chaîne d'approvisionnement agricole du producteur au consommateur sont complexes, en particulier au début de la chaîne. Les premières étapes consistant à regrouper les petites quantités de produits des petits agriculteurs ont un coût élevé. La réduction des coûts de transport pourrait entraîner des gains importants. Par exemple, une réduction de 50% pourrait accroître le PIB agricole réel de 7% au Mozambique et de 3% au Malawi. Des réformes pour accroître la concurrence entre les fournisseurs de services logistiques pourraient réduire de 50% en dix ans le coût du transport des produits alimentaires de base en Afrique de l'Ouest.¹⁶⁴

La coordination des politiques en matière de commerce, de transport et de soutien à l'agriculture renforcerait ces effets; par exemple, les projets routiers en milieu rural visant à connecter les agriculteurs aux marchés risquent d'avoir des effets limités en l'absence d'investissements coordonnés dans des installations de stockage. L'absence d'installations de stockage bien conçues (financées par les pouvoirs publics, le secteur privé ou les deux) peut accroître sensiblement les coûts de transport. Une meilleure compréhension des intérêts convergents des producteurs, des acheteurs et des pouvoirs publics aurait probablement un effet positif. Cela pourrait consister, par exemple, à tirer parti de la capacité des plus grandes entreprises de s'attaquer à la source des coûts logistiques et de la volonté des grandes entreprises nationales et multinationales d'investir directement dans l'amélioration des chaînes d'approvisionnement si le cadre politique est stable et propice. Il faudrait aussi comprendre en quoi les besoins des petits producteurs sont différents de ceux des grands producteurs et comment les intermédiaires déterminent les profits des petits agriculteurs.

La réduction des coûts du transport intérieur est particulièrement importante pour les producteurs pauvres de denrées alimentaires de base. Étant donné le faible ratio valeur poids de nombreux produits agricoles, le coût du transport représente une part importante du prix final. Par exemple, une étude de 2007 sur la chaîne de valeur du manioc frais au Cameroun a montré que les coûts de manutention et de transport intérieurs représentaient entre 21% et 35% de la valeur totale de l'expédition sur une distance de livraison relativement courte de 130 kilomètres. Par comparaison, ces coûts représentent moins de 12% de la valeur des expéditions de coton fibre entre le nord du Cameroun et le port de Douala, distant de plus de 1 200 kilomètres.¹⁶⁵ Les produits alimentaires de base sont étroitement liés à la réduction de la pauvreté, compte tenu notamment de leur importance pour la sécurité alimentaire.

La promotion de la concurrence peut aider à assurer des conditions égales à toutes les entreprises, à réduire les obstacles à l'entrée pour les petites entreprises et à abaisser le coût des intrants pour les exportateurs potentiels ainsi que les prix pour les consommateurs pauvres. Le comportement anticoncurrentiel dans les réseaux de transport et de distribution, par exemple, est souvent cité comme l'une des raisons expliquant pourquoi, dans de nombreux pays, le coût des transports nationaux est plus élevé que celui des transports internationaux – même si le faible volume des expéditions intérieures, l'insuffisance de l'infrastructure et d'autres facteurs jouent aussi un rôle important.¹⁶⁶ Selon une analyse récente portant sur le sucre et le maïs au Kenya, les distorsions du marché ont entraîné une hausse des prix, réduisant par là même les revenus réels des ménages pauvres. On a estimé qu'une réduction des obstacles au commerce qui ferait baisser le prix du sucre de 20% réduirait la pauvreté de 1,5%. De même, l'adaptation des interventions publiques sur le marché du maïs pourrait faire baisser les prix de 20% en moyenne, ce qui réduirait la pauvreté de 1,8%.¹⁶⁷

Le renforcement de la concurrence entre les transformateurs et entre les négociants de produits agricoles pourrait entraîner une hausse sensible des prix départ exploitation pour les petits agriculteurs informels. Des études de cas sur les cultures d'exportation en Afrique – comme le coton au Burkina Faso, au Malawi et en Zambie, le café en Côte d'Ivoire, en Ouganda et au Rwanda, le tabac au Malawi et en Zambie et le cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana¹⁶⁸ – montrent que la structure des chaînes de valeur à l'exportation a un impact considérable sur la pauvreté et le bien être en milieu rural. Par exemple, le fractionnement de la plus grande entreprise de transformation du coton en Zambie pourrait augmenter de plus de 2% le revenu du producteur de coton moyen. De même, la concentration du secteur de la distribution constitue un obstacle à l'importation, car elle accroît les coûts du commerce¹⁶⁹ et réduit ainsi les effets bénéfiques des réductions tarifaires sur l'accès des pauvres aux marchés.

Les mesures destinées à faciliter le commerce formel et à surmonter les contraintes des petits commerçants sont importantes. Les programmes qui améliorent la transparence des réglementations commerciales peuvent être particulièrement bénéfiques pour les petits commerçants, qui n'ont souvent pas la même capacité que les entreprises de localiser et de comprendre les règles applicables. La transparence peut aussi les aider, de manière ciblée, à comprendre ou à consulter la réglementation, physiquement ou sur Internet. Les mesures de facilitation des échanges qui simplifient les procédures de dédouanement devraient avoir un effet particulièrement positif sur les petits commerçants, complétant les régimes commerciaux simplifiés ou d'autres mécanismes de ce genre. Le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), par exemple, applique un régime commercial simplifié qui prévoit des procédures et des déclarations douanières simples pour les expéditions d'une valeur de moins de 1 000 dollars EU, mais l'effet de ce régime a été limité à ce jour parce qu'il est mal connu et en raison de la méfiance réciproque entre les agents des douanes et les commerçants et du manque d'information. La Charte pour les commerçants transfrontaliers (voir l'encadré 3.6) vise elle aussi à remédier aux contraintes liées à la taille, tout en favorisant la formalisation progressive du commerce. L'un de ses principaux objectifs est d'améliorer la confiance entre les commerçants et les fonctionnaires en établissant des responsabilités mutuelles. Un autre exemple est le Projet de facilitation des échanges commerciaux dans la région des Grands Lacs soutenu par le Groupe de la Banque mondiale (encadré 3.4), qui vise à soutenir les petits commerçants dans une région fragile et en conflit.

Des systèmes plus ciblés de collecte et de diffusion de renseignements peuvent réduire les coûts d'information pour les pauvres. Les agriculteurs pauvres et les petites entreprises manquent souvent de renseignements sur les conditions du marché, les prix et la qualité des marchandises. Des enquêtes réalisées en Inde et au Népal auprès des ménages urbains et ruraux montrent que les pauvres obtiennent des informations principalement à travers des réseaux informels de personnes de confiance – parents, amis et proches – et que 2% seulement des ménages à faible revenu ont accès à Internet, à des télécopieurs

Encadré 3.4: Projet de facilitation des échanges commerciaux dans la région des Grands Lacs

L'objectif de ce projet est de faciliter le commerce transfrontières en renforçant les capacités commerciales et en réduisant les coûts pour les commerçants, en particulier les petits commerçants et les femmes, dans certaines parties frontalières de la région des Grands Lacs. Le projet soutiendra des interventions dans six pays (Burundi, Ouganda, RDC, Rwanda, Tanzanie et Zambie) qui ont un désir commun de promouvoir le commerce transfrontières et qui se heurtent à des contraintes similaires. Les indicateurs de développement utilisés pour mesurer les résultats sont les suivants: i) délai moyen de franchissement de la frontière; ii) fréquence du harcèlement des petits commerçants, notamment des femmes; et iii) façon dont les commerçants perçoivent la qualité des services fournis par les organismes présents à la frontière.

Le projet donnera la priorité à l'agriculture et au commerce des produits alimentaires (principaux produits vendus dans les zones frontalières par les petits commerçants), en ciblant les points de passage de la frontière qui constituent d'importants goulots d'étranglement dans la liaison entre les agriculteurs et les marchés régionaux. Son objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire, d'accroître les revenus de nombreux ménages pauvres et d'augmenter l'emploi dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la logistique. La première phase, qui concerne l'Ouganda, la RDC et le Rwanda, est prête et son exécution devrait commencer en octobre 2015.

ou à des ordinateurs.¹⁷⁰ Cela limite la capacité des pauvres à s'organiser collectivement pour contrebalancer le pouvoir de marché des intermédiaires, généralement plus grands et plus forts, auxquels ils vendent leurs produits et achètent leurs intrants et leurs biens de consommation. Un meilleur accès aux informations sur les marchés et les prix – notamment grâce aux TIC, comme on l'a vu plus haut – peut aider les producteurs à prendre des décisions en matière de commercialisation, à s'organiser et à élaborer des stratégies pour obtenir des prix plus élevés et plus stables pour leurs produits agricoles. Mais ces informations doivent être spécifiques au lieu, à jour et exactes, dynamiques, disponibles sur place et formulées dans une langue comprise par la population rurale. Peu de systèmes publics d'information sur les marchés répondent convenablement à ces exigences.

Des efforts doivent être faits pour renforcer les consultations avec les pauvres et améliorer l'impact des institutions pour eux. De plus en plus, des mécanismes sont utilisés pour permettre aux pauvres de faire entendre leur voix, par exemple en associant au dialogue public privé les petites

Encadré 3.5: Exemples d'amélioration de la connectivité en Inde et au Cambodge¹⁷¹

L'impact des réformes réalisées en **Inde** il y a une dizaine d'années pour accroître la participation du secteur privé à l'agriculture montre comment l'amélioration de l'efficacité dans la chaîne d'approvisionnement peut réduire les coûts et procurer des avantages aux producteurs. Depuis ces réformes, une grande entreprise agricole indienne a progressivement mis en place le système "e Choupal", consistant en simples kiosques informatiques fonctionnant avec du personnel formé dans les villages ruraux. Il existe maintenant un réseau de plus de 6 400 kiosques desservant au moins 4,3 millions d'agriculteurs, qui peuvent ainsi obtenir des renseignements sur les prix de leurs produits, ce qui leur permet de vendre au moment où ils peuvent maximiser leurs bénéfices. Les prix indiqués sont des prix approximatifs basés sur des critères qui sont communiqués à l'agriculteur à des fins de transparence, avec l'indication du centre d'achat le plus proche où il peut vendre ses produits. Ces améliorations dans la logistique et les services d'information ont notablement réduit les coûts et augmenté les bénéfices. Les e Choupals montrent aussi que des chaînes d'approvisionnement efficaces impliquent non seulement la circulation de marchandises, mais aussi l'échange d'informations entre acheteurs et producteurs, ainsi que des services logistiques plus efficaces. Malgré leur impact positif, le niveau de pauvreté rurale reste élevé en Inde, ce qui montre qu'il faut faire plus pour que les ruraux pauvres puissent tirer parti des possibilités commerciales.

L'expérience du **Cambodge** met en relief les avantages pouvant résulter d'un effort global pour réduire les coûts du commerce pour les producteurs ruraux. Selon la plus récente évaluation de la pauvreté au Cambodge effectuée par la Banque mondiale, le taux de pauvreté a été ramené de 52,2% à 20,4% entre 2004 et 2011. Du fait que 90% des Cambodgiens pauvres vivent en milieu rural, l'augmentation des prix et de la production de riz a joué un rôle déterminant dans la réduction de la pauvreté. La production de riz a augmenté grâce à l'amélioration de l'infrastructure et à la réduction des coûts d'exportation pour les agriculteurs pauvres, dans le contexte d'une politique commerciale relativement ouverte et de distorsions minimales liées aux subventions ou au contrôle des prix dans le secteur agricole.

entreprises du secteur informel, les femmes commerçantes et les ruraux qui n'ont pas accès aux réseaux institutionnels pour exercer une influence sur les politiques. Mais les consultations avec les pauvres et la diffusion de l'information commerciale doivent être plus efficaces. La situation est aggravée par le manque de transparence sur la question de savoir quels règlements s'appliquent, ce qui est souvent déterminé de manière apparemment arbitraire.¹⁷² Quand les institutions sont inefficaces, les consultations inexistantes et la transparence très limitée, il est très difficile pour les agriculteurs pauvres d'agir sur les réglementations qui limitent leur capacité de gain. L'amélioration de cette situation est étroitement liée à l'existence de données et d'analyses. Il est possible d'établir des mécanismes d'engagement des parties prenantes qui incluent les pauvres ou d'adapter les structures nationales de consultation sur les politiques. Par exemple, en Afrique où la majorité des commerçants transfrontaliers vivent dans l'extrême pauvreté et sont confrontés à divers obstacles liés aux politiques qui limitent leur capacité de tirer parti du commerce, des approches novatrices sont adoptées pour faire participer les petits commerçants aux structures institutionnelles qui régissent le commerce (voir l'encadré 3.6).

Encadré 3.6: La Charte pour les commerçants

La Charte pour les commerçants transfrontaliers, qui a été établie par la Banque mondiale et expérimentée par elle dans un certain nombre de postes frontière en Afrique subsaharienne, énonce un ensemble de droits et d'obligations qui s'appliquent à la fois aux commerçants et aux fonctionnaires. Les obligations sont clairement exposées afin d'accroître la transparence et de mieux faire connaître les règles et dans l'espoir d'améliorer les comportements aux frontières et de favoriser une formalisation progressive du petit commerce transfrontières. La Charte exige par exemple que, si une inspection physique du commerçant est demandée, le fonctionnaire en donne la raison, et que les femmes commerçantes aient le droit d'être inspectées en privé par des fonctionnaires féminins. Autre exemple, les commerçants doivent acquitter des droits appropriés et présenter les documents requis lorsqu'ils franchissent la frontière. À l'issue de consultations avec les petits commerçants aux principaux points de passage de la frontière, la Charte est appliquée à titre expérimental à la frontière entre le Malawi et la Zambie, avec l'assistance de la Banque mondiale, et elle pourrait être déployée dans d'autres pays. C'est un exemple d'approche novatrice qui tient mieux compte des besoins des pauvres dans la mise en œuvre de la politique commerciale.

Le principe de l'élaboration de politiques qui tiennent mieux compte des pauvres peut être appliqué largement. Par exemple, une analyse de la pauvreté pourrait être incorporée de façon plus explicite dans les études diagnostiques sur l'intégration du commerce réalisées dans les PMA. Ces études pourraient aussi inclure plus systématiquement des consultations avec les parties prenantes pauvres (femmes commerçantes, petits commerçants et agriculteurs, par exemple), comme cela s'est fait récemment en Zambie.¹⁷³ Ces approches retiennent de plus en plus l'attention des entreprises multinationales et des gouvernements nationaux. Par exemple, l'initiative du Forum économique mondial, "Une nouvelle vision pour l'agriculture", repose sur des processus nationaux pour accroître la productivité agricole (principalement au niveau des petits producteurs), réunissant associations de producteurs, entreprises et pouvoirs publics. Un comité national a été établi en Tanzanie pour mettre en œuvre cette nouvelle vision, sous la direction du Ministre de l'agriculture et d'un vice président d'Unilever et avec la participation d'entreprises mondiales et locales, d'organismes donateurs, de membres de la société civile et de dirigeants agricoles. Ce comité a établi un programme visant à générer 1,2 milliard de dollars de revenus agricoles et à créer 420 000 emplois dans le Corridor austral de croissance agricole, en grande partie pour les petits agriculteurs.¹⁷⁴ Une autre approche consiste à créer des bourses de produits agricoles ciblant explicitement les besoins des agriculteurs pauvres (encadré 3.7).



Encadré 3.7: Bourses de produits agricoles

Les bourses de produits agricoles ont pour but de relier les agriculteurs et les acheteurs en amont, et de permettre aux agriculteurs de mieux comprendre les conditions du marché et d'obtenir de meilleurs prix pour leurs produits. La Bourse éthiopienne des produits de base (ECX), un mécanisme d'opérations au comptant établi en 2008, comprend un système d'entrepôt qui évalue la qualité des produits livrés et émet des récépissés électroniques qui peuvent être négociés à la bourse (ou gagés contre des prêts bancaires). Tout le café et le sésame éthiopien qui n'est pas exporté directement par les agriculteurs doit être négocié à l'ECX en vertu de la loi. L'ECX touche 2,4 millions de petits agriculteurs à travers les coopératives agricoles qui en sont membres.¹⁷⁵ Grâce à l'utilisation efficace de la technologie mobile, les bourses de produits agricoles peuvent servir de plate forme où les agriculteurs reçoivent des informations à jour sur les marchés, ce qui les aide à optimiser leurs décisions de vente. La Bourse des produits agricoles du Kenya (KACE), où se négocient des produits d'exportation non traditionnels comme le maïs et les haricots,¹⁷⁶ diffuse quotidiennement, par SMS et bulletins radio, des renseignements sur les prix d'une vingtaine de produits recueillis auprès des vendeurs à l'intention des agriculteurs et des intermédiaires tels que les négociants.¹⁷⁷ De même, l'ECX fournit des données sur les marchés sous diverses formes, notamment au moyen de panneaux d'affichage dans les campagnes. En 2011, son service SMS comptait 156 000 abonnés et recevait 61 000 appels par jour demandant des renseignements sur les prix.¹⁷⁸ L'utilisation de ces systèmes peut entraîner une augmentation significative des revenus grâce à un meilleur accès à l'information et aux services – 75% des agriculteurs ont indiqué que leur revenu avait augmenté grâce à la KACE.¹⁷⁹

Il y a un besoin évident de faire participer davantage les femmes à la politique commerciale, tout en redoublant d'efforts pour assurer l'égalité hommes femmes. Comme on l'a vu au chapitre 2, les femmes sont représentées de manière disproportionnée dans le petit commerce transfrontières, et elles pourraient retirer des gains importants du commerce. Une politique commerciale bien conçue devrait tenir compte des effets potentiellement différents sur les hommes et sur les femmes et de la manière dont leur participation au commerce varie. Par exemple, les femmes sont plus vulnérables aux abus au passage des frontières, d'autant que la très grande majorité des agents des douanes sont des hommes. Et, en l'absence d'efforts plus larges pour remédier

aux obstacles à l'égalité hommes femmes, les femmes chefs d'entreprise qui auraient les moyens d'exporter risquent de ne pas pouvoir participer aux réseaux commerciaux dominés par les hommes.

Les plates formes de connaissances sont un moyen d'encourager l'élaboration et la mise en œuvre de politiques commerciales inclusives. Il s'agit de mécanismes permettant de recueillir des renseignements, de consulter les acteurs concernés, d'améliorer la transparence et d'appliquer des politiques, en visant généralement un problème politique spécifique. Elles permettent d'aborder différemment les problèmes liés au commerce, en commençant par identifier le problème plutôt que les contraintes spécifiques imposées par les institutions. Par exemple, la Banque mondiale a aidé à développer une plate forme de connaissances pour accroître la compétitivité des services professionnels dans la Communauté de l'Afrique de l'Est. Cette plate forme a permis de réunir des décideurs, des entreprises, des universitaires et d'autres parties prenantes pour identifier et surmonter les obstacles. Une approche analogue pourrait être utile pour un certain nombre de problèmes liés au commerce qui touchent de près les pauvres. Par exemple, une plate forme de connaissances nationale ou régionale axée sur les questions relatives au commerce agricole pourrait aider à identifier les obstacles à l'exportation et à l'importation qui empêchent les pauvres de profiter davantage de l'agriculture. Elle pourrait réunir des experts et des décideurs des secteurs du commerce, de l'agriculture, de la santé et de la sécurité sanitaire, et d'autres organismes gouvernementaux, ainsi que des agriculteurs et d'autres parties prenantes, et elle pourrait être mise en place aux niveaux national et régional.

Les associations de producteurs, les coopératives et les institutions similaires qui cherchent à concilier les intérêts des différents participants aux chaînes de valeur pro pauvres ont un rôle important à jouer. Les coopératives agricoles, par exemple, sont très répandues dans les pays développés. Mais, dans les pays en développement, 10% seulement des agriculteurs participent à des organisations de producteurs.¹⁸⁰ Ces organisations peuvent aider les agriculteurs à surmonter les contraintes dues à la petite taille. Même si le regroupement formel en une organisation de producteurs n'est pas envisagé (il faut noter que les décisions à cet égard doivent être prises par le secteur privé et non par les pouvoirs publics), des mesures facilitant la coopération et la coordination entre les différents stades de la chaîne de valeur peuvent être utiles. L'exemple du système e Choupal en Inde (voir l'encadré 3.5) en témoigne. Au Maroc, la Société marocaine de commercialisation et d'exportation favorise le regroupement des petits producteurs agricoles et diffuse des informations sur les possibilités d'exportation, le transport, la logistique et d'autres aspects des exportations que les producteurs n'auraient pas les moyens d'obtenir individuellement. Au niveau mondial, les associations de producteurs sont un élément important de la stratégie agricole du Groupe de la Banque mondiale et de l'initiative "Une nouvelle vision pour l'agriculture" du Forum économique mondial évoquée ci dessus. Il faut effectuer des travaux plus systématiques pour analyser l'impact

des organisations de producteurs et des institutions analogues, afin d'aider les petits producteurs à surmonter les contraintes dues à leur petite taille et de définir des interventions efficaces.

Les organismes de promotion des exportations et de facilitation de l'investissement à caractère public ou privé peuvent aider les pauvres à surmonter les difficultés liées à la petite taille et à saisir les possibilités commerciales. Ils peuvent être particulièrement efficaces lorsque les organisations de producteurs, les coopératives ou les autres associations aident à réduire les coûts aux premiers stades du processus d'exportation, dont ces organismes ne s'occupent pas. Le soutien public doit tenir compte des dimensions de la pauvreté. Il faudrait, par exemple, veiller à la représentation des femmes dans les entreprises soutenues par ces organismes, et tenir compte des problèmes de genre qui peuvent empêcher les femmes commerçantes de bénéficier des avantages.

Le tourisme est un important secteur de services qui peut contribuer à la réduction de la pauvreté dans les régions éloignées et là où l'économie informelle prédomine. D'après une étude récente, entre 10% et 25% des dépenses touristiques vont aux pauvres.¹⁸¹ Or, ce secteur n'est pas performant dans de nombreux pays où il y a beaucoup de personnes en situation d'extrême pauvreté. Les pauvres peuvent profiter des possibilités offertes par le tourisme en fournissant des biens et des services aux touristes qui voyagent dans les régions où ils vivent. L'influence des chaînes de valeur mondiales (compagnies de croisières et grands organisateurs de voyages) peut être importante. La participation accrue des pauvres aux chaînes de valeur du tourisme pourrait contribuer à la réduction de la pauvreté, et il faut accorder plus d'attention à la manière dont les gouvernements interagissent avec ces acteurs dominants du point de vue des politiques ainsi qu'au caractère et à la structure des investissements dans l'infrastructure.

Comprendre et gérer les risques

Les risques auxquels les pauvres sont confrontés les empêchent de profiter des possibilités économiques créés par le commerce. Le chapitre 2 a montré que la faiblesse des institutions et l'absence de marchés fonctionnant bien limitent la capacité des agriculteurs d'atténuer les risques et que des institutions faibles dans des États fragiles empêchent de gérer convenablement l'impact des chocs de prix liés au commerce. Comme l'ouverture au commerce déplace l'activité économique des zones moins productives vers les zones plus productives, l'effet sur la population – notamment sur les personnes vulnérables – peut être considérable. Il faut accorder plus d'attention aux mécanismes permettant de gérer ces ajustements et de réduire autant que possible leur effet négatif sur les pauvres, qui sont les moins aptes à se prendre en charge après un choc défavorable. Dans les projets du Groupe de la Banque mondiale, par exemple, les compétences relatives aux marchés du travail et la mise en place de systèmes de protection sociale sont intégrées de façon plus systématique, conformément à la Stratégie de la Banque pour le commerce.

L'Aide pour le commerce peut être utilisée pour répondre aux besoins d'ajustement liés au commerce, mais elle l'a peu été jusqu'à présent. Parmi les cinq thèmes de l'initiative Aide pour le commerce (voir l'encadré 3.9), l'ajustement lié au commerce est le domaine qui a reçu le moins d'assistance depuis le lancement de l'initiative en 2005. Lors de l'examen global de l'Aide pour le commerce de 2013, il a été signalé que l'aide à l'ajustement lié au commerce s'était élevé à 63 millions de dollars, soit environ 0,15% du montant total des engagements au titre de l'Aide pour le commerce, qui était de 41,5 milliards de dollars.¹⁸² Les raisons de cette situation méritent d'être analysées, en examinant en particulier la relation entre les ajustements liés au commerce et les caractéristiques de l'extrême pauvreté décrites dans le présent rapport.

Il faut accorder plus d'attention à l'atténuation des risques qui empêchent les pauvres d'adopter des stratégies pour tirer parti des possibilités commerciales. Le modèle analytique descendant, principalement utilisé dans l'analyse du commerce et de la pauvreté, qui suit les variations des prix relatifs résultant de l'ouverture commerciale jusqu'à leurs effets sur les pauvres, n'identifie pas les risques auxquels ceux-ci sont exposés et qui limitent leur capacité d'interagir avec les marchés. Par exemple, le fait que les agriculteurs de subsistance ont peu de moyens pour gérer les risques économiques, climatiques et autres auxquels ils sont confrontés aggrave les contraintes dues à leur faible niveau de revenu et d'épargne qui les empêchent d'investir dans les nouvelles technologies, telles que les semences et les engrais, que le commerce rend plus disponibles et moins coûteuses. De même, les entreprises du secteur informel peuvent ne pas avoir accès aux capitaux nécessaires pour investir dans des stratégies d'atténuation des risques qui leur permettraient de s'intégrer dans les marchés formels et d'en retirer plus d'avantages.

Une meilleure coordination des politiques relatives au marché du travail et des politiques commerciales peut aider à atténuer les conséquences défavorables temporaires de la concurrence des importations. Souvent, la possibilité pour une personne pauvre d'offrir sa force de travail est le principal moyen de sortir de la pauvreté – et le commerce peut modifier fondamentalement la demande de main-d'œuvre, créant plus d'emplois formels mieux rémunérés. L'Initiative de collaboration internationale sur le commerce et l'emploi a examiné un large éventail de priorités dans ce domaine. Les politiques relatives au marché du travail qui sont les plus utiles pour compléter l'ouverture commerciale dans les pays en développement sont notamment les systèmes de protection sociale permettant de compenser les pertes dues aux chocs liés au commerce, les mesures facilitant le respect des normes du travail et les mesures visant à formaliser davantage l'emploi.¹⁸³ Les systèmes de protection sociale soutenus par les partenaires de développement et destinés à protéger le revenu réel des pauvres lorsqu'il est menacé par des chocs extérieurs peuvent faire partie de la gestion du risque de conflit dans les États fragiles.¹⁸⁴ Mais il faut aussi mieux comprendre les liens entre la pauvreté, l'emploi informel et le commerce. Les études existantes

portent surtout sur la manière dont l'ouverture commerciale influence la nature de l'emploi, plutôt que la question distincte (mais liée) qui est de savoir comment la nature informelle du travail pour la majorité des pauvres du monde influe sur leur capacité de profiter du commerce et la manière et comment y remédier.

La diversification des exportations en vue de réduire la vulnérabilité des pauvres aux chocs commerciaux touchant des produits particuliers est une autre priorité. Le Cambodge, par exemple, a réussi à réduire la pauvreté presque exclusivement grâce aux exportations de riz, exposant les agriculteurs au risque de chocs de prix sur les marchés. La diversification des exportations s'impose en pareils cas (et elle a déjà lieu au Cambodge, grâce notamment au développement, ces dernières années, du secteur des vêtements destinés à l'exportation et du commerce des services). La diversification des exportations est utile aussi pour surmonter les difficultés rencontrées par les États fragiles en proie à des conflits. La diversification des produits exportés en particulier au profit de secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, peut générer des revenus qui atténuent le risque de retour à la violence après les conflits.¹⁸⁵

La volatilité des prix des produits alimentaires a des effets particulièrement importants pour les pauvres, à la fois en tant que producteurs et en tant que consommateurs de ces produits. Les politiques gouvernementales peuvent accroître cette volatilité et réduire la capacité des petits pays pauvres à gérer les effets négatifs des chocs. L'interaction des différents effets des chocs des prix des produits alimentaires sur les consommateurs et les producteurs est complexe, mais, d'après des études récentes de la Banque mondiale, les hausses des prix des produits alimentaires ont un impact net positif sur les pauvres deux ou trois ans après un choc de prix, mais elles peuvent aggraver plus durablement la situation des consommateurs urbains. Toutefois, les mesures à la frontière prises par les gouvernements pour protéger les pauvres contre les effets des chocs de prix sont collectivement inefficaces et peuvent avoir des conséquences négatives pour les pauvres. La coopération internationale pour supprimer les distorsions du commerce agricole est un moyen de remédier à ces effets. Au niveau national, des politiques visant à améliorer la protection sociale et l'assistance aux consommateurs et aux producteurs affectés peuvent avoir un effet plus positif sur les revenus réels que les interventions commerciales.¹⁸⁶ Les mécanismes permettant de gérer plus efficacement les risques – tels que l'assurance intempéries et l'assurance des récoltes d'entrepôt mentionnés ci-dessus – ont également un rôle important à jouer.

Le commerce peut aussi aider à faire face à la vulnérabilité des pauvres au changement climatique. La fréquence accrue des événements climatiques extrêmes et des sécheresses crée des risques supplémentaires pour les pauvres déjà vulnérables dans de nombreux pays. À cela s'ajoute le fait que de nombreux producteurs des pays pauvres dépendent de l'agriculture pluviale. Dans les zones rurales, le changement climatique pourrait réduire encore plus la production alimentaire. Les politiques commerciales

seront importantes pour faciliter le commerce des pays en excédent vivrier vers ceux qui sont en déficit, jouant ainsi un rôle crucial dans la sécurité alimentaire, tout en offrant un accès aux intrants (par exemple, les variétés de cultures résistantes à la sécheresse) pour atténuer l'impact du changement climatique sur la production alimentaire.¹⁸⁷

Les effets divers du changement climatique créeront des possibilités mais aussi des risques dans le secteur agricole, et le commerce sera essentiel pour réduire la volatilité de l'offre.

On estime que le changement climatique provoquera des chocs hétérogènes à travers les pays et les régions. En Afrique de l'Est, par exemple, les prévisions climatiques indiquent que certains pays connaîtront de graves sécheresses qui pourraient réduire la production agricole, alors que d'autres ne seront que légèrement touchés. Cela montre qu'il est important de mieux apparier l'offre et la demande entre les pays, ce qui peut être compromis par les restrictions commerciales, comme les interdictions d'exporter.¹⁸⁸

Comprendre les liens entre le commerce et la pauvreté en améliorant les données et les analyses

Un nouveau programme axé sur les données et les analyses, et mieux connecté aux autres domaines des politiques (par exemple marchés du travail, agriculture et d'égalité hommes-femmes) offrirait une base plus solide pour concevoir les politiques nécessaires afin de maximiser les avantages du commerce pour les pauvres. L'amélioration des données est indispensable pour identifier les principales contraintes rencontrées par les pauvres et définir des interventions efficaces. Pour l'instant, il n'existe pas de données complètes sur la structure du commerce auquel participent les personnes en situation d'extrême pauvreté (volumes, types de marchandises et de services et modes de transport). Il faut analyser davantage les obstacles qui pèsent lourdement sur les pauvres, à la fois pour encourager à trouver des réponses à ces problèmes et pour éclairer la conception des politiques.

Le point de départ pour renforcer l'impact des politiques commerciales sur la pauvreté est une meilleure compréhension de la nature de la pauvreté dans chaque économie. Les enquêtes sur les ménages, qui étaient limitées à 22 pays dans le Rapport sur le développement dans le monde de 1990, fondé sur l'une des bases de données internationales les plus complètes relatives à la pauvreté, dépassent aujourd'hui le millier.¹⁸⁹ Ces enquêtes ont considérablement amélioré la capacité de mesurer la pauvreté, de concevoir les politiques et d'évaluer les progrès dans la réduction de la pauvreté, mais il reste des lacunes importantes. Pour mieux comprendre la structure de la pauvreté au niveau national, il faut disposer des données de recensement d'enquêtes à jour sur la pauvreté et d'autres données économiques. Il faut aussi des

données cohérentes entre les pays pour aller au-delà des analyses nationales et examiner, par exemple, les régions frontalières voisines où la pauvreté est concentrée. Il faut en particulier davantage de données ventilées par sexe pour comprendre la participation des femmes à l'économie et les liens entre genre et pauvreté. La collecte des données pertinentes sur le commerce et la pauvreté est particulièrement difficile dans les pays fragiles.

Pour mesurer l'impact des politiques d'intégration commerciale sur les pauvres, il faut des indicateurs des coûts de transaction dans le commerce international. Il y a eu une amélioration régulière des indicateurs permettant de mesurer les coûts du commerce – grâce, par exemple, à la base de données sur les coûts du commerce de la Banque mondiale/CESAP (qui mesure les coûts commerciaux bilatéraux pour les produits agricoles et les produits manufacturés), à l'indice de performance logistique et aux indicateurs *Doing Business*. Toutefois, ces indicateurs nationaux des coûts de transaction ne sont pas suffisants pour comprendre les divers niveaux des coûts du commerce pour les pauvres et doivent être complétés par des indicateurs relatifs aux coûts du commerce pour les pauvres dans chaque pays ou région. Par exemple, le coût d'expédition d'un conteneur par le port principal, qui est important pour l'intégration d'un pays dans les marchés internationaux, ne renseigne pas sur les coûts commerciaux pour les pauvres dans les régions rurales ou le secteur informel. Le coût de l'acheminement des produits jusqu'au marché et le coût de franchissement de la frontière sont peut-être les principaux déterminants des coûts pour les petits commerçants pauvres. Il faut donc un large éventail de données pour concevoir des politiques efficaces afin de réduire les coûts du commerce.

Les indicateurs des coûts du commerce doivent aussi tenir compte des coûts du commerce des services. Le commerce des services peut jouer un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté, mais ce rôle est souvent négligé. Les services sont des intrants indispensables pour presque toutes les autres activités et ils créent des emplois. Par exemple, les services de transport connectent les pauvres aux marchés, le commerce des services de santé et d'éducation permet de rendre l'environnement plus favorable, et l'innovation dans le commerce des services financiers (par exemple, l'utilisation de téléphones mobiles) peut améliorer l'accès des pauvres au financement. En outre, quelques études indiquent que le commerce transfrontières des services peut être important à la fois pour les consommateurs et pour les fournisseurs de services.¹⁹⁰ Il est intéressant de noter que les fournisseurs pauvres vont parfois fournir à l'étranger des services habituellement considérés comme "non échangeables", comme la coiffure. Les indicateurs qui peuvent être pertinents pour déterminer la participation des pauvres au commerce des services sont notamment le coût du financement du commerce, le coût de l'assurance-récolte, les tarifs des services standardisés et le délai et le coût d'obtention d'un permis de travail dans les pays voisins.

Il faut plus de données sur les contraintes commerciales localisées dans les régions où les pauvres sont concentrés. Par exemple, l'indice de performance logistique de la Banque mondiale, qui donne une image détaillée de la logistique au niveau national, est de plus en plus complété par des analyses infranationales de la performance logistique. Pour évaluer la connectivité au niveau infranational dans les "régions en retard",¹⁹¹ on peut utiliser à la fois des systèmes d'information géographique, une analyse des réseaux et une analyse des chaînes d'approvisionnement. Il s'agit d'un domaine nouveau, et il est prioritaire de continuer à évaluer la connectivité au niveau infranational, pour donner une image plus claire des contraintes liées au commerce qui pèsent sur les pauvres. En général, les études diagnostiques sur le commerce gagneraient à être plus centrées sur les contraintes locales et autres rencontrées par les pauvres. Comme les données sont limitées, la plupart de ces études ne portent que sur l'économie formelle au niveau national en se concentrant sur des pays particuliers, de sorte qu'elles n'identifient pas les principales retombées transfrontalières et sont rarement intégrées dans une analyse plus profonde examinant les questions relatives à la pauvreté, aux États fragiles et à l'égalité hommes-femmes.¹⁹²

Il faut de meilleures données sur le secteur informel en raison de son importance dans les pays qui comptent beaucoup de pauvres. Les recherches existantes sont centrées sur l'impact de la libéralisation des échanges sur le secteur formel, alors qu'il est nécessaire de mieux comprendre les obstacles que l'activité informelle impose à la participation au commerce afin de pouvoir y remédier. Il est urgent de mener des enquêtes plus complètes sur le marché du travail, car bon nombre des hypothèses concernant l'impact du commerce sur l'emploi ne reposent que sur l'expérience de la petite fraction (dans de nombreux pays) de travailleurs salariés, et non de la majorité de ceux qui, dans le secteur informel, ont une activité de subsistance ou une activité indépendante.¹⁹³

L'existence d'un plus grand nombre de données sur la participation des femmes au commerce pourrait améliorer la conception des politiques liées au commerce. De nombreux responsables politiques et autres parties prenantes adoptent des approches qui supposent que les possibilités commerciales et les effets du commerce sont les mêmes pour les hommes et les femmes ou que la politique commerciale n'a pas sa place dans le traitement des inégalités hommes-femmes. Le chapitre 2 a examiné le rôle important des femmes dans le commerce et les difficultés particulières qu'elles rencontrent pour tirer parti des possibilités commerciales. Une meilleure reconnaissance de ces difficultés est la première étape pour y remédier plus efficacement.

L'investissement dans de nouveaux instruments et de nouvelles sources de données peut permettre d'obtenir les renseignements nécessaires pour mieux guider l'analyse des politiques. Les données d'enquête et les autres approches

à court terme (relativement) moins coûteuses sont importantes. Par exemple une enquête réalisée par la Banque mondiale en 2011 et 2012 auprès de plus de 600 commerçants à différents postes frontière en Afrique a permis d'avoir une idée plus claire des obstacles liés à la politique commerciale auxquels se heurtent ces commerçants, qui sont pour la plupart pauvres, et en majorité des femmes.¹⁹⁴ Elle a servi de base à un projet de facilitation des échanges de la Banque mondiale, le premier du genre, qui vise à améliorer les conditions pour les petits commerçants.

Il existe aujourd'hui de nouvelles technologies qui permettent de recueillir des données plus directement auprès des pauvres, en évitant les coûts et les difficultés administratives des enquêtes à grande échelle. On a constaté que les enquêtes rapides sur la consommation sont efficaces pour obtenir des renseignements essentiels dans les États fragiles et en conflit.¹⁹⁵ De nouvelles techniques, comme les enquêtes participatives et les "enquêtes mystère," permettent d'obtenir des renseignements sur les obstacles et les risques rencontrés par les pauvres dans le domaine du commerce.¹⁹⁶ Les enquêtes participatives, qui consistent à solliciter les contributions d'un grand nombre de personnes (souvent une communauté en ligne ou un groupe d'utilisateurs d'appareils mobiles), semblent efficaces pour obtenir des renseignements auprès des communautés pauvres et éloignées. La pénétration rapide de la téléphonie mobile dans les régions pauvres d'Afrique et d'Asie du Sud accroît le nombre de participants potentiels à ces enquêtes. Les enquêtes participatives peuvent peut-être être utilisées de diverses manières pour suivre l'impact du commerce (encadré 3.8). Il peut être demandé aux participants de donner des renseignements sur les obstacles au commerce qu'ils rencontrent ou d'indiquer les prix des produits et des services, ce qui peut donner des indications sur le degré d'intégration des marchés entre les pays. Ces enquêtes devraient s'accompagner d'autres actions destinées à encourager la participation.

De meilleures données peuvent aider les pays à surmonter les difficultés d'économie politique qu'ils rencontrent pour maximiser les gains en faveur des pauvres. Il se peut, par exemple, que des acteurs politiquement influents résistent à des réformes qui réduisent leur rente économique mais génèrent des gains de bien-être à grande échelle. L'amélioration des données sur lesquelles reposent la discussion et la formulation et la mise en œuvre des politiques peut aider ceux qui souhaitent réformer des règles commerciales politiquement difficiles à appliquer. Les responsables politiques et les fonctionnaires peuvent rendre mieux compte des engagements qu'ils ont pris et les résultats positifs de décisions politiquement difficiles peuvent être portés à leur crédit. Il faut aussi que les parties prenantes puissent constater les progrès accomplis et bénéficier des avantages de l'ouverture au commerce pour que les responsables politiques puissent rallier un soutien en faveur de nouvelles mesures visant à approfondir l'intégration.

Encadré 3.8: Études pilotes à partir de données provenant de sources participatives

En 2014, la Banque mondiale a réalisé trois études pilotes sur le commerce intrarégional en Afrique au moyen d'enquêtes participatives effectuées par SMS. La première étude portait sur les prix et la qualité du maïs, des semences et des engrais et ciblait les agriculteurs du Burkina Faso, du Cameroun, du Ghana, du Kenya, du Malawi, du Mali, de l'Ouganda, de la Tanzanie et de la Zambie. Des SMS ont été envoyés à environ 150 personnes sélectionnées à l'aide d'un annuaire téléphonique dans chacun des pays visés.

Dans cette enquête, il était demandé aux agriculteurs d'indiquer le prix qu'ils payaient pour les engrais qu'ils utilisaient. Les résultats montrent que les prix de produits homogènes peuvent être très différents entre des pays voisins. Le prix de l'urée, par exemple, était plus élevé de 16% au Kenya qu'en Tanzanie.

Outre la collecte de données sur les prix et les quantités de certains produits et services, l'enquête a recueilli l'avis des consommateurs et des producteurs sur une série d'indicateurs qualitatifs et a évalué dans quelle mesure les agriculteurs étaient satisfaits des semences qu'ils utilisaient, ce qui a produit des résultats intéressants: au Cameroun, par exemple, les agriculteurs sont beaucoup moins satisfaits de leurs semences que dans les autres pays.

La deuxième étude pilote a permis de recueillir des données quantitatives sur le commerce des services de santé et d'éducation au Cameroun, au Ghana, au Kenya, au Malawi, au Nigéria, en Ouganda, au Rwanda, en Tanzanie et en Zambie, notamment: i) des données sur les professionnels de la santé et de l'éducation, ainsi que sur les étudiants et les patients concernés par le commerce des services de santé et d'éducation; ii) des renseignements sur les différences de coût et de qualité des diplômes et des traitements médicaux entre les pays; et iii) des renseignements sur la reconnaissance des diplômes universitaires et des qualifications médicales obtenus à l'étranger. Les résultats de cette enquête réalisée par SMS soulignent l'ampleur et l'importance du commerce régional des services de santé et d'éducation et indiquent que la disponibilité et la qualité des services ont plus d'influence sur les flux commerciaux que le coût. Les enquêtes participatives ont également donné des renseignements sur certains obstacles au commerce des services, comme le délai de reconnaissance des diplômes étrangers ou le coût des cours exigés pour la reconnaissance de ces diplômes.

La troisième étude consistait en une enquête par téléphone mobile auprès de petits commerçants transfrontaliers au Kenya, au Malawi, en Tanzanie et en Zambie. Les commerçants étaient interrogés sur leur expérience la plus récente lors du passage de la frontière, notamment sur la question de savoir combien de temps il leur avait fallu, s'ils avaient payé des redevances non officielles, s'ils avaient subi des insultes ou un abus physique et quelles marchandises ils transportaient. Les données ont été ventilées par sexe.

Les trois études pilotes confirment que les techniques d'enquête participative peuvent générer de nouveaux indicateurs de l'intégration commerciale. Les questions relatives à la représentativité de l'échantillon et à la taille qu'il doit avoir pour donner des résultats significatifs doivent être examinées avec soin. Cela étant dit, l'avantage des enquêtes participatives en termes de coûts et leur capacité de produire de nouvelles données dans des délais plus courts que les enquêtes traditionnelles en face à face sont très prometteurs pour ce qui est d'élargir les données sur l'intégration commerciale et de combler les lacunes dans l'information sur l'impact du commerce sur les pauvres.

L'OMC et le Groupe de la Banque mondiale soutiennent le commerce comme moyen de réduire la pauvreté

L'OMC et le Groupe de la Banque mondiale contribuent au développement économique et à l'amélioration du sort des personnes pauvres grâce au commerce.

Jusqu'à présent, leur collaboration a consisté surtout à soutenir les efforts faits pour réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires entre les pays ainsi que les autres sources des coûts du commerce. Le présent rapport souligne qu'il est possible d'approfondir cette coopération afin de maximiser l'impact des politiques commerciales sur les pauvres.

Utilisation de tout le potentiel de l'économie mondiale pour la réduction de la pauvreté est une priorité importante pour le Groupe de la Banque mondiale. L'un des principaux objectifs de son programme de réforme a été de produire de meilleurs résultats pour ses clients en assurant une collaboration plus efficace entre secteurs,

de façon à mettre à profit les meilleures expériences et les meilleures connaissances pour relever les défis du développement. Ce changement a permis au Groupe d'être mieux à même de répondre à ce qui est l'un des principaux messages du présent rapport: la nécessité d'assurer une plus grande cohésion entre la mise en œuvre de la politique commerciale et d'autres domaines d'action souvent considérés comme distincts, comme le marché du travail, l'agriculture, l'égalité hommes-femmes et les situations de fragilité et de conflit.

La Stratégie pour le commerce 2011–2021 du Groupe de la Banque mondiale, dont la mise en œuvre est confiée au pôle Commerce et compétitivité, Pratiques mondiales, répond aux multiples dimensions de l'objectif consistant à maximiser les avantages de l'intégration commerciale pour les pauvres. Le soutien aux travaux relatifs au commerce est passé de 3,3 milliards de dollars pendant l'exercice 2004 à 13,2 milliards de dollars pendant l'exercice 2014. La Stratégie du groupe de la Banque s'articule autour de quatre thèmes en réponse à cette demande croissante: compétitivité et

diversification du commerce; facilitation des échanges, logistique de transport et financement du commerce; soutien à l'accès aux marchés et coopération commerciale internationale; gestion des chocs et promotion d'une plus grande inclusion. Environ la moitié des engagements de la Banque mondiale relatifs au commerce (exercice 2014) portaient sur la facilitation des échanges, en réponse à la forte demande des pays en développement ainsi qu'à la prise de conscience croissante de l'importance des réformes axées sur la facilitation des échanges. Il y a des synergies évidentes entre ces priorités et les défis décrits dans ce rapport. Par exemple, la Stratégie donne la priorité aux efforts visant à promouvoir l'inclusion dans l'ensemble des travaux du Groupe de la Banque relatifs au commerce, notamment en développant les travaux sur les petits commerçants, en encourageant le commerce intérieur pour relier les régions éloignées et défavorisées à l'intérieur des pays et entre eux et en accordant plus d'attention à la dimension hommes-femmes des projets commerciaux. Le travail plus large du pôle Commerce et compétitivité permet de soutenir dans les pays dans de nombreux domaines où une action complémentaire est nécessaire pour maximiser les gains du commerce, y compris l'amélioration du climat d'investissement, la connexion aux chaînes de valeur mondiales et la montée en gamme dans ces chaînes, et l'encouragement de l'innovation et de l'entrepreneuriat.

Le commerce jouera un rôle déterminant dans la mise en œuvre du plan d'action du Groupe de la Banque mondiale visant à mettre fin à la pauvreté et à la faim. Comme on l'a vu dans les chapitres précédents, le commerce peut aider à diffuser des connaissances sur les nouvelles technologies, à mettre celles-ci à la disposition des pauvres, notamment les semences résistant à la sécheresse, à relier les agriculteurs pauvres aux marchés et aux chaînes de valeur et à améliorer ainsi les possibilités d'accroître les revenus. Les domaines spécifiques dans lesquels le Groupe développe son soutien sont, notamment, les suivants:

- Faciliter le commerce des intrants agricoles grâce à la reconnaissance mutuelle et, le cas échéant, à l'harmonisation (au niveau régional) des normes et des certificats concernant les semences et les engrais;
- Améliorer la transparence et la prévisibilité des politiques commerciales et des filets de sécurité, y compris en disciplinant davantage l'utilisation de mesures commerciales ad hoc, comme les interdictions d'exporter, en améliorant la qualité et la disponibilité des renseignements sur les marchés et en harmonisant les filets de sécurité qui protègent le pouvoir d'achat des plus pauvres et des plus vulnérables;
- Investir dans l'infrastructure et les réformes qui réduisent les coûts de connexion aux marchés et faire en sorte que la structure d'incitation en faveur de la production et de la commercialisation des produits agricoles soit compatible avec l'augmentation des revenus des agriculteurs pauvres.

Au cours des dernières années, le Groupe de la Banque mondiale a redoublé d'efforts pour soutenir le commerce des services. Pour cela, il a identifié les obstacles au commerce des services, analysé l'éventail complet des contraintes pesant sur la compétitivité des secteurs de services dans les pays en développement et aidé les pays à engager les réformes nécessaires. Un cadre a ainsi été défini pour analyser les questions de compétitivité et identifier le potentiel d'exportation grâce à un ensemble d'outils sur la compétitivité des services publié récemment. Celui-ci est complété par des outils pour l'évaluation de la réglementation du commerce et des services et de l'investissement, qui donnent des indications sur la manière d'évaluer et de réformer l'environnement réglementaire des services. Ces outils ont déjà été utilisés comme base des réformes dans un certain nombre de pays, dont plusieurs pays moins avancés comme le Cambodge, le Libéria et la RDP lao.

Les efforts déployés au niveau multilatéral pour réduire les obstacles au commerce, dans le cadre du GATT, puis de l'OMC, ont eu un effet important sur la croissance, et donc sur la réduction de la pauvreté. Même si l'intégration unilatérale et régionale explique en partie la croissance des échanges, l'intégration multilatérale a joué un rôle majeur (des chercheurs¹⁹⁷ ont estimé, par exemple, que la réduction de la moyenne pondérée des droits d'importation de la Chine, qui a été ramenée de 21,4% à 7,9% était due exclusivement à son accession à l'OMC), et l'on constate souvent que les deux processus se renforcent mutuellement.¹⁹⁸

Les engagements pris dans le cadre de l'OMC renforcent la bonne gouvernance et la prévisibilité des conditions d'accès aux marchés, ce qui a en soi une valeur économique en plus des réformes des politiques commerciales. Des études estiment que la croissance économique augmente de 2,5% en moyenne pendant au moins cinq ans après l'accession d'un pays à l'OMC, entraînant une augmentation permanente de la production d'environ 20%.¹⁹⁹ L'accélération de la croissance est la plus forte dans les pays dont les institutions sont de moins bonne qualité au départ, ce qui indique que les engagements dans le cadre de l'OMC peuvent favoriser le développement économique en contribuant à la bonne gouvernance. Selon une autre étude,²⁰⁰ la plus grande certitude des conditions commerciales résultant de l'accession de la Chine à l'OMC en 2001 expliquerait 22% de la croissance des exportations du pays vers les États-Unis. Le système de l'OMC fondé sur des règles et ses activités de suivi ont permis de limiter les réponses protectionnistes à la crise économique mondiale de 2008–2009.

Le caractère flexible de l'OMC laisse aux pays en développement une grande marge de manœuvre pour adapter leurs engagements en fonction de leurs propres priorités, y compris la réduction de la pauvreté, mais cela doit être pondéré en fonction des avantages découlant des engagements qui favorisent la stabilité et la prévisibilité. Les règles de l'OMC prévoient une flexibilité pour aider les pays en développement à faire face aux coûts et aux risques liés à la libéralisation des échanges. Les dispositions spéciales concernant ces pays (traitement spécial et différencié) prévoient une réciprocité qui n'est pas totale dans

les négociations sur l'accès aux marchés et des préférences non réciproques accordées par les économies avancées, une flexibilité spéciale pour limiter les importations et promouvoir les exportations (y compris au moyen de subventions dans certaines conditions), et des mesures pour remédier aux contraintes en matière de ressources, y compris l'octroi d'une assistance technique et la possibilité de mettre en œuvre les engagements plus lentement.²⁰¹ L'Accord sur la facilitation des échanges prévoit une approche nouvelle de la flexibilité qui lie l'assistance technique à la fixation par les pays en développement eux-mêmes de leurs délais de mise en œuvre. Conformément à l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, les mesures visant à développer l'infrastructure rurale, à accroître l'investissement dans la recherche agricole, à fournir des services de formation et de vulgarisation aux agriculteurs et à apporter une aide en cas de catastrophe naturelle sont toutes exemptées des plafonds monétaires (elles font partie de ce qu'on appelle la "catégorie verte"). Alors que la catégorie verte s'applique à la fois aux pays développés et aux pays en développement, les pays en développement bénéficient d'un traitement spécial pour la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire, la fourniture de produits alimentaires subventionnés aux personnes dans le besoin et divers types de subventions. Enfin, certaines dispositions de l'OMC autorisent des exceptions à des fins de sécurité alimentaire, en permettant par exemple aux Membres de maintenir des restrictions temporaires à l'exportation (tout en tenant dûment compte de la sécurité alimentaire des pays importateurs). En général, le fait de bénéficier d'exceptions aux règles de l'OMC doit être pondéré en fonction des avantages découlant des engagements qui favorisent la stabilité et la prévisibilité.

L'OMC comprend aussi divers mécanismes institutionnels spécifiquement axés sur les problèmes des pays en développement. Le Comité du commerce et du développement est chargé entre autres fonctions, de superviser la mise en œuvre de l'assistance technique liée au commerce fournie par l'OMC. L'OMC pilote l'initiative Aide pour le commerce (voir l'encadré 3.9) et elle a établi des partenariats avec d'autres organisations dans le cadre de diverses initiatives de renforcement des capacités commerciales dans les pays en développement, telles que le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce et le Cadre intégré renforcé. En juillet 2014, elle a lancé son Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges qui doit permettre à tous les pays d'obtenir un soutien pour mettre en œuvre l'AFE. L'OMC fournit en outre des renseignements sur la mise en œuvre des engagements par les partenaires commerciaux, y compris les listes d'engagements des Membres et les notifications (concernant, par exemple, les subventions, les obstacles techniques au commerce et les mesures SPS), qui seraient très difficiles à obtenir et très coûteux pour de nombreux pays en développement.²⁰² Le Mécanisme d'examen des politiques commerciales examine régulièrement la façon dont chaque Membre de l'OMC met en œuvre ses engagements, ce qui permet à chacun de connaître les politiques des autres et d'évaluer sa propre politique commerciale et de formuler ses besoins spécifiques en matière d'assistance technique. Enfin, le Mécanisme de règlement des différends de l'OMC contient une série de dispositions qui accordent une attention particulière aux problèmes des pays en développement et qui accordent à ces pays une flexibilité spéciale

Encadré 3.9: L'Aide pour le commerce

Depuis son lancement en 2005, l'initiative Aide pour le commerce pilotée par l'OMC – et dont le Groupe de la Banque mondiale est un partenaire important – a permis d'augmenter sensiblement l'assistance liée au commerce en mettant davantage l'accent sur les résultats. Cette initiative a pour but de sensibiliser les gouvernements à l'importance du commerce pour le développement et de mobiliser des ressources pour remédier aux contraintes du côté de l'offre ayant un lien avec le commerce dans les pays en développement. Elle comprend quatre grandes catégories d'aide: politique et réglementation commerciales; infrastructure économique (transport, énergie et télécommunications); renforcement des capacités de production (aide sectorielle); et ajustement lié au commerce. En 2013, les engagements au titre de l'Aide pour le commerce se sont élevés à 56,7 milliards de dollars, soit près de 40% de l'APD totale. Plusieurs études révèlent qu'en général, l'Aide pour le commerce est corrélée positivement avec les résultats à l'exportation et la réduction des coûts du commerce.²⁰³ La difficulté de mettre fin à la pauvreté montre que l'Aide pour le commerce est toujours nécessaire et que ses liens avec la réduction de la pauvreté et l'inclusion peuvent être considérablement renforcés. Par exemple, dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce, il n'y a guère eu de discussion sur la manière de maximiser l'impact de l'aide sur les pauvres, l'accent étant mis en général sur les moyens de stimuler la croissance et les exportations.

dans les procédures de règlement des différends compte tenu de leurs contraintes éventuelles en termes de ressources, notamment pour la mise en œuvre des décisions rendues à l'issue de ces procédures. Les pays en développement peuvent aussi obtenir une assistance juridique dans les procédures de règlement des différends par l'intermédiaire du Secrétariat de l'OMC ou auprès du Centre consultatif sur la législation de l'OMC.

Le Groupe de la Banque mondiale et l'OMC coopèrent entre eux ainsi qu'avec d'autres organisations multilatérales pour promouvoir le commerce comme moyen de réduire la pauvreté.

Le Groupe de la Banque est un partenaire essentiel dans l'initiative Aide pour le commerce. Entre autres exemples de coopération, il faut citer le soutien apporté par le Groupe à la négociation et à la mise en œuvre de l'AFE, le rôle des deux institutions dans le Cadre intégré renforcé et les actions qu'elles mènent pour faire en sorte que la nouvelle réglementation financière établie par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire à la suite de la crise financière mondiale n'ait pas de conséquences négatives imprévues sur la disponibilité du financement du commerce.²⁰⁴

Conclusion: Renforcement du programme de politique commerciale en faveur des pauvres

Les questions exposées dans ce chapitre devraient être considérées comme un cadre pour l'analyse de certaines des politiques importantes relatives au commerce qui peuvent maximiser la contribution potentielle du commerce à l'éradication de la pauvreté. L'intégration des marchés peut transformer les économies, accélérer la croissance, entraîner des gains de productivité et stimuler les revenus. Ces changements ont permis de faire reculer la pauvreté au cours des 20 dernières années. Pour mettre fin à la pauvreté, il sera essentiel de maintenir les marchés ouverts et de réduire encore plus les coûts du commerce. Il faudra aussi prendre des mesures pour remédier aux contraintes qui empêchent les pauvres, dans chaque pays, de profiter des possibilités créées par le commerce.

La réduction des distorsions des échanges et des coûts du commerce peut entraîner des gains importants. Le secteur agricole, par exemple, continuera à jouer un rôle essentiel pour sortir les gens de la pauvreté, mais les droits de douane restent élevés sur les marchés de destination, les subventions qui faussent les échanges restent importantes, et les exportateurs continuent à supporter les coûts élevés liés à une facilitation insuffisante des échanges. Pour créer de nouvelles possibilités économiques, il est essentiel de mener à bien le Cycle de Doha, de renforcer la coopération commerciale régionale et d'entreprendre les réformes unilatérales, mais il faut aussi appliquer des politiques qui permettent de réduire effectivement les coûts du commerce, notamment en améliorant l'environnement économique, la facilitation des échanges et l'infrastructure liée au commerce. Dans les pays où il y a beaucoup de personnes très pauvres, la mise en œuvre des réformes exposées dans ce chapitre pourrait approfondir l'intégration dans le système commercial mondial et contribuer à renforcer la connexion des personnes en situation d'extrême pauvreté avec les marchés internationaux, tout en gérant les risques auxquels elles sont confrontées.

En appliquant le cadre d'analyse politique et d'action décrit ici, les décideurs devraient reconnaître que les populations pauvres dans différents secteurs économiques sont souvent confrontés à des problèmes analogues. Par exemple, les difficultés et les contraintes liées à l'emploi des pauvres dans l'économie informelle se retrouvent dans le secteur des services, dans le secteur agricole et dans le secteur manufacturier. Des politiques applicables à l'ensemble des secteurs auront probablement plus d'impact que des politiques de portée plus étroite. Pour que les politiques ciblant des secteurs particuliers atteignent leurs objectifs, il faut chercher à améliorer les cadres institutionnels ou à remédier aux contraintes économiques générales, comme celles qui empêchent les femmes de participer pleinement à l'économie. Dans le même temps, il est utile d'analyser les moteurs de la compétitivité dans les secteurs et les chaînes de valeur qui sont importants pour les pauvres.

Pour faire en sorte que le partage international de la production puisse contribuer à la réduction de la pauvreté, il faut comprendre les liens entre les secteurs et les dimensions politiques. En permettant aux pays de participer plus facilement à certains segments de la chaîne de valeur, les CVM donnent la possibilité de suivre un chemin de développement plus fragmenté et plus éclectique – offrant aux pauvres des possibilités plus variées – que le modèle traditionnel fondé sur la “progression” d'un secteur à un autre (voir l'encadré 1.5). De même que les CVM exigent que les responsables politiques comprennent mieux les liens entre les politiques dans les domaines du commerce, de l'investissement, des qualifications, de l'infrastructure, entre autres, les liens entre les secteurs sont importants pour déterminer la participation aux chaînes de valeur mondiales. La capacité d'accéder à des services de qualité abordables (par exemple la logistique) peut être un déterminant important des choix d'investissement liés aux CVM. En comprenant le potentiel de participation aux CVM et de progression à l'intérieur de ces chaînes, les responsables politiques peuvent se concentrer sur les différents domaines dans lesquels il est possible d'accroître les avantages pour les pauvres et de s'attaquer aux obstacles spécifiques qui limitent leur participation à certains stades d'une chaîne de valeur.

Un message fondamental est que, pour contribuer au maximum à l'élimination de la pauvreté, la politique commerciale doit être élaborée et appliquée conjointement avec d'autres politiques. Le cadre décrit dans ce chapitre montre qu'il existe des relations claires entre les diverses dimensions de la pauvreté. Si l'on s'attaque aux problèmes rencontrés par les petits commerçants, par exemple, cela profitera à bon nombre des femmes en situation d'extrême pauvreté, et si l'on atténue les risques liés au commerce dans les États fragiles et en conflit, cela aura probablement des effets bénéfiques pour les nombreux ruraux pauvres vivant dans ces pays. À un niveau plus large, si l'intégration économique peut être assurée de manière à maximiser les gains et à réduire les risques liés à la pauvreté, les effets du commerce sur les personnes en situation d'extrême pauvreté dépendent aussi de la nature de la pauvreté. Par exemple, l'amélioration des politiques liées au commerce peut être importante pour limiter les conflits dans les États fragiles, mais au final, l'impact sur la réduction de la pauvreté sera limité si l'on ne s'attaque pas aux causes profondes des conflits. Ou bien, dans les pays où subsistent de fortes disparités hommes-femmes, les retombées du commerce sur les personnes en situation d'extrême pauvreté seront limitées, même si le commerce peut aider à créer des possibilités économiques pour les femmes. Cela montre bien que comme on l'a dit au début de ce chapitre, il faut adopter des approches plus intégrées pour s'attaquer à l'extrême pauvreté, reposant sur une compréhension des déterminants fondamentaux de la pauvreté dans chaque pays et de la manière dont l'intégration économique peut contribuer, de concert avec d'autres politiques, à l'amélioration des moyens d'existence des personnes en situation d'extrême pauvreté.

Le Groupe de la Banque mondiale et l'OMC ont tous deux un rôle important à jouer dans la promotion de la cohérence pour soutenir la gouvernance multilatérale du système commercial et la mise en œuvre de politiques commerciales qui procurent le plus d'avantages possible aux pauvres. Le système commercial multilatéral a un effet positif important sur la création d'un environnement favorable au niveau mondial, qui permet au commerce de contribuer à la croissance et à la réduction de la pauvreté, tout en contribuant aux bonnes performances économiques des pays. Un système commercial multilatéral ouvert, prévisible, non discriminatoire et fondé sur des règles restera dans l'avenir un indispensable outil de développement et de réduction de la pauvreté. Des progrès concrets dans le cadre du Programme de Doha créeront de nouvelles possibilités économiques, renforceront la confiance des entreprises et relanceront le soutien

de la coopération multilatérale visant à consolider la stabilité de l'économie mondiale. Tout en soutenant les réformes commerciales multilatérales, régionales et unilatérales, le Groupe de la banque mondiale tient de plus en plus compte des difficultés rencontrées par les pauvres pour tirer parti du commerce. C'est pour cela qu'il a mis en place sa Stratégie pour le commerce et son pôle Commerce et compétitivité, Pratiques mondiales, et qu'il redouble d'efforts pour relever les défis de la fragilité, de l'agriculture et d'autres défis. Les deux institutions coopèrent étroitement sur un vaste programme de travail. L'Aide pour le commerce et les autres formes de coopération multilatérale sont importantes pour réduire les coûts du commerce qui restent élevés dans les pays en développement et pour faire reculer la pauvreté. Le présent rapport montre qu'il est important d'élargir la portée de ce programme afin de maximiser les effets positifs du commerce pour les pauvres.



NOTES

1. À savoir, mettre fin à l'extrême pauvreté en ramenant la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour à moins de 3% de la population mondiale d'ici à 2030. Voir <http://www.worldbank.org/en/publication/global-monitoring-report/report-card/twin-goals>.
2. Communiqué de presse de l'OMC, 14 avril 2015, et Banque mondiale (2011e).
3. Commission sur la croissance et le développement (2008).
4. OMC (2014).
5. OMC (2014).
6. OMC (2014).
7. Kingdom *et al.* (2006).
8. OIT (2013).
9. Les données sur la pauvreté qui figurent dans cette partie proviennent de la Banque mondiale (2015a).
10. Banque mondiale (2015a). L'Afrique est confrontée à des difficultés particulières pour mettre fin à l'extrême pauvreté, non seulement en raison du nombre de pauvres, mais aussi parce que bon nombre d'entre eux sont bien loin du seuil de pauvreté. Il y a beaucoup moins de pauvreté immédiate en Afrique subsaharienne qu'en Chine ou en Inde, où cela a facilité la réduction de la pauvreté. Chandy *et al.* (2013) montrent que la pauvreté est moins sensible aux variations de la croissance et de la distribution en Afrique subsaharienne qu'en Inde ou en Chine, quel que soit le taux de pauvreté.
11. L'analyse approfondie des tendances de la pauvreté globalement et par pays est rendue difficile par les lacunes importantes dans les données. Voir le chapitre 3, et Banque mondiale (à paraître a).
12. Dollar *et al.* (2013).
13. Dollar *et al.* (2013).
14. Feenstra et Hanson (1999), Baldwin et Cain (2000).
15. Données relatives à l'Amérique latine et aux Caraïbes tirées de Banque mondiale (2013a); données pour le Moyen Orient et l'Afrique du Nord tirées de Ianchovichina (2014).
16. Winters (2002) et Winters *et al.* (2004).
17. OMC (2014).
18. Coe *et al.* (1997), Gera *et al.* (1999), Xu et Wang (1999), Acharya et Keller (2009), Van Meijl et van Tongeren (1998).
19. Voir Helpman (1993).
20. Des données empiriques récentes concernant l'Argentine montrent que les entreprises des secteurs qui ont le plus amélioré leur accès aux marchés sont plus susceptibles d'accroître leurs dépenses de technologie que les entreprises opérant dans des secteurs où l'ouverture commerciale a été moins ambitieuse. Voir Bustos (2011).
21. Voir Jamison *et al.* (2001), Owen et Wu (à paraître), Papageorgiou *et al.* (à paraître).
22. Voir Papageorgiou *et al.* (à paraître).
23. Banque asiatique de développement (2010).
24. Voir, par exemple, Rodriguez et Rodrik (2001). La principale hypothèse dans ces modèles est que l'apprentissage par la pratique existe uniquement dans le secteur manufacturier et que les connaissances développées dans le Nord ne peuvent pas être transférées au Sud. Par contre, il est maintenant bien établi qu'il existe des retombées des connaissances (Keller, 2010), bien que l'on ne connaisse pas encore leur ampleur. Une conclusion générale de la littérature économique est que, même s'il y a des effets négatifs du commerce sur la croissance, si les retombées des connaissances sont importantes, au final, l'effet du commerce sur la croissance est positif (Baldwin et Robert Nicoud, 2008). Pour une analyse, voir OMC (2008).
25. Commission sur la croissance et le développement (2008).
26. Cet encadré provient de la Banque mondiale (2014c).
27. Christiaensen *et al.* (2013).
28. Loayza et Raddatz (2006) constatent, à partir d'une analyse transnationale, que non seulement l'ampleur de la croissance économique, mais aussi sa composition sont importantes pour réduire la pauvreté, les plus grandes contributions provenant des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre (tels que l'agriculture, la construction et le secteur manufacturier).
29. Christiaensen *et al.* (2011).
30. Voir le tableau 2 dans Banque mondiale (2014c).
31. Linking Africa to Build Africa; Banque mondiale (à paraître b).
32. Voir Le Goff et Singh (2014).
33. Bolaky et Freund (2008).
34. Ramey et Ramey (1995); Aghion et Banerjee (2005); Hnatkovska et Loayza (2005); Martin et Rogers (2000).
35. Breen et Garcia Penalosa (2008); Banque interaméricaine de développement (1995); Laursen et Mahajan (2005).
36. Jansen *et al.* (2015).
37. FMI (2014).
38. Banque mondiale (2015d).
39. McCorriston (2011).
40. Plusieurs études analysent cette question. Certaines examinent l'effet de l'ouverture sur l'écart entre les travailleurs très qualifiés et peu qualifiés et constatent que cet écart a diminué (ce qui signifie que les travailleurs peu qualifiés ont

- gagné relativement plus que les travailleurs très qualifiés). D'autres études montrent que l'écart de salaire a augmenté mais que cela est associé à des salaires plus élevés aussi bien pour les travailleurs très qualifiés que pour les travailleurs peu qualifiés. D'autres études mettent en évidence un effet positif sur le niveau d'emploi des travailleurs peu qualifiés. Voir Verhoogen (2008), Pellandra (2013), Frías *et al.* (2009), Amiti et Cameron (2011), Kumar et Mishra (2008) et Mishra et Das (2013), Burstein *et al.* (2013).
41. Fajnzylber et Maloney (2005).
 42. Bottini et Gasiorek (2009) montrent qu'une augmentation de 10 points de pourcentage de la part des exportations d'un secteur (comme mesure de l'ouverture) a conduit à une augmentation moyenne de 3,5% de l'emploi au Maroc pendant la période 1994-2002. Cette étude montre aussi qu'il n'y avait pas de corrélation significative entre les importations et la destruction d'emplois, malgré une ouverture commerciale considérable au Maroc pendant cette période. Cela peut être dû au fait que certaines politiques en matière d'emploi ont facilité l'ajustement à court terme pour les travailleurs. Feenstra et Hong (2010) calculent que, pour la Chine, une augmentation de 1 000 dollars des exportations a généré entre 0,16 et 0,20 personne années d'emploi. Edmunds et Pavcnik (2006) montrent que la libéralisation du marché du riz au Viet Nam a entraîné une augmentation des salaires horaires. Dans d'autres travaux, les observations sont plus mitigées. Casabuerta *et al.* (2004) observent une relation positive entre les mesures d'ouverture commerciale et la création d'emplois dans le cas de l'Uruguay, mais les effets sont plutôt faibles (moins de 0,1%). Dans le cas de l'Afrique du Sud, Dunne et Edwards (2007) montrent que la libéralisation du commerce a un effet net nul sur l'emploi. Les gains dans les secteurs d'exportation sont contrebalancés par des pertes dans les secteurs concurrençant les importations. Voir aussi OCDE (2012).
 43. Les paragraphes précédents s'appuient sur Banque mondiale (2013c).
 44. Taglioni et Winkler (2014).
 45. Cela s'appuie en grande partie sur Taglioni et Winkler (2014).
 46. En effet, l'application de droits de douane plutôt que de contingents est l'orientation choisie dans le cadre des règles commerciales multilatérales depuis le GATT et encore plus dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture, en particulier pour les produits agricoles.
 47. FMI (2011).
 48. Banque mondiale (2015a).
 49. Livingston *et al.* (2011). En outre, Ravallion *et al.* (2007) estiment qu'en 2002, plus de 70% des pauvres d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud vivaient en zone rurale, même si la part des pauvres vivants en milieu urbain a augmenté au cours de la décennie précédente.
 50. Ravallion *et al.* (2007) et Ligon et Sadoulet (2007).
 51. Ce paragraphe est tiré de Banque mondiale (2007), page 46.
 52. Ravallion et Chen (2007).
 53. En utilisant des données provenant d'enquêtes sur les ménages avant et après les réformes de politique commerciale menées en Inde, Topalova (2007) constate que les populations rurales pauvres tirent moins parti de la libéralisation des échanges que les autres groupes de revenu ou que les pauvres vivant en milieu urbain.
 54. Banerjee *et al.* (2008).
 55. Banque mondiale (2011d).
 56. Foster et Briceño Garmendia (2008) indiquent qu'en Afrique, les routes rurales sont généralement en mauvais état et tardent à être refaites. Le mauvais état des routes et le manque de concurrence pour les services de transport intérieur augmentent les coûts du transport, en particulier sur les routes rurales. Par exemple, au Malawi, les coûts du transport (par tonne/km) entre les exploitations agricoles et les marchés sont 10 à 20 fois plus élevés que les coûts du transport entre les marchés et les ports au Mozambique voisin. En conséquence, le coût du transport de marchandises sur 40 km entre le village et le marché au Malawi représente près de la moitié du coût du transport des mêmes marchandises sur près de 1 200 km entre le marché au Malawi et le port de Beira. La concurrence limitée entre les fournisseurs de services de transport (ruraux) permet à ces derniers de tirer parti des asymétries d'information et elle peut faire baisser les prix pour les agriculteurs, tout en les maintenant élevés sur les marchés intermédiaires (Kunaka, 2010; Hoppe et Newfarmer, 2014).
 57. Milner *et al.* (2001) montrent que les marges de transport élevées pèsent sur les exportations des régions rurales en Ouganda.
 58. Au Bangladesh, la libéralisation du commerce a aidé à atténuer la crise alimentaire consécutive aux inondations de 1998, les importations de riz ayant permis de stabiliser les prix du marché. Voir del Ninno *et al.* (2001).
 59. Nicita (2004).
 60. Atkin et Donaldson (2014). De nouvelles recherches intéressantes montrent aussi l'effet distributif de l'arrivée de nouveaux magasins de détail: voir Atkin *et al.* (2015).
 61. Litchfield *et al.* (2003) montrent qu'au Viet Nam, l'ouverture au commerce extérieur a augmenté la disponibilité d'intrants agricoles tels que les engrais et les pesticides. Gisselquist et Grether (2000) font un constat identique pour les agriculteurs du Bangladesh.
 62. Lopez *et al.* (1995) montrent qu'au Mexique, la réaction de l'offre aux incitations par les prix est beaucoup plus faible pour les agriculteurs pauvres ayant un accès plus limité aux capitaux.
 63. Foster et Briceño Garmendia (2008).
 64. Voir Banque mondiale (2013b).
 65. Voir FIDA (2011).
 66. FAD (2004).
 67. CTA (2010).
 68. D'après Banque mondiale (2012a).
 69. CNUCED (2009).
 70. Skees et Collier (2008).
 71. Voir Foster et Rosenzweig (2010).
 72. Voir Murdoch (1990).

73. Voir Peterman *et al.* (2011) (toutefois, les données empiriques ne sont pas concluantes) et Foster et Rosenzweig (2010).
74. Anderson *et al.* (2013).
75. Banque mondiale (2015).
76. La définition des pays fragiles provient de la liste de l'OCDE, qui comprend les pays jugés fragiles par la Banque mondiale et d'autres banques régionales de développement (ci après la "liste de la Banque mondiale") et les pays qui obtiennent un score élevé (supérieur à 90) selon le Failed States Index du Fonds pour la paix.
77. Les détails des listes de la Banque mondiale et de l'OCDE sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/overview>. Dix-sept des 33 pays figurant sur la liste de la Banque mondiale pour 2015 se trouvent en Afrique.
78. Collier et Duponchel (2013) et Klapper *et al.* (2013).
79. Cali et Miaari (2013) et Ksoll *et al.* (2014).
80. Bundervoet *et al.* (2009) et Shemyakina (2011).
81. Justino et Verwimp (2006).
82. C'est l'autre critère principal couramment utilisé pour la classification des pays dits fragiles. La liste de la Banque mondiale considère comme fragile tout pays dont la note selon l'évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) (qui est une moyenne entre les notes CPIA de la Banque mondiale et des banques régionales de développement) est inférieure à 3,2.
83. Hodler et Raschky (2014).
84. Blattman et Miguel (2010).
85. Cali et Varela (2013).
86. Cali (2014a).
87. Voir Amodio et Di Maio (2014) pour un exemple.
88. Collier et Duponchel (2013).
89. Klapper *et al.* (2013).
90. Ksoll *et al.* (2014) estiment que les volumes d'exportation hebdomadaires ont diminué de 38%, en raison d'un taux d'absence des travailleurs de 50% au plus fort des violences.
91. Fernandez *et al.* (2011).
92. Menon et van der Meulen Rodgers (2015).
93. Verpoorten (2009).
94. Deininger (2003).
95. Arias *et al.* (2014).
96. Qureshi (2013).
97. Cali *et al.* (2015).
98. Moore (2015).
99. Arias *et al.* (2014).
100. Bozzoli et Brück (2009).
101. Akresh *et al.* (2012) et Bundervoet *et al.* (2009).
102. Ce lien est confirmé par de plus en plus de données microéconomiques (Dube et Vargas, 2013; Maystadt *et al.*, 2014; Berman *et al.*, 2014; Abidoye et Cali, 2015), mais est plus contesté au niveau des pays (par exemple Bazzi et Blattman, 2014; Cotet et Tsui, 2013; Cali et Mulabdic, 2014; et Lei et Michaels, 2014).
103. Abidoye et Cali (2014).
104. Blades *et al.* (2011) et Banque mondiale (2013c).
105. L'étude de Heintz (2008) porte sur l'Afrique du Sud, le Brésil, El Salvador, l'Inde et le Kenya.
106. Le rapport compare le nombre d'individus pauvres (vivant dans des ménages pauvres) exprimé en pourcentage du nombre total d'individus (pauvres et non pauvres) dans une catégorie d'emploi donnée.
107. Les observations portent sur la période 1998-2012. La seule exception concerne l'Iraq en 2006, l'informalité étant définie comme l'absence d'accès à l'assurance maladie ou à la sécurité sociale. La Banque mondiale (2014a) confirme qu'en Malaisie, les travailleurs informels et ceux du secteur agricole sont les groupes où il y a une forte concentration de ménages dans les quatre déciles inférieurs.
108. Banque mondiale (2013c).
109. Loayza et Rigolini (2006).
110. Maloney (2004).
111. Winters et Martuscelli (2014).
112. La vérification la plus approfondie de l'hypothèse d'une relation entre la libéralisation du commerce et le secteur informel a été faite par Goldberg et Pavcnik (2003) qui, en utilisant la variation de la protection des industries dans le temps, n'ont trouvé aucune corrélation entre la protection et la part du secteur informel au Brésil, et une faible corrélation en Colombie. Ils concluent que, par rapport aux rigidités du marché du travail, la politique commerciale a une influence secondaire sur l'ampleur de l'emploi informel. Plus récemment, Menezes Filho et Muendler (2011) ont constaté un effet significatif de la libéralisation du commerce sur le marché du travail, mais pas de relation statistiquement significative entre le travail informel et le commerce au Brésil. Bosch *et al.* (2012) avancent que l'augmentation de 10 points de pourcentage de la part du secteur informel au Brésil dans les années 1990 a été due surtout à l'accroissement des coûts de licenciement et très peu à la réforme commerciale de grande envergure.
113. PNUD (2014a).
114. ONU (2010).
115. ONU (2014).
116. PNUD (2014b).
117. ONU (2014).
118. Voir Cali (2014b) pour des données internationales et Hallward Dreiemeier *et al.* (2011) pour des exemples précis.
119. Voir le chapitre 6 de Banque mondiale (2012b).
120. Encadré basé sur le chapitre 6 de Banque mondiale (2012b).
121. Voir l'encadré 6.1 dans Banque mondiale (2012b).
122. Chioda (2015).
123. Banque mondiale (2012b).
124. Voir Miet Maertens et Johann Swinnen (2012).
125. Les fonctionnaires estiment qu'entre 20 000 et 30 000 personnes franchissent chaque jour le poste frontière de

- Goma Rubavu entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, dont une majorité de femmes. En Afrique du Sud, on estime que le petit commerce transfrontalier représente environ 30 à 40% des échanges intrarégionaux, avec un montant de 17,6 milliards de dollars EU par an, et que 70% de ce commerce est effectué par des femmes (SARDC, 2008).
126. Garcia *et al.* (2013).
 127. Voir Ndumbe (2013).
 128. CNUCED (2012).
 129. Voir aussi le film "Les Petites Barrières" à l'adresse <http://go.worldbank.org/MKK5U1Y2D0>.
 130. Bussuroy *et al.* (2012).
 131. Asli Demirgüç Kunt (2013).
 132. Banque mondiale (2012a).
 133. Pour plus de précisions, voir Brenton *et al.* (2011).
 134. Banque mondiale (2015a).
 135. OMC (2012 et 2014).
 136. Maertens *et al.* (2011) et Kadigi *et al.* (2010).
 137. Banque mondiale (2012).
 138. Keyser *et al.* (2015).
 139. Voir Keyser (2012).
 140. Keyser et Jensen (2012).
 141. Limao et Venables (2001).
 142. Andres *et al.* (2013).
 143. Clark *et al.* (2004).
 144. OMC (2004).
 145. Atkin et Donaldson (2014).
 146. Un autre exemple de l'utilisation des TIC pour rendre le commerce plus efficient est le suivi par GPS des camions en transit par les autorités douanières du pays de transit. Cela permet de localiser les camions en temps réel pour que les commerçants et les agents des douanes puissent préparer le dédouanement à l'avance, ce qui pourrait réduire la charge financière pour les petits commerçants en remplaçant le système de cautions ou de garanties de transit.
 147. Hummels (2007).
 148. Hillberry et Zhang (2015).
 149. Volpe Martincus *et al.* (2015).
 150. Parmi les différentes mesures, celles qui auraient le plus d'impact sur le volume des échanges seraient l'amélioration de l'accès aux renseignements relatifs au commerce, la simplification et l'harmonisation des documents, la rationalisation des procédures et leur automatisation. Voir Moisé Leeman et Sorescu (2013).
 151. Beverelli *et al.* (2015).
 152. Le prochain Rapport sur le développement dans le monde 2016 analyse plus en détail le rôle d'Internet dans le développement, notamment par le biais du commerce.
 153. Jensen (2007).
 154. Suominen (2014).
 155. Centre de promotion des importations en provenance des pays en développement (CBI) (2013).
 156. Document de l'OMC WT/WGTDF/W/74 (voir: www.wto.org).
 157. Une analyse détaillée des facteurs favorables dépasse le cadre de la présente publication. Le rapport de la Commission sur la croissance et le développement de 2008 examinait les principales politiques nécessaires pour faciliter une croissance durable. L'ouvrage de l'OMC (2014) analyse aussi ces questions.
 158. Le Goff et Singh (2013).
 159. Arvis *et al.* (2013).
 160. Hostland et Giugale (2013).
 161. Banque mondiale (2013).
 162. Almeida *et al.* (2009).
 163. Groupe d'évaluation indépendant (2014).
 164. Banque mondiale (2012a).
 165. Banque mondiale (2012a).
 166. Kunaka (2011).
 167. Argent et Begazo (2015).
 168. Porto *et al.* (2011).
 169. François et Wooton (2010).
 170. Pigato (2001).
 171. Kunaka (2011) et Sobrado *et al.* (2014).
 172. Banque mondiale (2012).
 173. Brenton et Gillson (2014).
 174. Forum économique mondial (2012).
 175. Mbeng Mezui *et al.* (2013).
 176. Il y a d'autres bourses de produits au Kenya, à savoir la Bourse du café de Nairobi et la vente aux enchères de thé (Tea Auction).
 177. Qiang *et al.* (2013).
 178. Mbeng Mezui *et al.* (2013).
 179. Qiang *et al.* (2013).
 180. Dalberg (2012).
 181. Mitchell et Ashley (2010).
 182. OMC-OCDE (2013).
 183. OCDE (2012).
 184. Calí (2015).
 185. Calí (2014).
 186. Anderson, Ivanic et Martin (2013).
 187. Voir Banque mondiale (2015d).
 188. Voir Ahmer Ahmed *et al.* (2012).
 189. Banque mondiale (2015c).
 190. Voir Dihel (2015).
 191. Kunaka (2011).
 192. À l'exception peut-être d'un rapport récent de la Banque mondiale (2015b) qui intègre les questions commerciales dans une analyse plus large de la pauvreté et de la vulnérabilité.

193. OCDE (2012).
194. Brenton *et al.* (2013). Le Rwanda, par exemple, a reconnu l'importance du petit commerce pour le développement économique et les grands équilibres macroéconomiques, sur la base d'un vaste travail d'enquête de la Banque nationale du Rwanda, et il a élaboré une stratégie nationale pour le commerce transfrontières. De même, l'Ouganda a recueilli, à travers son Bureau de statistique, des renseignements détaillés sur les petits commerçants à ses frontières, notamment celle avec la RDC, pour définir en connaissance de cause sa politique commerciale et ses mesures aux frontières. Le COMESA a élaboré un régime commercial simplifié pour le petit commerce.
195. La collecte de données sur la consommation des ménages pour mesurer leur pauvreté est longue et coûteuse. Une nouvelle méthode combinée à une nouvelle technologie permet de mesurer la consommation de manière plus rapide et moins coûteuse, tout en donnant des résultats comparables à ceux des enquêtes complètes sur la consommation. Elle consiste à recueillir des données sur quelques produits seulement pour chaque ménage, mais en prenant dans chaque cas des produits différents ce qui permet d'évaluer la consommation totale présente. En outre, l'enquête est réalisée à l'aide de tablettes, ce qui présente plusieurs avantages. L'enquête est plus économique, elle peut être suivie en temps réel et elle peut produire un ensemble de données beaucoup plus net, notamment en ce qui concerne les données chiffrées comme les quantités et les valeurs des produits de consommation. Cette combinaison permet d'estimer des agrégats de consommation en quelques jours au lieu de plusieurs mois. Cette méthode, mise au point par Pape et Mistiaen (2015), a été appliquée avec succès en Somalie et au Soudan du Sud.
196. Voir Banque mondiale (2015c) pour une étude plus approfondie. Les enquêtes mystères sont réalisées avec des clients potentiels qui se renseignent sur la disponibilité et le prix de certains produits ou services. Ils rendent compte ensuite de leur expérience de manière cohérente et comparable. Les enquêtes participatives permettent de recueillir des renseignements auprès d'un grand nombre de personnes par mobile ou Internet pour évaluer le prix et la qualité de différents produits et services. Ce rapport montre que les renseignements ainsi recueillis auprès des petits commerçants pauvres peuvent donner des indications sur les délais et les coûts de franchissement des frontières. Les agriculteurs peuvent donner des renseignements sur le coût des semences et des engrais et sur les prix qu'ils obtiennent pour leurs produits.
197. Ianchovichina et Martin (2001).
198. OMC (2012).
199. Tang et Wei (2009).
200. Handley et Limão (2014).
201. Les flexibilités dans le cadre de l'OMC ont été étudiées en détail dans OMC (2009).
202. Wolfe (2003).
203. Busse *et al.* (2012); OCDE et OMC (2013); ODI (2012); Calí et te Velde (2011).
204. En 2011, le Comité de Bâle a décidé de modifier ses règles relatives aux instruments de financement du commerce à court terme auto-amortissables afin de réduire la pondération des risques liés aux pays à faible revenu (qui n'étaient pas plus risqués que les autres) et de faire en sorte que les exigences en matière de fonds propres correspondent à l'échéance effective des produits (abandonnant ainsi l'échéance plancher d'un an appliquée aux lettres de crédit et produits similaires). En 2013 et 2014, il a pris d'autres décisions favorables concernant les instruments de financement du commerce utilisés habituellement par les pays pauvres, comme les lettres de crédit, qui portent sur la liquidité obligatoire et le ratio de fonds propres.

BIBLIOGRAPHIE

- Abidoye, B.O. et Cali, M. (2015), "Income shocks and conflict: evidence from Nigéria", World Bank Research Working Paper, n° 7213, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Acemoglu, D. (2008), *Introduction to Modern Economic Growth*, Princeton University Press, Princeton (New Jersey).
- Acharya, R.C. et Keller, W. (2009), "Technology transfer through imports", *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économie*, 42(4), pages 1441-1448.
- Aghion, P. et Banerjee, A. (2005), *Volatility and Growth*, Oxford University Press, Oxford (Royaume Uni).
- Ahmed, S. A., Diffenbaugh, N. S., Hertel, T. W. et Martin, W. J. (2012), "Agriculture and Trade Opportunities for Tanzania: Past Volatility and Future Climate Change", *Review of Development Economics*, 16:3, pages 429-447.
- Akresh, R., Bhalotra, S., Leone, M. et Osili, U. (2012), "War and Stature: Growing Up During the Nigérien Civil War", *American Economic Review (Papers & Proceedings)*, 102(3), pages 273-277.
- Aleman Castilla, B. (2006), "The Effect of Trade Liberalization on Informality and Wages: Evidence from Mexico", CEP Discussion Paper, n° 763, Londres (Royaume Uni).
- Almeida, R., Jere, B. et Robalino, D. (2012), *The Right Skills for the Job? Rethinking Training Policies for Workers*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Amiti, M. et Cameron, L. (2011), "Trade Liberalization and the Wage Skill Premium: Evidence from Indonesia," *Journal of International Economics, International Trade and Regional Economics*, n° 8382.
- Amodio, F. et Di Maio, M. (2014), "Making Do with What You Have: Conflict, Firm Performance and Input Misallocation in Palestine", HiCN Working Paper, n° 179.
- Anderson, K., Ivanic, M. et Martin, W. (2013), "Food Price Spikes, Price Insulation, and Poverty", World Bank Policy Research Working Paper, n° 6535, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Andres, L., Biller, D. et Dappe, M. H. (2013), *Reducing poverty by closing South Asia's infrastructure gap*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Apecu Laker, J. (n.d.), African Participation at the World Trade Organization: Legal and Institutional Aspects, 1995 2010, doi:10.1163/9789004256712, Brill.
- Argent, J. et Begazo, T. (2015), "Competition in Kenyan markets and its impact on income and poverty: a case study on sugar and maize", World Bank Policy Research Working Paper, n° WPS 7179, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Arias, M.A., Ibáñez, A.M. et Zambrano, A. (2014), "Agricultural Production Amid Conflict: The Effects of Shocks, Uncertainty, and Governance of Non State Armed Actors", polycopié.
- Arvis, J.F., Duval, Y., Shepherd, B. et Utoktham, C. (2013), "Trade Costs in the Developing World: 1995 2010", World Bank Policy Research Working Paper, n° 6309, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Arvis, J.F., Shepherd, B., Duval, Y. et Utoktham, C. (2013), "Trade Costs and Development: A New Data Set", Economic Premise, n° 104, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Atkin, D. et Donaldson, D. (2014), "Who's Getting Globalized? The Size and Implications of Intranational Trade Costs", Working Paper, février 2014. Voir: <http://economics.mit.edu/faculty/ddonald/papers>
- Atkin, D., Faber, B. et Gonzalez Navarro, M. (2015), "Retail Globalization and Household Welfare: Evidence from Mexico", NBER Working Paper, n° 21176, National Bureau of Economic Research.
- Baldwin, R.E. et Cain, G.C. (2000), "Shifts in Relative U.S. Wages: The Role of Trade, Technology, and Factor Endowments", *Review of Economics and Statistics*, 82:4, pages 580-595.
- Baldwin, R.E. et Robert Nicoud, F. (2008), "Trade and Growth with Heterogeneous Firms", *Journal of International Economics*, 74(1), pages 21-34.
- Banerjee, S., Wodon, Q., Diallo, A., Pushak, T., Uddin, H., Tsimpo, C. et Foster, V. (2008), "Access, Affordability, and Alternatives: Modern Infrastructure Services in Africa", AICD Background Paper, n° 2, Banque mondiale, Washington (D.C.).

- Banque asiatique de développement (BAsD) (2010), "Practice guidelines for harmonizing HIV prevention initiatives in the infrastructure sector", Banque asiatique de développement, Mandaluyong City (Philippines).
- Banque mondiale (2004), "Good Practice in Trade Facilitation: Lessons from Tunisia". PREMnotes, n° 89, Development Economics Vice Presidency and Poverty Reduction and Economic Management Network.
- Banque mondiale (2007), Rapport sur le développement dans le monde 2008: *L'Agriculture au service du développement*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2011a), *Rapport sur les prix alimentaires: Food Price Watch*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2011b), Rapport sur le développement dans le monde 2011: Conflits, sécurité et développement, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2011c), "Rural Transformation and Late Developing Countries in a Globalizing World – A Comparative Analysis of Rural Change", Agricultural and Rural Development Unit, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2011d), "Missing Food: The Case of Postharvest Grain Losses in Sub Saharan Africa", Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2011e), "Leveraging Trade for Development and Inclusive Growth: The World Bank Group Trade Strategy, 2011-2021".
- Banque mondiale (2012a), *Africa can help feed Africa: Removing barriers to regional trade in food staples*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2012b), *World Development Report 2012* (Rapport sur le développement dans le monde 2012: Égalité des genres et développement), Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2013a), "Shifting Gears to Accelerate Shared Prosperity in Latin America and the Caribbean", Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2013b), *Global Monitoring Report 2013*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2013c), *World Development Report 2013* (Rapport sur le développement dans le monde 2013: Emplois), Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2014a), "Malaysia Economic Monitor – Towards a Middle Class Society", Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2014b), "East Asia Pacific at Work: Employment, Enterprise, and Well being", Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2014c), "Africa's Pulse", volume 10, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2015a), *Global Monitoring Report 2014/2015: Ending Poverty and Sharing Prosperity*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2015b), "Ending Poverty and Hunger by 2015: an Agenda for the Global Food System", Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2015c), *A Measured Approach to Ending Poverty and Boosting Shared Prosperity: Concepts, Data, and the Twin Goals*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (2015d), *Drylands Report*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (à paraître a), *Poverty in Africa: Revisiting the Facts*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Banque mondiale (à paraître b), *Linking Africa to Build Africa*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Bazzi, S. et Blattman, C. (2014), "Economic Shocks and Conflict: Evidence from Commodity Prices", *American Economic Journal: Macroeconomics*, 6(4), pages 1-38.
- Berman, N., Couttenier, M., Rohner, D. et Thoenig, M. (2014), "This Mine Is Mine! How Minerals Fuel Conflicts in Africa", OxCarre Research Paper, n° 141.
- Beverelli, C., Neumueller, S. et Teh, R. (2015), "Export Diversification Effects of the WTO Trade Facilitation Agreement" Working Paper, n° 137, FIW, Vienne, janvier 2015.
- Blades, D., Ferreira, F. et Lugo, M. (2011), "The informal economy in developing countries: an introduction", *Review of Income and Wealth*, Series 57, Special Issue, mai 2011.
- Blattman, C. et Miguel, E. (2010), "Civil War", *Journal of Economic Literature*, n° 48, pages 3-57.
- Bolaky, M. et Freund, C. (2008), "Trade, Regulations and Income", *Journal of Development Economics*, 87(2), pages 309-321.
- Bosch, M., Gofii Pacchioni, E. et Maloney, W. (2012), "Trade Liberalization, Labor Reforms and Formal informal Employment Dynamics", *Labor Economics*, 19(5), pages 653-667. Elsevier B.V. 653-667.
- Bossuroy, T., Campos, F., Coville, A., Goldstein, M., Roberts, G. et Sequeira, S. (2012), "Shape Up and Ship Out? Gender Constraints to Growth and Exporting in South Africa" dans Brenton, P., Gamberoni, E. et Sear, C. (éds), *Women and Trade in Africa: Realizing the Potential*, Banque mondiale, Washington (D.C.).

- Bottini, N. et Gasiorsek, M. (2009), "Trade and Job Reallocation: Evidence for Morocco", Working Paper, n° 492, Economic Research Forum.
- Bozzoli, C. et Brück, T. (2009), "Agriculture, Poverty, and Postwar Reconstruction: Micro Level Evidence from Northern Mozambique", *Journal of Peace Research*, 46(3), pages 377-397.
- Breen, R. et García Peñalosa, C. (2008), "Income Inequality and Macroeconomic Volatility: An Empirical Investigation", *Review of Development Economics*, 9(3), pages 380-398.
- Brenton, P. et Gillson, I. (2014), "Diagnostic Trade Integration Studies and their Updates under the Enhanced Integrated Framework – A Retrospective", dans Cadot, O. et de Melo, J., *L'aide pour le commerce – Quels enseignements, quel avenir?*, livre électronique, CEPR Press et FERDI, voir: http://www.ferdi.fr/sites/www.ferdi.fr/files/publication/fichiers/aid_for_trade.pdf
- Brenton, P. et Isik, G. (éds) (2012), *De Fragmenting Africa: Deepening Regional Trade Integration in Goods and Services*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Brenton, P., Bashinge Bucekuderhwa, C., Hossein, C., Nagaki, S. et Ntagoma, J. B. (2011), "Les femmes pauvres qui pratiquent le commerce transfrontalier dans la région des Grands Lacs de l'Afrique: des affaires à risque", *Afrique – Notes de politique commerciale*, n° 11, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Brenton, P., Dihel, N., Hoppe, M. et Soprano, C. (2014), Improving behaviour at borders to promote trade formalization: the charter for cross border traders", Policy Note, n° 41. Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Brenton, P., Gamberoni, E., Sear, C. (éds) (2013), *Women and trade in Africa: realizing the potential*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Brenton, P., Portugal Perez, A. et Regolo, J. (2014), "Food prices, road infrastructure, and market integration in Central and Eastern Africa", World Bank Policy Research Working Paper, WPS 7003, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Bundervoet, T., Verwimp, P. et Akresh, R. (2009), "Health and civil war in rural Burundi", *Journal of Human Resources*, 44(2), pages 536-563.
- Burstein, A., Cravino, J. et Vogel, J. (2013), "Importing Skill Biased Technology", *American Economic Journal: Macroeconomics*, 5(2), pages 32-71.
- Busse, M., Hoekstra, R. et Koniger, J. (2012), "The Impact of Aid for Trade Facilitation on the Costs of Trading", *Kyklos*, 65(2), pages 143-163.
- Bustos, P. (2011), "Trade Liberalization, Exports, and Technology Upgrading: Evidence on the Impact of MERCOSUR on Argentinian Firms", *American Economic Review*, n° 101, pages 304-340.
- Byerlee, D., García, A.F., Giertz, A., Palmade, V. (2013), *Growing Africa: Unlocking the Potential of Agribusiness*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Cali, M. (2014a), "Trade boom and wage inequality: Evidence from Ugandan districts", *Journal of Economic Geography*, 14(6), pages 1141-1174.
- Cali, M. (2014b), "The labor implications of exports in the Caribbean", polycopié, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Cali, M. (2015), "Trading Away from Conflict: Using Trade to Increase Resilience in Fragile States", *Directions in Development*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Cali, M. et Miaari, S.H. (2013), "The Labor Market Impact of Mobility Restrictions: Evidence from the West Bank", World Bank Policy Research Working Paper, n° 64, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Cali, M. et Mulabdic, A. (2014), "Trade and Civil Conflict: Revisiting the Cross Country Evidence", World Bank Policy Research Working Paper, n° 7125, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Cali, M. et te Velde, D.W. (2011), "Does Aid for Trade Really Improve Trade Performance?" *World Development*, 30(7), pages 1029-1044.
- Cali, M. et Varela, G. (2013), "Shutting the border: The effects on poverty in South Sudan", polycopié, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Cali, M., Harake, W., Hassan, F. et Struck, C. (2015), *The Impact of the Syrian conflict on Lebanese trade*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Casacuberta, C., Fachola, G. et Gandelman, N. (2004), "The impact of trade liberalization on employment, capital and productivity dynamics: evidence from the Uruguayan manufacturing sector", *Journal of Policy Reform*, 7(4), pages 225-248.
- Centre for the Promotion of Imports from Developing Countries (CBI) (2013), "Access to Trade Finance: First Hand Perspectives on Bottlenecks and Impacts for SME Exporters in the South".
- Chandy, L., Ledlie, N. et Penciakova, V. (2013), "The Final Countdown: Prospects for Ending Extreme Poverty by 2030", Brookings, Washington (D.C.).

- Chioda, L. (2011), "Work and Family: Latin American and Caribbean Women in Search of a New Balance", Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Christiaensen, L., Demery, L. et Kuhl, J. (2011). "The (evolving) role of agriculture in poverty reduction – An empirical perspective", *Journal of Development Economics*, 96(2), pages 239-254.
- Christiaensen, L., Chuhan Pole, P. et Sanoh, A. (2013), "Africa's Growth, Poverty and Inequality Nexus – Fostering Shared Prosperity", polycopié, Banque mondiale.
- Clark, X., Dollar, D. et Micco, A. (2004), "Port efficiency, maritime transport costs and bilateral trade", *Journal of Development Economics*, 75 (2004), pages 417-450.
- Coe, D.T., Helpman, E. et Hoffmaister, A.W. (1997), "North South R&D Spillovers", *Economic Journal*, 107(440), pages 134-149.
- Collier, P. et Duponchel, M. (2013), "The Economic Legacy of Civil War: Firm level Evidence from Sierra Leone", *Journal of Conflict Resolution*, 57(1), pages 65-88.
- Commission on Growth and Development (2008), *The Growth Report: Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development*. Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2009), "Review of Warehouse Receipt System and Inventory Credit Initiatives in Eastern and Southern Africa". Voir: http://www.ruralfinance.org/fileadmin/templates/rflc/documents/Review_of_Warehouse_pdf
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2012), "Who is benefitting from Trade Liberalization in Lesotho: A Gender Perspective", UNCTAD Study, UNCTAD/OSG/2012/2, CNUCED, Genève (Suisse). Voir: http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/osg2012d2_en.pdf
- Cotet, A. M. et Tsui, K.K. (2013), "Oil and Conflict: What Does the Cross Country Evidence Really Show?", *American Economic Journal: Macroeconomics*, 5(1), pages 49–80.
- CTA, Centre for Technical Cooperation (2010), cité dans: <http://www.trademarksa.org/news/transaction-costs-cut-ea-farmers-earnings>
- Cunningham, W. (2004), "Gender and Labor Market Outcomes", polycopié.
- Dalberg Global Development Advisors (2012), "Catalyzing Smallholder Agriculture Finance", Dalberg.
- Deininger, K. (2003), "Causes and Consequences of Civil Strife: Micro level Evidence from Uganda", *Oxford Economic Papers*, 55(4), pages 579–606.
- del Ninno, C., Dorosh, P., Smith, L., Roy, D. (2001), "The 1998 floods in Bangladesh: disaster impacts, household coping strategies, and responses", Research report, n° 122, International Food Policy Research Institute (IFPRI), voir: <https://ideas.repec.org/p/fpr/resrep/122.html>
- Demirgüç Kunt, A. (2013), "The Gender Gap in Access to Finance", blog, voir: <http://blogs.worldbank.org/psd/the-gender-gap-in-access-to-finance>
- Dihel, N. (éd.) (2015), *Trade in Services in Africa – Unchartered Territories*, Banque mondiale, Washington (D.C.), à paraître.
- Dollar, D., Kleineberg, T. et Kraay, A. (2013), "Growth is still good for the poor, World Bank Policy Research Working Paper", n° 6568, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Dube, O. et Vargas, J. (2013), "Commodity Price Shocks and Civil Conflict: Evidence from Colombia", *Review of Economic Studies*, 80(4), pages 1384–1421.
- Dunne, P. et Edwards, L. (2007), "Trade, enterprise production and employment", *Journal for Studies in Economics and Econometrics*, 31(2), pages 49-68.
- Edmonds, E.V. et Pavcnik, N. (2006), "Trade liberalization and the allocation of labor between households and markets in a poor country", *Journal of International Economics*, 69(2), Elsevier, pages 272-295.
- Fajnzylber, P. et Maloney, W. (2005), "Labor demand and trade reform in Latin America", *Journal of International Economics*, Elsevier, 66(2), pages 423-446, voir: <https://ideas.repec.org/a/eee/inecon/v66y2005i2p423-446.html>
- Falco, P., Maloney, W.F., Rijkers, B. et Sarrias, M. (2012), "Heterogeneity in Subjective Wellbeing: An Application to Occupational Allocation in Africa", IZA Discussion Papers, n° 7057, Institute for the Study of Labor.
- Feenstra, R.C. et Hanson, G.H. (1999), "Foreign Direct Investment and Relative Wages: evidence from Mexico's Maquiladoras", *Journal of International Economics*, 42, pages 371-393.
- Feenstra, R.C. et Hong, C. (2010), "China's Exports and Employment", National Bureau of Economic Research (NBER) Chapters, dans *China's Growing Role in World Trade*, pages 167-199, NBER.
- Fernandez, M., Ibáñez, A.M. et Peña, X. (2011), "Adjusting the Labor Supply to Mitigate Violent Shocks", World Bank Policy Research Working Paper, n° 5684.
- Forum économique mondial (2012), "Putting the New Vision for Agriculture into Action: A Transformation is Happening", Forum économique mondial, Genève (Suisse).
- Forum économique mondial (2013), *Africa Competitiveness Report*, Forum économique mondial, Genève (Suisse).

- Foster, A. et Rosenzweig, M.R. (2010), "Microeconomics of Technology Adoption", *Annual Review of Economics, Annual Reviews*, vol. 2(1), pages 395-424, 09.
- Foster, V. et Briceño Garmendia, C. (2008), *Infrastructures africaines – Une transformation impérative*, Agence française de développement et Banque mondiale.
- Francois, J.F. et Wooton, I., (2010), "Market Structure and Market Access", *The World Economy*, (33:7), pages 873-893.
- Frías, J. A., Kaplan, D.S. et Verhoogen, E.A. (2009), "Exports and Wage Premia: Evidence from Mexican Employer Employee Data".
- Garcia Mora, M.E. et Roshan, S. (2013), "Barriers, Risks and Productive Potential for Small scale Traders in the Great Lakes Region", dans Brenton, P., Gamberoni, E. et Sear, C. (éds), *Women and Trade in Africa: Realizing the Potential*, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Gera, S., Wu, G. et Lee, F.C. (1999), "Information Technology and Labor Productivity Growth: an Empirical Analysis for Canada and the United States", *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économie*, 32(5), pages 384-407.
- Gisselquist, D. et Grether, J.M. (2000), "An Argument for Deregulating the Transfer of Agricultural Technologies to Developing Countries", *World Bank Economic Review*, 14(1), pages 111-127.
- Goldberg, J. et Pavcnik, N. (2003), "The Response of the Informal Sector to Trade Liberalization", *Journal of Development Economics*, 72(2), pages 463-496. doi:10.1016/S03043878(03)00116 0.
- Goldberg, P. K. et Pavcnik, N. (2005), "Trade, Wages, and the Political Economy of Trade Protection: Evidence from the Colombian Trade Reforms", *Journal of International Economics*, 66 (2005), pages 75-105.
- Gropo, V. et Piermartini, R. (2014), "Trade Policy Uncertainty and the WTO", WTO Working Paper, ERSD 2014 23, OMC, Genève (Suisse).
- Hallward Driemeier, M., Rijkers, B. et Waxman, A. (2011), "Ladies First? Firm level Evidence on the Labor Impacts of the East Asian Crisis", World Bank Policy Research Working Paper, n° 5789, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Handley, K. et Limao, N. (2013), "Policy Uncertainty, Trade and Welfare: Theory and Evidence for China and the U.S.", CEPR Discussion Papers n° 9615, Centre for Economic Policy Research, Londres (Royaume Uni).
- Hausmann, R., Hwang, H. et Rodrik, D. (2007), "What You Export Matters", *Journal of Economic Growth*, 12(1), pages 1-25.
- Heintz, J. (2008), "Employment, Informality and Poverty: An Empirical Overview of Six Countries with a Focus on Gender and Race", Background paper for UNRISD Report on Combating Poverty and Inequality.
- Helpman, E. (1993), "Innovation, imitation and intellectual property rights", *Econometrica*, 61(6), pages 1247-1280.
- Helpman, E. (2004), *The Mystery of Growth*, Harvard University Press, Cambridge (Massachusetts).
- Helpman, E., Itskhoki, O., Muendler, M.A. et Redding, S. (2014), *Trade and Income Inequality: From Theory to Estimation*, Princeton University, Princeton (New Jersey).
- Helpman, E., Melitz, M.J. et Rubinstein, Y. (2008), "Estimating Trade Flows: Trading Partners and Trading Volumes", *Quarterly Journal of Economics*, 123(2), pages 441-487.
- Hillberry, R. et Zhang, X. (2015), "Policy and Performance in Customs: Evaluating the Trade Facilitation Agreement", Policy Research Paper, n° 7211, Washington (D.C.).
- Hnatkovska, V. et Loayza, N. (2005), "Volatility and Growth", dans Aizenmann, J. et Pinto, B. (éds), *Managing Economic Volatility and Crises: A Practitioner's Guide*, Cambridge University Press, Cambridge (Royaume Uni).
- Hodler et Raschky (2014), "Regional favoritism", *Quarterly Journal of Economics*, 129(2), pages 995-1033.
- Hoppe, M. et Newfarmer, R. (2014), "Using Trade to Raise Incomes for the Next Generation", Malawi Policy Note Series, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Horn, H., Nordstrom, H. et Mavroidis, P.C. (1999), "Is the Use of the WTO Dispute Settlement System Biased?" CEPR Discussion Paper, n° 2340, Centre for Economic Policy Research, Londres (Royaume Uni).
- Hostland, D. et Guigale, M. (2013), "Africa's Macroeconomic Story", Policy Research Working Paper, n° 6635, octobre 2013, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Hummels, D.L. (2007), "Transportation Costs and International Trade in the Second Era of Globalization", *Journal of Economic Perspectives*, 21(3), pages 131-154.
- Ianchovichina, E. (2014), "On Shared Prosperity in the Middle East and North Africa", Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Ianchovichina, E. et Martin, W. (2001), "Trade Liberalization in China's Accession to the World Trade Organization", document non publié, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Lei, Y. H. et Michaels, G. (2014), "Do Giant Oilfield Discoveries Fuel Internal Armed Conflicts?", *Journal of Development Economics*, n° 110, pages 139-157.

- Ligon, E. et Sadoulet, E. (2007), "Estimating the effects of aggregate agricultural growth on the distribution of expenditures", Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Limao, N. et Venables, A.J. (2001), "Infrastructure, Geographical Disadvantage, Transport Costs and Trade", *World Bank Economic Review*, 15(3), pages 451-479.
- Litchfield, J., McCulloch, N. et Winters, L.A. (2003), "Agricultural Trade Liberalization and Poverty Dynamics in Three Developing Countries", *American Journal of Agricultural Economics*, 85(5), pages 1285-1291.
- Livingston, G., Schonberger, S. et Delaney, S. (2011), "Sub Saharan Africa: The State of Smallholders in Agriculture", paper presented at the IFAD Conference on New Directors for Smallholder Agriculture, 24-25 janvier 2011, Fonds international de développement agricole (FIDA), Rome.
- Loayza, N. et Rigolini, J. (2006), "Informality Trends and Cycles", World Bank Policy Research Working Paper, n° 4078. Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Lopez, R., Nash K. et Stanton, J. (1995), "Adjustment and Poverty in Mexican Agriculture: How Farmers' Wealth Affects Supply Response", World Bank Policy Research Working Paper, n° 1494.
- Maertens, M. et Swinnen, J. (2012), "Gender and Modern Supply Chains in Developing Countries", *Journal of Development Studies*, 48(10), pages 1412-1430.
- Maertens, M. et Swinnen, J. (2015), "Agricultural Trade and Development: A Supply Chain Perspective", WTO Working Paper ERSD15 04, OMC, Genève (Suisse).
- Maertens, M., Colen, L. et Swinnen, J. (2011), "Globalisation and Poverty in Senegal: A Worst Case Scenario?" *European Review of Agricultural Economics*, 38(1), pages 31-54. doi:10.1093/erae/jbq053.
- Maloney, W. (2004), "Informality Revisited", *Journal of World Development*, (32)7, pages 1159-1178.
- Mansfield, E. et Reihardt, E. (2008), "International Institutions and Terms of Trade Volatility", polycopié, University of Pennsylvania, Philadelphie.
- Martin, P. et Rogers, A.C. (2000), "Long Term Growth and Short Term Economic Instability", *European Economic Review*, 44(2), pages 359-381.
- Maystadt, J.F., De Luca, G., Sekeris, P.G., Ulimwengu, J. et Folledo, R. (2014), "Mineral Resources and Conflicts in DRC: A Case of Ecological Fallacy?", *Oxford Economic Papers*, 66(3), pages 721-749.
- Mbeng Mezui, C.A., Rutten, L., Sekioua S., Zhang J., N'diaye M.M., Kabanyane N., Arvanitis Y., Duru U., Nekati B. (2013), "Guidebook on African Commodity and Derivatives Exchanges", Banque africaine de développement.
- McCorriston, S. (2011), "Commodity Prices, Government Policies and Competition", Paper presented at Symposium on Trade in Primary Product Markets and Competition Policy, Genève (Suisse).
- Menezes Filho, N. A. et Muendler, M. A. (2011), "Labor Reallocation in Response to Trade Reform", NBER Working Paper, n° 17372.
- Menon, N. et van der Meulen Rodgers, A. (2015), "War and Women's Work: Evidence from the Conflict in Nepal", *Journal of Conflict Resolution*, 59(1), pages 51-73.
- Milner, C., Morrissey, O. et Rudaheeranwa, N. (2011), "Policy and Non Policy Barriers to Trade and Implicit Taxation of Exports in Uganda", dans O. Morrissey et I. Filatochev (éds), *Globalisation and Trade: Implications for Marginalised Economies*, Cass, Londres (Royaume Uni).
- Mishra, P. et Das, D.K. (2013), "Trade Liberalization and Wage Inequality in India: A Mandated Wage Equation Approach", *Indian Growth and Development Review*, 6(1), pages 113-127.
- Mitchell, J. et Ashley, C., (2010), *Tourism and Poverty Reduction: Pathways to Prosperity*. Earthscan, Londres (Royaume Uni).
- Moisé Leeman, E. et Sorescu, S. (2014), "Indicateurs sur la facilitation des échanges: Effets possibles de la facilitation sur les échanges des pays en développement", Éditions OCDE, Paris (France), voir: <http://dx.doi.org/10.1787/5jzb6f85dfq4-fr>
- Moore, A. (2015), "Bad Neighbours as Obstacles to Trade: Evidence from African Civil Wars", polycopié, London School of Economics, Londres (Royaume Uni).
- Murdoch, J. (1990), "Risk Production and Saving: theory and evidence from Indian households", polycopié, Harvard University.
- Nations Unies (ONU) (2010), *Les femmes dans le monde, 2010 – Des chiffres et des idées*, voir: http://unstats.un.org/unsd/publication/SeriesK/SeriesK_19f.pdf
- Nations Unies (ONU) (2014), "Plan directeur pour la suite à donner après 2014 au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement", Rapport du Secrétaire général, Nations Unies, New York. Voir: http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A%2F69%2F62&Submit=Recherche&Lang=F
- Ndumbe, L.N. (2013), "Unshackling Women Traders: Cross border Trade of Eru from Cameroon to Nigéria", dans Brenton, P., Gamberoni, E. et Sear, S. (éds), *Women and Trade in Africa: Realizing the Potential*, Banque mondiale, Washington (D.C.).

- Nicita, A. (2004), "Who benefited from trade liberalization in Mexico? Measuring the effects on household welfare", World Bank Policy Research Working Paper, n° 3265, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- OMC OCDE (2013), *Panorama de l'Aide pour le commerce 2013: Se connecter aux chaînes de valeur*, OMC, Genève (Suisse) et OCDE, Paris (France).
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2012), *Policy Priorities for International Trade and Jobs*, D. Lippoldt (éd.), publication en ligne, voir: <http://www.oecd.org/site/tadicite/>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2011), *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde - Comment la volatilité des cours internationaux porte-t-elle atteinte à l'économie et à la sécurité alimentaire des pays?*, FAO, Rome (Italie).
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (2004), *Rapport sur le commerce mondial 2004: Analyse du lien entre le cadre général des politiques intérieures et le commerce international*, OMC, Genève (Suisse).
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (2007), *Rapport sur le commerce mondial 2007: Soixante ans de coopération commerciale multilatérale: qu'avons-nous appris?*, OMC, Genève (Suisse).
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (2008), *Rapport sur le commerce mondial 2008: Le commerce à l'heure de la mondialisation*, OMC, Genève (Suisse).
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (2009), *Rapport sur le commerce mondial 2009: Les engagements en matière de politique commerciale et les mesures contingentes*, OMC, Genève (Suisse).
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (2010), *Rapport sur le commerce mondial 2010: Le commerce des ressources naturelles*, OMC, Genève (Suisse).
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (2012), *Rapport sur le commerce mondial 2012: Commerce et politiques publiques: gros plan sur les mesures non tarifaires au XXI^e siècle*, OMC, Genève (Suisse).
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (2014), *Rapport sur le commerce mondial 2014: Commerce et développement: tendances récentes et rôle de l'OMC*, OMC, Genève (Suisse).
- Organisation mondiale du commerce (OMC) et Centre du commerce international (ITC) (2014), *SME Competitiveness and Aid for Trade: Connecting Developing Country SMEs to Global Value Chains*, OMC et ITC, Genève (Suisse).
- Overseas Development Institute (ODI) (2012), "Increasing the Effectiveness of Aid for Trade: The circumstances under which it works best", Overseas Development Institute. Londres (Royaume Uni).
- Owen, A.L. et Wu, S. (2015), "Is trade good for your health", *Review of International Economics*, à paraître.
- Papageorgiou, C.M., Savvides, A. et Zachariadis, M. (2015), "International medical technology diffusion", *Journal of International Economics*, à paraître.
- Pape, U. et Mistiaen, J. (2015), "Measuring Household Consumption and Poverty in 60 minutes: The Mogadishu High Frequency Survey", presented at The Annual Bank Conference on Africa Confronting Conflict and Fragility in Africa, University of California at Berkeley, 8-9 juin 2015.
- Pellandra, A. (2013), "Firms' Exporting, Employment and Wages: Evidence from Chile", voir: www.iza.org/conference_files/SUMS_2013/pellandra_a8726.pdf
- Perry, G., Maloney, W., Arias, O., Fajnzylber, P., Mason, A. et Saavedra Chanduvi, J. (2007), "Informality: Exit and Exclusion", Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Peterman, A., Quisumbing, A., Behrman, J. et Nkonya, E. (2011), "Understanding the complexities surrounding gender differences in agricultural productivity in Nigéria and Uganda", *Journal of Development Studies*, 47(10), pages 1482-1509.
- Pigato, M.A. (2001), "Information and Communication Technology, Poverty and Development in Sub Saharan Africa and South Asia", Working Paper, n° 20, Africa Region Working Paper Series.
- Porto, G., Chauvin N.D. et Olarreaga M. (2011), "Supply Chains in Export Agriculture, Competition, and Poverty in Sub-Saharan Africa", Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Programme des Nations Unies pour le développement (2014a), "Humanity Divided: Confronting Inequality in Developing Countries" (L'humanité divisée: Combattre les inégalités dans les pays en développement), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
- Programme des Nations Unies pour le développement (2014b), "Gender Inequality Index", Voir: <http://hdr.undp.org/en/content/table-4-gender-inequality-index>
- Qiang, C.Z., S.C. Kuek, A. Dymond et S. Esselaar, 2011, "Mobile Applications for Agriculture and Rural Development", Banque mondiale.
- Qureshi, M.S. (2013), "Trade and thy neighbour's war", *Journal of Development Economics*, 105(C), pages 178-195.

- Ramey, G. et Ramey, V.A. (1995), "Cross Country Evidence on the Link between Volatility and Growth", *The American Economic Review*, 85(5), pages 1138-1151.
- Ravallion, M. et Chen, S. (2007), "China's (Uneven) Progress Against Poverty", *Journal of Development Economics*, 82(1), pages 1-42.
- Ravallion, M., Chen, S. et Sangraula, P. (2007), "New Evidence on the Urbanization of Global Poverty", World Bank Policy Research Working Paper, n° 4199, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Rodriguez, F. et Rodrik, D. (2001), "Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to the Cross National Evidence", dans Ben S. Bernanke et Kenneth Rogoff (éds), *NBER Macroeconomics Annual 2000*, vol. 15 (2001), MIT Press, pages 261-338.
- Shemyakina, O. (2011), "The Effect of Armed Conflict on Accumulation of Schooling: Results from Tajikistan", *Journal of Development Economics*, n° 95, pages 186-200.
- Skees, J. et Collier, B. (2008), "The Potential of Weather Index Insurance for Spurring a Green Revolution in Africa", GlobalAgRisk Inc., Lexington (Kentucky).
- Sobrado, C. et Neak, S. (2014), "Where have all the poor gone? Cambodia poverty assessment 2013", World Bank Country Study, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Southern African Research and Documentation Centre (SARDC) (2008), "Optimizing Regional Integration in Southern Africa: Assessing Informal Cross Border Trade in SADC".
- Suominen, K. (2014), "Aid for eTrade: Accelerating the Global eCommerce Revolution", CSIS Europe Working Paper, CSIS.
- Taglioni, D. et Winkler, D. (2014), "Making Global Value Chains Work for Development", Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Tang, M.K. et Wei, S.J. (2009), "The Value of Making Commitments Externally: Evidence from WTO Accessions", *Journal of International Economics*, 78(2), pages 216-229.
- Topolova, P. (2007), "Trade Liberalization, Poverty and Inequality: Evidence from Indian Districts", dans *Globalization and Poverty*, National Bureau of Economic Research, University of Chicago Press, pages 291-336.
- Van Meijl, J.C.M. et van Tongeren, F.W. (1998), "Trade, Technology Spillovers and Food Production in China", *Weltwirtschaftliches Archiv*, 134(3), pages 423-449.
- Verhoogen, E. A. (2008), "Trade, Quality Upgrading and Wage Inequality in the Mexican Manufacturing Sector", *The Quarterly Journal of Economics*, 123(2), pages 489-530.
- Verpoorten, M. (2009), "Household Coping in War and Peacetime: Cattle Sales in Rwanda, 1991-2001", *Journal of Development Economics*, 88(1), pages 67-86.
- Volpe Martincus, C., Carballo, J. et Graziano, A. (2015), "Customs", *Journal of International Economics*, à paraître.
- Winters, A.L. (2002), "Trade Liberalization and Poverty: What Are the Links?", *The World Economy*, 25(9), pages 1339-1367.
- Winters, A.L. et Martuscelli, A. (2014), "Trade Liberalization and Poverty: What have we learned in a decade?", *Annual Review of Resource Economics*, 6(1), pages 493-512.
- Winters, A.L., Mcculloch, N. et McKay, A. (2004), "Trade Liberalization and Poverty: The Evidence So Far", *Journal of Economic Literature*, n° 42, pages 72-115.
- Wolfe, R. (2003), "Regulatory Transparency, Developing Countries and the WTO", *World Trade Review*, 2(2), pages 157-182.
- Xu, B.I.N. et Wang, J. (1999), "Capital Goods Trade and R&D Spillovers in the OECD", *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économique*, 32(5), pages 1258-1274.

L'expansion du commerce international a joué un rôle essentiel dans le développement et dans la réduction de la pauvreté, mais la relation entre la croissance économique, la réduction de la pauvreté et le commerce n'est pas simple. Cette publication analyse cette relation et examine les difficultés auxquelles les populations pauvres sont confrontées pour bénéficier des possibilités commerciales. Rédigée conjointement par le Groupe de la Banque mondiale et par l'Organisation mondiale du commerce, elle examine le commerce et la pauvreté suivant quatre dimensions: pauvreté rurale, économie informelle, incidence des fragilités et des conflits, égalité hommes femmes. Elle examine comment le commerce pourrait davantage contribuer à l'éradication de la pauvreté en accroissant les efforts visant à réduire les coûts du commerce, à favoriser un environnement propice, à mettre en œuvre la politique commerciale conjointement avec d'autres domaines de la politique générale, à mieux gérer les risques auxquels les populations pauvres sont exposées et à améliorer les données utilisées pour l'élaboration des politiques.